ÉDITION WEEK-END / Montréal samedi 21 avril et dimanche 22 avril 2012 Le plus grand quotidien français d'Amérique
128e année N° 157 198 pages, 12 cahiers

2,10 $ taxes en sus – Édition provinciale **2,20 $**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

Des policiers ont arrêté un manifestant qui venait de lancer des projectiles aux abords du Palais des congrès.

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

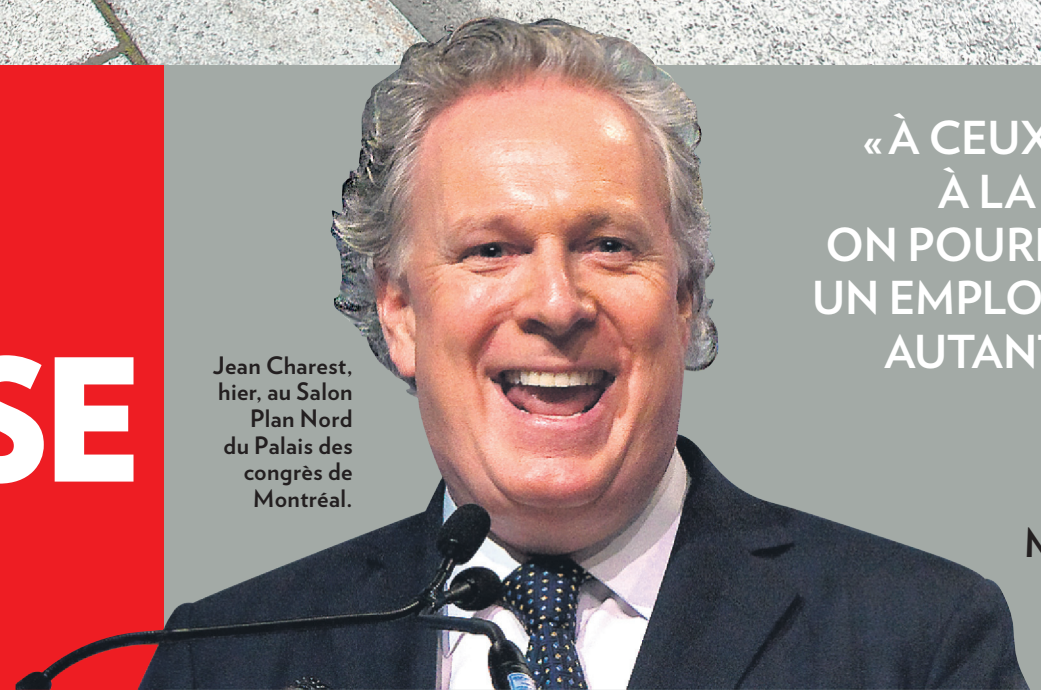
MANIF ÉTUDIANTE CONTRE LE PLAN NORD DE JEAN CHAREST

FLAMBÉE DE VIOLENCE

L'escalade continue. Et inquiète de plus en plus. PAGES A2, A4 ET A5

ANDRÉ PRATTE CÉDER À LA CASSE?
DÉBATS PAGE A38

LA PRESSE



Jean Charest, hier, au Salon Plan Nord du Palais des congrès de Montréal.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

« À CEUX QUI FRAPPAIENT À LA PORTE CE MATIN, ON POURRAIT LEUR OFFRIR UN EMPLOI… DANS LE NORD AUTANT QUE POSSIBLE. »
— JEAN CHAREST

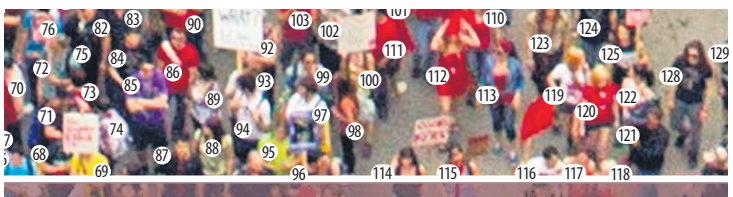
PATRICK LAGACÉ
MAUVAISES BLAGUES
PAGE A5

POLITIQUE
À DROITE TOUTE !

Comme l'Alberta et la Floride, le Québec pourrait-il être séduit par des propos d'extrême droite?

ENJEUX 7 PAGES

CONDOS
LES GRANDS PROJETS DE 2012
MAISON



GRANDE MARCHE DU 22 MARS
COMBIEN ÉTAIENT-ILS VRAIMENT?
LA VRAIE RÉPONSE EN PAGES A14 ET A15

LES NANAS COUSTIQUES
LE RIRE QUI CHANTE
ARTS

LA GRÈCE AUTHENTIQUE

Les saveurs des tavernas et le réveil du vignoble grec.

GOURMAND
VOYAGE

PHOTO IVANOH DEMERS , LA PRESSE

PHOTO FRANCOIS ROY, LA PRESSE

EXCELLENCE EN JOURNALISME
***LA PRESSE* FINALISTE AU PRIX MICHENER** PAGE A8

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Jean Charest ne fait pas des blagues salées, il fait des blagues poivrées.

Venez voir mon blogue! **www.lapresse.ca/laporte**

SAM 621 924 456 782

LE PLUS DE DESTINATIONS EUROPÉENNES EN VOL DIRECT

Air transat votre monde de vacances 25e

PRIX TOUT COMPRIS ! VOLS ALLER-RETOUR À PARTIR DE

FRANCE, SUISSE		ITALIE, BELGIQUE, ESPAGNE		PORTUGAL, GRÈCE	
PARIS ET PROVINCES, BÂLE		ROME, BRUXELLES, BARCELONE, MADRID		LISBONNE, PORTO, ATHÈNES	
699$	999$	749$	1049$	899$	1099$
MAI	JUILLET	MAI	JUILLET	JUIN	JUILLET
TAXES ET FRAIS INCLUS		TAXES ET FRAIS INCLUS		TAXES ET FRAIS INCLUS	

Visitez **airtransat.ca** ou communiquez avec votre agent de voyages.

Départs de Montréal. Prix par personne en classe Économie. Valides à l'achat d'un vol aller-retour entre le 21 et 23 avril 2012, pour des départs spécifiques en mai ou juillet 2012, selon la destination choisie. Les tarifs sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. DPSTA, frais aéroportuaires, assurances, surcharge de carburant, TPS et TVQ sont inclus dans les prix. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat et offerts par Transat Tours Canada Inc., titulaire d'un permis du Québec (n° 754241).

Prix excluant le 2,00$/1000$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au *Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.*

GRÈVE ÉTUDIANTE

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Au cours de l'après-midi, des manifestants ont érigé quelques barricades avec des tables, des chaises et d'autres pièces de mobilier urbain pour ralentir la progression des policiers.

À CHAQUE COIN DE RUE, UNE SCÈNE D'ÉMEUTE

Les étudiants contre la hausse des droits de scolarité s'étaient donné rendez-vous au Palais des congrès, hier, pour perturber l'ouverture du Salon Plan Nord auquel assistait le premier ministre Jean Charest. Les choses se sont rapidement envenimées. La présence de casseurs parmi les manifestants a poussé les policiers à utiliser la force pour réprimer la révolte. Compte rendu d'un après-midi d'émeutes comme le centre-ville n'en a pas souvent vu.

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD ET ÉMILIE BILODEAU

Voitures vandalisées, pluie de pierres sur les policiers, déchets incendiés : une manifestation étudiante s'est transformée en véritable émeute, hier au centre-ville de Montréal.

Après une intrusion de manifestants à l'intérieur du Palais des congrès où se trouvait le premier ministre Jean Charest, des blocs d'émeutiers et des policiers de l'unité anti-émeute ont joué au chat et à la souris pendant plusieurs heures. Chaque rencontre donnait lieu à des affrontements violents. Des dizaines, peut-être des centaines de pierres et de morceaux d'asphalte ont été lancés contre les forces de l'ordre. De leur côté, les policiers ont répliqué avec plusieurs bombes assourdissantes et des capsules de gaz lacrymogène.

Six personnes ont subi des blessures, dont quatre policiers.

Intrusion au Salon Plan Nord

Les débordements ont commencé vers 12 h 30 quand les manifestants ont réussi à pénétrer dans le Palais des congrès par une entrée de stationnement, puis par une porte de service.

Une centaine de personnes se sont ainsi retrouvées dans la salle d'accueil du Salon Plan Nord sans toutefois avoir accès aux exposants et au premier ministre.

Le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, a observé les affrontements entre policiers et manifestants qui se déroulaient à l'intérieur. « C'est dégueulasse ! », s'est-il limité à dire.

Après des affrontements violents, les manifestants ont été repoussés à l'extérieur de l'édifice.

18 arrestations

Par la suite, les rixes se sont multipliées aux abords du Palais des congrès, vers lequel les manifestants se dirigeaient pour ensuite être repoussés par des policiers. Ce petit jeu s'est répété tout l'après-midi. Par mesure de sécurité, la station de métro Place-d'Armes a été fermée pendant plusieurs heures.

Les vitres de plusieurs commerces ont été brisées. Le Centre de commerce mondial et le Palais des congrès ont été particulièrement visés. Une dizaine de voitures de police et deux véhicules de médias ont été vandalisés, et des morceaux d'asphalte ont atterri sur des véhicules stationnés à proximité.

Au cours de l'après-midi, des manifestants ont érigé quelques barricades avec des tables, des chaises et d'autres pièces de mobilier urbain pour ralentir la progression des policiers.

Au terme de la journée, 18 personnes ont été arrêtées et seront accusées de méfaits et d'entrave au travail des policiers. D'autres accusations pourraient s'ajouter.

Nicolas Redmond, un des dirigeants de l'Ordre du carré rouge, une organisation radicale anonyme, fait partie des personnes arrêtées.

« Il y a des gens qui étaient là avec des intentions tout autres que de simplement manifester. Il y en avait qui portaient des casques de ski, des lunettes, le visage caché par des cagoules. Certains étaient là pour se battre avec les policiers », a déclaré Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal.

« Depuis les derniers jours, on a vu une escalade de la tension et de la confrontation. Aujourd'hui, on a eu la preuve que ça ne peut plus continuer. »

— Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE

Réactions de désolation

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a condamné les gestes de violence et de vandalisme. Pour la première fois, il a lancé un message au gouvernement. « La patience des Montréalais a atteint ses limites et c'est pourquoi j'en appelle à l'ouverture d'un dialogue constructif entre les parties pour dénouer l'impasse qui prévaut », a-t-il déclaré dans un communiqué de presse.

Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ) ainsi que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont été choquées par les propos tenus par Jean Charest (voir autre texte en page 4) au Salon Plan Nord. Elles ont également été troublées par les affrontements entre les policiers et les manifestants. « Depuis les derniers jours, on a vu une escalade de la tension et de la confrontation. Aujourd'hui, on a eu la preuve que ça ne peut plus continuer », a dit Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE, la seule organisation étudiante qui a refusé de condamner les gestes de violence d'hier. Les membres de la CLASSE doivent se prononcer à ce sujet en caucus, demain.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a lancé un appel au calme. « On invite les étudiants à rester pacifiques; le gouvernement pourrait faire la même chose avec les policiers. Dans les derniers jours, on a vu plusieurs étudiants être gravement blessés, ça donne froid dans le dos », a-t-il déclaré dans un communiqué de presse.

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, a également dénoncé les événements violents. « On a l'impression d'assister à une crise assez importante. C'est franchement déplorable », a-t-elle dit.

Selon elle, les esprits se sont possiblement échauffés parce que les étudiants se sentent ignorés du gouvernement. « On demande une rencontre avec la ministre et à chaque fois, on nous met des conditions absurdes. En fait, il n'y a pas de volonté réelle de régler le dossier de la part du gouvernement », a-t-elle conclu.

— Avec Tristan Péloquin

SOMMAIRE

Amusez-vous !	AFFAIRES **12**	Emplois	CV **8**	Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES
Astrologie du jour	ARTS **19**	Grille blanche	PETITES ANNONCES **15**		AFFAIRES **4**
Avis et encans	AFFAIRES **9**	Jardiner	MAISON **18**	Restaurants	OURMAND **8**
Débats	**A38 et A39**	Loteries	**A28**	Sudoku	AFFAIRES **4**
Décès	PETITES ANNONCES **13 à 15**	Monde	**A32 à A37**	Trait d'union	ARTS **19**

Météo

Nuageux avec averses en après-midi, maximum **14**, minimum **2**. CV **8**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

PLUS DE 400 PROJETS VERTS RÉALISÉS PRÈS DE CHEZ VOUS !

Grâce au Fonds Éco IGA, des centaines de projets environnementaux sont réalisés partout dans la province. Plus de 4 millions de dollars ont déjà été versés pour des programmes de recyclage, des classes vertes, des espaces publics et des jardins communautaires. C'est notre façon de redonner un peu à la Terre.

Fonds Éco IGA
Par le Jour de la Terre MD

GRÈVE ÉTUDIANTE

1
12 h 30
Une centaine de manifestants entrent par un stationnement dans le Palais des congrès.

2
13 h
Durs affrontements entre les policiers et les manifestants qui viennent d'être expulsés du Palais des congrès. Une borne-fontaine est ouverte. Les vitres en facade du Palais des congrès sont brisées.

3
13 h 17
Une imposante barricade est érigée au coin Saint-François-Xavier et Saint-Antoine avec des tables, des chaises, des cônes orange.

4
13 h 45
Très dur affrontement entre manifestants et policiers anti-émeute. Le stationnement situé tout près de la place Riopelle sert de refuge aux manifestants qui lancent des pierres aux policiers. Ce coin de rue sera le théâtre de multiples échauffourées.

5
14 h 03
Le SPVM affirme que des pierres ont été lancées sur l'autoroute Ville-Marie.

6
14 h 24
Des jets de pierres font éclater les vitres du Centre de commerce mondial.

7
15 h 40
Nouveaux affrontements avec la police aux abord de la station de métro Place-d'Armes.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

L'un des objectifs de la manifestation était de perturber le Salon Plan Nord présenté par le gouvernement. Quelques casseurs ont attiré l'attention.

JEAN CHAREST JETTE DE L'HUILE SUR LE FEU

VINCENT LAROUCHE

Pendant que de violents affrontements avaient lieu entre policiers et manifestants tout autour du Palais des congrès, que des vitrines volaient en éclats et que des blessés étaient traités par Urgences-santé, le premier ministre Jean Charest a tourné la situation à la blague, hier après-midi.

« Le Salon Plan Nord est déjà très populaire, les gens courent de partout pour rentrer », a dit le premier ministre, ce qui a provoqué un rire généralisé dans l'auditoire de plus d'un millier de personnes réunies au Salon Plan Nord, à l'intérieur du Palais des congrès.

M. Charest est d'ailleurs arrivé en retard en raison des manifestations. Devant les gens d'affaires qui l'avaient attendu, il a lancé une autre flèche à ceux qui faisaient du tapage à l'extérieur.

« À ceux qui frappaient à la porte ce matin, on pourrait leur offrir un emploi… dans le Nord, autant que possible », a-t-il lancé.

Les blagues de M. Charest ont déclenché un raz-de-marée de commentaires sur les réseaux sociaux. En fin d'après-midi, le premier ministre a dû publier un communiqué pour dire qu'il avait été cité hors contexte. « Les propos que j'ai tenus ont été interprétés par certains comme si je prenais la situation à la légère. Ce n'est pas le cas », a-t-il écrit.

Pauline Marois a trouvé les paroles « odieuses ». « Ce n'est pas digne d'un premier ministre. Il a manqué de jugement. C'est un conflit qui dure depuis deux mois et tout le monde est à fleur de peau. Dans ce temps-là, on essaie de lancer des messages plus rassurants », a dit la chef du Parti québécois à *La Presse*.

« Farces de J. Charest sur manif: gaffe politique majeure. Danger de prix politique élevé. #mauvaisgoût #arrogance », a lancé l'ex-chef adéquiste Mario Dumont sur Twitter.

« Des gens saignent dans la rue et la seule chose que Jean Charest offre au peuple du Québec, c'est une blague de mauvais goût », a twitté Gabriel Nadeau-Dubois, un des porte-parole du mouvement de grève étudiante.

« Je déposerai mardi une motion au Parlement à la suite de la période de questions pour condamner les propos odieux de Jean Charest », a renchéri le député d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, sur le réseau social.

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a déclaré qu'il est inacceptable pour un dirigeant politique de blaguer au moment où une émeute a lieu à quelques mètres de là. Il juge que M. Charest a « déshonoré » la fonction de premier ministre.

« À l'intérieur, l'atmosphère était à couper au couteau. La blague a permis de détendre l'atmosphère. Les gens avaient besoin de dédramatiser la situation parce que la situation était dramatique »

— Jean-François Dumas, président d'Influence Communication, qui a assisté à la conférence du premier ministre.

« C'est triste à dire, mais je pense qu'aujourd'hui, le Québec n'avait pas de premier ministre », a-t-il lancé.

Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a demandé des excuses à M. Charest. « Franchement, d'avoir autant de mépris de la part d'un premier ministre dans les circonstances actuelles, c'est insultant », a-t-elle déploré.

Les propos du premier ministre ont aussi fait bondir Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). « C'est insultant d'entendre notre premier ministre dire qu'il veut nous envoyer dans le Grand Nord pour lui permettre de travailler. Monsieur Charest devrait retirer ses propos et travailler à dénouer la crise », a-t-il déclaré dans un communiqué de presse.

Selon les données de la firme Influence Communication, les propos sur la manifestation, en excluant la blague de M. Charest, représentent 13,64 % de tout ce qui s'est dit au Canada sur Twitter entre 14h30 et 16h30. La blague a occupé 8,64 % des propos sur le réseau social pendant la même période, pour tout le pays, dans les deux langues officielles.

Selon Jean-François Dumas, président de la firme, ce « raz-de-marée » illustre un clivage entre les commentateurs sur l'internet et les gens qui ont assisté au discours au Palais des congrès.

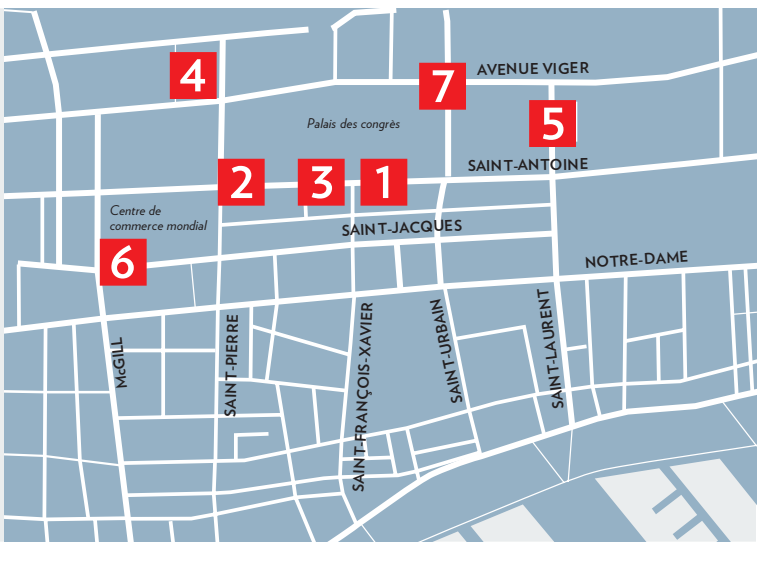
Lui-même était sur place lorsque Jean Charest a dit sa blague.

« Hier, 99,99 % des gens sur les médias sociaux n'étaient pas dans la salle. À l'intérieur, l'atmosphère était à couper au couteau. La blague a permis de détendre l'atmosphère. Les gens avaient besoin de dédramatiser la situation parce que la situation était dramatique », raconte-t-il.

Avec Tommy Chouinard, Hugo Fontaine, Émilie Bilodeau et La Presse Canadienne

LA RÉACTION DE FRANÇOIS LEGAULT
À LIRE EN A29

Un policier lance une grenade fumigène sur les manifestants.



LE SITE DU MELS PIRATÉ

« On a honte de notre gouvernement ». Voilà le message qui accueillait les internautes sur la page internet du ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS) pendant une courte période de temps hier après-midi. Plus bas sur la page, une fenêtre Twitter publiait les messages avec les mots-clés #ggi et #non1625. La phrase a rapidement disparu pour faire place à un message indiquant que le site internet était en construction. La semaine dernière, le site du MELS, de l'aide financière aux études et du Parti libéral du Québec avaient également été la cible de pirates informatiques. – Émilie Bilodeau

PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Le moment Oasis du PM

PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

De n'importe qui d'autre, faire des blagues sur l'envoi d'étudiants protestataires dans le Nord aurait pu être drôle. Mais Jean Charest n'est pas n'importe qui. C'est le premier ministre du Québec.

Quand les rues de Montréal et les campus du Québec deviennent des lieux d'affrontements brutaux entre profs et étudiants, d'un bord, et de flics et de gardiens de sécurité, de l'autre, quand le sang gicle et que la propriété est vandalisée, on s'attend du premier ministre à mieux qu'une mauvaise caricature des Justiciers Masqués.

On dira que les blagues du PM – « ceux qui (frappent) à notre porte, on pourra leur offrir un emploi, dans le Nord, autant que possible » – ont été dites alors que les gens dans la salle ignoraient peut-être l'ampleur de la casse, dehors. Peut-être.

Mais ça fait deux mois que les étudiants manifestent. Ça fait deux mois que les étudiants ne sont pas dignes, contrairement aux capitaines d'industrie présents au Palais des congrès, d'être entendus par le gouvernement de Jean Charest. Depuis une semaine, les troubles se sont amplifiés. Le premier ministre ne peut pas ignorer ça.

Le contexte ajoutait au malaise. Avec qui Jean Charest rigolait-il ? Avec l'élite du monde des affaires. On aurait dit, en entendant les rires gras de la salle, que ce qui se passe au Québec depuis quelque temps n'est qu'un phénomène artificiel auquel il ne faut qu'opposer le mépris.

On aurait dit que ce qui passe hors de la bulle politico-corporative n'est pas important. Difficile de projeter l'image d'une clique plus déconnectée de la rue.

Le plus consternant, c'est que pour tous ses travers, le premier ministre n'a pas l'habitude, hors de l'Assemblée nationale, de traiter des Québécois avec ce mépris. Il est plus habile.

Est-il fatigué ? Usé ?

La bourde d'hier donne cette impression. Elle met des mots et des images sur cette odeur qui émane de Québec depuis plusieurs mois : celle d'une fin de régime.

Avec qui Jean Charest rigolait-il ? Avec l'élite du monde des affaires. Comme si ce qui se passe n'est qu'un phénomène artificiel auquel il ne faut qu'opposer le mépris.

Dans les médias sociaux, la grogne a été instantanée. « Jean Charest » est soudainement devenu une tendance sur Twitter. Dixit la commentatrice Lise Ravary, Jean Charest a frappé son « moment Oasis », faisant référence au tsunami Twitter/Facebook qui a englouti l'arrogance des jus de Lassonde, le week-end de Pâques.

OPÉRATION PRINTEMPS NISSAN

C'EST LA LOI DU GROS BON SENS

NISSAN

0%

DE FINANCEMENT* À L'ACHAT JUSQU'À

84 MOIS

Sur modèles sélectionnés (excluant la VERSA à hayon 1.8 S)

Berline Altima 3.5 SR 2012 illustrée

JUSQU'À 1 262 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN[4]

BERLINE ALTIMA 2.5 S 2012

PRIX À L'ACHAT[1] **25 808$**

297$ par mois

À LA LOCATION[††] /60 mois
520$ en comptant initial

OU

FINANCEMENT À L'ACHAT[†] Taux de 0%/84 mois
820$ en comptant initial

BERLINE INTERMÉDIAIRE JAPONAISE LA PLUS VENDUE EN 2011[2]

Versa à hayon 1.8 SL Sport 2012 illustrée

JUSQU'À 877 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN[4]

VERSA À HAYON 1.8 S 2012

À LA LOCATION[††] **167$ /60 mois**
620$ en comptant initial
Incluant 2 750$ en rabais du manufacturier

OU

VERSA À HAYON 1.8 SL 2012

FINANCEMENT À L'ACHAT* **0% jusqu'à 84 mois**

SOUS-COMPACTE JAPONAISE LA PLUS VENDUE EN 2011[2]

JUSQU'À 965 KM
SUR ROUTE AVEC UN SEUL PLEIN[4]

SENTRA 2.0 2012

PRIX À L'ACHAT[1] **17 060$**

FINANCEMENT À L'ACHAT[†] **197$ /84 mois**

0,9% de financement
990$ en comptant initial

Sentra SE-R 2012 illustrée

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI OU CONSULTEZ **nissan.ca** POUR PLUS DE DÉTAILS. OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE

JUSQU'À **1 %** DE RÉDUCTION DU TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS MODÈLES AVEC LE PROGRAMME DE FIDÉLISATION PRÉFÉRENTIELLE[3]

L'événement OPÉRATION PRINTEMPS NISSAN est en vigueur du 3 au 30 avril 2012 et peut faire l'objet de changements sans préavis. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Les offres de financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Tous les prix comprennent les frais de transport et de prélivraison, les taxes sur l'air climatisé (si applicable), les taxes sur les pneus, les rabais du manufacturier et les contributions des concessionnaires. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. * L'offre de 0 % de financement à l'achat jusqu'à 84 mois est applicable à l'achat d'une Altima ou Versa à hayon (à l'exception de la version 1.8 S) 2012 neuves. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. 0 % de financement à l'achat pour un terme de 84 mois est applicable à l'achat d'une Sentra 2.0 2012 (C4LG52 AA00), transmission manuelle / Berline Altima 2.5 S 2012 (T4RG52 AA00), transmission manuelle / 197 $ / 297 $ avec 930 $ / 820 $ en comptant initial. Les frais de crédit sont de 317,48 $ / 0 $ pour une obligation totale de 17 578 $ / 25 808 $. †† Offre de location pour la Berline Altima 2.5 S 2012 (T4RG52 AA00), transmission manuelle / 233 908 $ pour la Berline Altima 3.5 SR 2012 telle qu'illustrée (T4SG12 AA00), transmission CVT / 17 060 $ pour la Sentra 2.0 2012 (C4LG52 AA00), transmission manuelle / 23 760 $ pour la Sentra SE-R 2012 telle qu'illustrée (C4SG12 AA00), transmission CVT / 13 510 $ (incluant 2 750 $ en rabais du manufacturier) pour la Versa à hayon 1.8 S 2012 (B5BG52 AA00), transmission manuelle / 21 260 $ pour la Versa à hayon 1.8 SL Sport 2012 telle qu'illustrée (B5RG52 SC00), transmission manuelle neuve. Exemple de financement basé sur un prix de vente de 17 060 $ / 25 808 $ à un taux de crédit de 0,9 % / 0 % pour un terme de 84 mois. Les mensualités sont de 197 $ / 297 $ avec 930 $ / 820 $ en comptant initial ou échange équivalent. Taux de location de 0 % / 3,9 %. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10 $/km supplémentaire. L'obligation totale de location est 18 369 $ / 10 665 $. 1) Prix à l'achat de 25 808 $ pour la Berline Altima 2.5 S 2012 (T4RG52 AA00), transmission manuelle / 33

CONFÉRENCE DE L'ANNÉE POLAIRE

Les mondes polaires en mutation

Un congrès mondial sur les mondes polaires se tient à Montréal à partir de lundi. Plus de 2500 participants et près de 100 exposants sont attendus. C'est le chapitre final d'une aventure scientifique démarrée en 2007 avec l'Année polaire internationale. L'ambition était de susciter une poussée de projets de recherche sans précédent sur ces mondes en mutation. *La Presse* a interviewé Louis Fortier, de l'Université Laval, un des plus grands spécialistes de l'Arctique. M. Fortier prononcera une des cinq conférences principales du congrès.

CHARLES CÔTÉ

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

L'océanographe Louis Fortier est le directeur d'ArcticNet, le réseau de recherche canadien sur l'Arctique. C'est aussi l'homme derrière l'*Amundsen*, brise-glace scientifique canadien lancé en 2003 et sur lequel il posait ici en 2006.

Q Quelle est l'importance des recherches qui seront présentées cette semaine à Montréal?

R L'Année polaire internationale, qui s'est étalée en fait sur 2007 et 2008, est la quatrième de l'histoire. La précédente était en 1958. Dans le contexte du changement climatique, c'était important qu'on présente cet événement de nouveau. Le Canada a vraiment joué un rôle de leader, avec de nouveaux investissements de 150 millions, pour 20 grands projets scientifiques, dont 9 ont été réalisés sous l'égide d'ArcticNet.

Q Quelles sont les recherches qui se démarquent?

R La plus importante recherche a porté sur la polynie circumpolaire. La polynie, c'est une ouverture dans la glace qui subsiste toute l'année. La glace de mer pivote et celle attachée à la terre est fixe, alors il y a toujours des fissures qui se forment. À bord de l'*Amundsen*, on a étudié l'écosystème qui s'y forme. Un autre grand projet, encore là sur l'*Amundsen*, a été de terminer l'étude sur la santé des Inuits.

Q Comment ces recherches peuvent-elles influencer les décisions futures au sujet de l'Arctique?

R L'hivernage de l'*Amundsen* dans la mer de Beaufort en 2007-2008 nous a permis de mieux comprendre le fonctionnement des écosystèmes. Par exemple, on a observé que, l'hiver, la morue arctique fuit les phoques en plongeant en profondeur. Elle se rassemble en grands bancs à la marge du plateau continental. C'est une information importante parce que c'est là qu'on envisage de faire de l'exploration pétrolière. L'Office national de l'énergie devra en tenir compte avant d'autoriser des forages dans la mer de Beaufort.

Q Quels changements prévoit-on dans l'environnement polaire?

R La disparition de la banquise va toucher toutes les espèces arctiques. Tout l'écosystème va basculer vers un nouvel équilibre. Ça va être fini, les ours polaires, les phoques, l'omble arctique et le reste. Les espèces actuelles vont être remplacées par d'autres, venues du Sud. L'écosystème va être plus productif, mais différent. Les services traditionnels sur lesquels comptent les Inuits vont être touchés. Et les gens du Sud vont en profiter. Si la morue arctique est remplacée par la morue atlantique, les grands chalutiers vont les suivre. On peut dire la même chose pour le pétrole et les autres ressources minérales.

« La disparition de la banquise va toucher toutes les espèces arctiques. Tout l'écosystème va basculer vers un nouvel équilibre. Ça va être fini, les ours polaires, les phoques, l'omble arctique et le reste. » — Louis Fortier

Q Y a-t-il des signes montrant que l'Arctique est plus accessible?

R Il y a déjà beaucoup plus de navigation. Il y a eu 54 transits par le passage du Nord-Ouest en 2010, alors qu'entre 1904 et 2004, il y en avait eu environ 60 en tout. En 2010, il y a eu trois échouages, dont celui du *Clipper Adventurer*. Et c'est l'*Amundsen* qui est venu le secourir. On est à peu près sûrs que le trafic va se développer de façon importante, alors il faut s'y préparer.

Q Quel est le but du congrès de Montréal?

R C'est un peu la conférence de clôture de l'Année polaire internationale. Notre but est d'aller de la connaissance vers l'action, dans un contexte de changement climatique. On fait de la recherche pour trouver les solutions pour les gens là-bas. C'est la partie la plus difficile: bien arrimer ce que les scientifiques ont à dire avec ce que les stratèges et décideurs ont à faire.

Q Le gouvernement Harper a été critiqué récemment pour avoir diminué le financement de la station d'observation atmosphérique PEARL, dans l'extrême Nord canadien. Est-ce justifié?

R D'un côté, je ne comprends pas qu'on veuille faire des économies de bouts de chandelle avec cette station. Mais de là à lapider le gouvernement, alors qu'ils ont mis 85 millions pour remettre à niveau une vingtaine de stations dans l'Arctique, il y a une marge. À ArticNet, on aime beaucoup le projet de construction de la station du Haut-Arctique canadien à Cambridge Bay. On investit plusieurs centaines de millions pour cette immense base de recherche et de logistique. Il faut aussi parler du brise-glace de classe polaire qui va être inauguré en 2018. C'est un investissement de 1 milliard. Pour le gouvernement conservateur, l'intention est d'affirmer la souveraineté canadienne, mais cela aura des retombées scientifiques très importantes.

Q Une foire commerciale sur le Plan Nord précède immédiatement votre congrès. Que pensez-nous de ce projet du gouvernement Charest?

R Moi, je l'aime, le Plan Nord. Je suis apolitique. J'ai regardé les 80 propositions du plan. Dans la plupart des cas, les initiatives sont bien pensées. Pour une fois, les ministères ont fait leurs devoirs. Le gouvernement sait qu'il a besoin de plus d'information scientifique et il se prépare à répondre à ces questions avec les universités. La Russie tire 20 % de son PNB du Grand Nord. Pourquoi ne pas faire la même chose? C'est vrai qu'il y a des gens qui habitent là, mais on peut satisfaire leurs besoins. On est une société assez riche économiquement et en matière de connaissances pour le faire correctement.

ACTUALITÉS

La France archaïque

PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

En feuilletant un magazine littéraire qui s'appelle d'ailleurs, quel formidable hasard, *Le Magazine littéraire*, numéro de février, je suis tombé sur un titre de livre dont j'ai été aussitôt jaloux: *Une femme avec personne dedans*. Je ne le lirai probablement pas, d'ailleurs aussi bien vous avertir, ceci n'est pas une chronique littéraire, ni politique, ni d'humeur, ni rien, ceci est une chronique avec personne dedans, le chroniqueur s'est absenté pour la journée, il a laissé une affichette à la porte de son bureau comme, lorsqu'il était petit, la mercière de sa rue laissait une ardoise d'écolier dans la vitrine: je reviens demain.

Il est parti où, le chroniqueur?

Il l'a pas dit. Il est parti à vélo.

Pour la mercière, on savait tous qu'elle allait voir son mari qui était enfermé chez les fous. Elle s'appelait madame Grosmaire, elle vendait des boutons, du fil, des aiguilles, c'était son enseigne: Boutons et Rubans. En plus petit dessous: et autres articles pour les ouvrages de dames. Quand j'étais petit, les dames ne conduisaient pas des autobus. Elles faisaient des ouvrages de dames, elles cousaient, notamment, des rubans à leurs chapeaux.

J'avais 10 ans, je jouais sur les marches de Boutons et Rubans avec des boutons que me donnait la mercière, j'en lançais un en l'air et, avant de le rattraper, je devais ramasser d'un geste vif ceux restés à terre. Si je réussissais, il allait m'arriver quelque chose d'extraordinaire, comme aller en Amérique rejoindre mes sœurs.

En ce temps-là, la France n'était pas politique, ses présidents duraient sept ans, c'était plus des papas de la République que des présidents de la République, la France qui se remettait de la Seconde Guerre mondiale en avait déjà commencé une autre (Indochine), et une autre après celle-là, l'Algérie, celle-là ramenant de Gaulle à la tête de la France.

J'ai eu 17 ans à Bar-sur-Aube, à 15 kilomètres de Colombey-les-deux-Églises, où le général habitait. En ce temps-là, les présidents de la République prenaient congé le week-end, le général rentrait le vendredi soir à Colombey, comme un lycéen en pension, et retournait à Paris le lundi matin, en traversant la rue principale de Bar-sur-Aube.

Yvonne, sa dame, allait parfois faire ses courses à Bar-sur-Aube, flanquée de quelque majordome en livrée, je l'ai déjà croisée à la pâtisserie Charollais où elle achetait des brioches au beurre, des mille-feuilles et des savarins enterrés sous une montagne de crème fouettée, la langue me brûlait de lui demander: c'est pour votre grand tata? Il doit être attendrissant avec de la crème fouettée sur le nez.

Je travaillais à l'imprimerie Lebois, ma première job, mon premier appart, ma première fiancée, ce qui correspond exactement aux statistiques que j'ai lues: le Français moyen est hétérosexuel à 96 % (c'est mon cas, 96 % exactement), il a eu son premier rapport sexuel à dix-sept ans et demi, c'est encore moi, il a 8,7 rapports sexuels par mois, environ 6000 au cours de son existence, franchement, j'ai pas compté sauf la toute première fois quand j'ai dit à la fille en remontant mon caleçon: bon, ben y'en reste pu que 5999.

J'ai appelé Hubert, hier, à Bar-sur-Aube, Hubert Herrig, mon premier boss à l'imprimerie chez Lebois, tu vas voter pour qui, Hubert?

Comme si j'avais besoin de demander.

On était tous furieusement de gauche. On allait poser des affiches la nuit pour dire que de Gaulle était un sale con. Hubert m'a donné des nouvelles de Simon, de Toto, de Marcel. La gang a splitté, bien sûr, mais pas comme dans la chanson de Desjardins, elle a splitté comme lorsque qu'on coupe une pomme en quartiers et que les morceaux tombent en quinconce en se touchant ou presque.

Ils sont tous encore furieusement de gauche, moi juste un peu. Bien sûr, je souhaite Hollande plutôt que Sarkozy, Hollande parce qu'il est rassurant comme l'était tonton Mitterrand, mais, comme lui, Hollande gouvernera à droite parce que... parce que c'est comme ça, mon vieux, c'est la «doxa», le dogme, l'obsession, le marché, le libéralisme, nommez la bête comme vous voulez, ici au Québec, sa dernière appellation est «la juste part», comme dans la-juste-part-que-doivent-payer-les-étudiants. Ben tiens. Et la juste part des sociétés minières?

Scusez. Je ne suis pas censé m'agiter. Je ne suis même pas censé être là. Je vous disais que ce serait une chronique avec personne dedans, revenons à la France, j'entendais Sarkozy dire à la radio hier matin que si c'est Hollande, ce sera la Grèce, ce sera l'Espagne.

Mais non! Dans 15 jours, le 6 mai, à l'issue du deuxième tour, ce sera qui ce sera, Sarkozy ou Hollande, mais la France ne bougera pas. Elle sera comme avant: immuable, éternelle. D'aucuns disent archaïque.

Vous trouvez la France plus archaïque que l'Alberta, mettons? Vous iriez plutôt vivre à Red Deer qu'à Bar-sur-Aube? Vous trouvez que la France sent les boules à mites?

Je ne déteste pas, moi, cette odeur de renfermé qui sort des vieilles armoires quand on en ouvre la porte qui grince. La France est pour toujours n'importe lequel des films de Claude Sautet, mais surtout *Les choses de la vie*, la France est pour toujours ce pays où un type fait bip en passant au scanneur d'une bibliothèque publique, on le fouille et, le lendemain, il écrit pour se plaindre à *Libération* où j'ai découpé sa lettre:

«Je voudrais qu'on m'explique pourquoi, dans ce pays de merde, pour entrer dans une bibliothèque de merde, financée avec mes impôts de merde et où le plus petit document de merde est disponible pour les chercheurs assermentés, mais pas pour le citoyen de merde que je suis, je voudrais qu'on m'explique pourquoi on m'a fouillé comme une merde...»

Toute la modernité de la France passe par ses poèmes de merde.

À l'issue du second tour, Hollande, Sarkozy, ce sera qui ce sera, mais la France ne bougera pas. Dans un mois, dans un an, dans mille ans, elle sera comme avant: archaïque. Dans son journal intime (*Le cœur mis à nu*), Baudelaire dit que la croyance au progrès est une doctrine de Belges. J'ajouterais d'Albertains.

Prix Michener
Deux journalistes de *La Presse* en nomination

Deux reporters de *La Presse* sont en nomination pour un prestigieux prix de journalisme. Bruno Bisson et André Noël font partie des six finalistes pour le Prix Michener grâce à leur reportage sur l'état de la structure du pont Champlain.

«Le quotidien de Montréal a mis en lumière un urgent problème de sécurité publique dont la population n'avait jamais été informée auparavant», souligne le concours.

«Nous sommes très fiers de cette nomination au plus prestigieux concours journalistique au pays, a déclaré l'éditeur adjoint de *La Presse*, Éric Trottier. L'enquête d'André Noël et Bruno Bisson était percutante et a alerté les Québécois sur l'état de décrépitude du pont Champlain. Cela a probablement contribué à accélérer le processus de remplacement de ce pont. Nous avons, avec ce reportage, une autre preuve de l'importance des enquêtes journalistiques pour le bien de notre société.»

La fondation des Prix Michener souligne chaque année l'excellence en journalisme. Les prix seront remis le 12 juin lors d'une cérémonie à Rideau Hall présidée par David Johnston, gouverneur général du Canada.

— Émilie Bilodeau

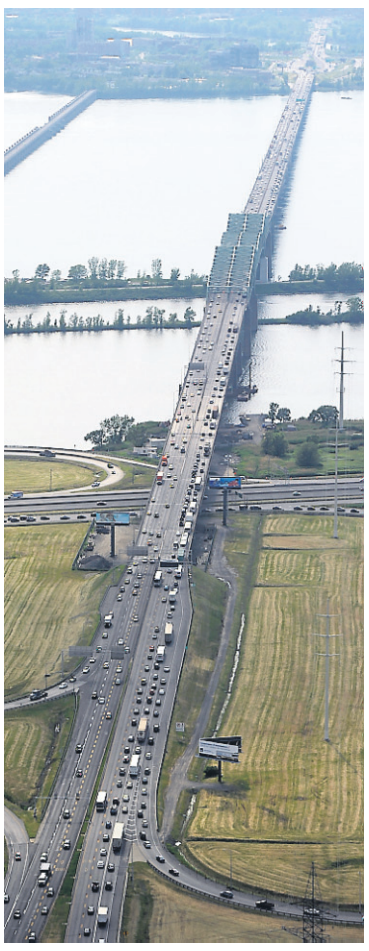


PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

André Noël et Bruno Bisson font partie des six finalistes pour le Prix Michener grâce à leur enquête sur l'état du pont Champlain.

FONDS Desjardins

PROFITEZ D'UN FONDS D'EXCEPTION.

Choisir le Fonds Desjardins Marchés émergents[1], c'est choisir un fonds de placement primé, qui a mieux performé que 98 % des fonds dans sa catégorie[2]. Avec les Fonds Desjardins, vous profitez d'une gamme de fonds novateurs et compétitifs pour un portefeuille à votre mesure. **Parlez-en à votre conseiller à la caisse.**

1 an	3 ans	5 ans	depuis sa création
3,43 %	21,45 %	7,13 %	6,24 %

Ce fonds s'est distingué dans sa catégorie en remportant les prix suivants :

Finaliste 2011 Gala canadien du placement Morningstar [3] | FUNDGRADE® A [2]

1 800 CAISSES
fondsdesjardins.com/performance

Desjardins
Coopérer pour créer l'avenir

(1) Les Fonds Desjardins sont offerts par Desjardins Cabinet de services financiers inc., un courtier en épargne collective appartenant au Mouvement Desjardins. Les Fonds Desjardins ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les taux de rendement indiqués sont les taux de rendement total annuel composé historiques en date du 31 mars 2012 qui tiennent compte des fluctuations de la valeur des titres et du réinvestissement de tous les montants distribués mais non des commissions d'achat et de rachat, des frais de placement, des frais optionnels ou de l'impôt sur le revenu payables par le porteur, lesquels auraient réduit le rendement. Un placement dans un organisme de placement collectif peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus simplifié avant d'investir. (2) Le FundGrade de Fundata est un système de notation indépendant et objectif des fonds d'investissement au Canada. Il récompense les fonds s'étant démarqués en offrant un rendement supérieur pour un même niveau de risque et ayant démontré le plus haut niveau de constance. La cote FundGrade A+ signifie que le fonds a mieux performé que 98 % des autres fonds de la même catégorie en 2011. (3) Morningstar est une marque de commerce déposée de Morningstar Research Inc. Tous droits réservés.

Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

Faites escale en magasin !

On paie les taxes et le voyage !

CANCUN® PALACE Cancún

MÉXICO LE PAYS QUE VOUS PENSIEZ CONNAÎTRE

Gagnez** l'un des 50 voyages au Mexique

pour deux personnes au Hard Rock Hotel Cancun en formule tout inclus Valeur en prix de **161 000 $**

**Aucun achat requis. Ce concours est ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario seulement. Le voyage aura lieu du samedi 17 novembre au samedi 24 novembre 2012. Règlements et détails en magasin.

nous payons la **tps** et la **tvq** ! ††

Réfrigérateur de 16,5 pi³ — 9,18 $*/mois ou 459 $ Réfrigérateur
Balconnet de porte fixe, portes réversibles, tablette amovible au congélateur
Livraison, ramassage et service gratuits

Cuisinière — 8,58 $*/mois ou 429 $ Cuisinière
Four de 4,8 pi³ avec porte en verre, élément très grand de 12 po, dessus relevable, système de grilloir Vari-Broil® bas/élevé
Livraison, ramassage et service gratuits

Lave-vaisselle — 6,78 $*/mois ou 339 $ Lave-vaisselle
Capacité de 12 couverts, commandes électroniques, broyeur d'aliments durs, mise en marche différée de 2/4/6 h, Energy Star®
Livraison et service gratuits

FRIGIDAIRE GALLERY

Réfrigérateur de 18 pi³ — 15,98 $*/mois ou 799 $ Réfrigérateur
Tablette en verre pleine largeur, 2 demi-tablettes fixes en verre SpillSafe®, 2 tiroirs à fruits et légumes à humidité contrôlée, 4 balconnets ajustables dont 1 fixe, Energy Star®
Réfrigérateur avec poignée à droite aussi offert
Livraison, ramassage et service gratuits

Lave-vaisselle — 9,98 $*/mois ou 499 $ Lave-vaisselle
5 niveaux de lavage, cuve haute, broyeur d'aliments, Energy Star®
Livraison et service gratuits

Cuisinière à convection — 19,98 $*/mois ou 999 $ Cuisinière
Four de 6 pi³, 1 élément de 6/9 po, 1 élément de 9/12 po, 2 éléments de 6 po, zone garde-chaud, élément à ébullition rapide, élément de four dissimulé, sonde de température du four
Livraison, ramassage et service gratuits

Whirlpool

Réfrigérateur de 17,8 pi³ — 13,98 $*/mois ou 699 $ Réfrigérateur
Portes planes au fini texturé, portes réversibles, 2 balconnets de porte pleine largeur, 2 demi-balconnets de porte fixes, Energy Star®
Livraison, ramassage et service gratuits

Lave-vaisselle — 8,58 $*/mois ou 429 $ Lave-vaisselle
3 programmes, 4 options, 4 niveaux de lavage, cuve haute, lavage écoefficace, Quiet Partner®, Energy Star®
Livraison et service gratuits

Cuisinière avec four autonettoyant — 13,98 $*/mois ou 699 $ Cuisinière
Four de 4,8 pi³, surface de cuisson en vitrocéramique, éléments doubles 6/9 po, lampe de four automatique, très grand hublot
Livraison, ramassage et service gratuits

Amana

Laveuse de 3,6 pi³ — 15,98 $*/mois ou 799 $ La paire
14 programmes, 4 réglages de température, 5 niveaux d'eau, 2 combinaisons de vitesse, agitateur à double action

Sécheuse de 6,5 pi³ — 15,98 $*/mois ou 799 $ La paire
7 programmes, 3 réglages de température, séchage automatique, porte à très grande ouverture, éclairage du tambour
Livraison, ramassage et service gratuits

MAYTAG he

Laveuse à chargement frontal de 4 pi³ C.E.I. — 27,58 $*/mois ou 1379 $ La paire
12 programmes, système PowerWash®, cycle d'élimination des allergènes, Energy Star®

Sécheuse de 6,7 pi³ — 27,58 $*/mois ou 1379 $ La paire
9 programmes, 6 réglages de température, capteur d'humidité IntelliDry
Livraison, ramassage et service gratuits

MAYTAG he

Laveuse de 4,1 pi³ C.E.I. — 27,98 $*/mois ou 1399 $ La paire
10 programmes, cycle PowerWash®, vitesse d'essorage sélectionnable (max. 800 tr/min), option d'essorage prolongé MaxExtract®, insonorisation QuietSeries®, Energy Star®

Sécheuse de 7,4 pi³ — 27,98 $*/mois ou 1399 $ La paire
9 programmes, 5 réglages de température, système de suspension Smooth Balance®, tambour DuraCushion®, cycle de contrôle des faux plis, signal de séchage humide
Livraison, ramassage et service gratuits

nous payons la tps et la tvq ††

+ Payez en 50 versements sans intérêt* jusqu'en **juin 2016** sur les électroménagers†

LIVRAISON GRATUITE

7 jours sur 7, même le dimanche ! Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.

HEURES D'OUVERTURE :
LUNDI AU VENDREDI 9 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

brault**et**martineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Suivez-nous sur twitter au @BM_Promotions

BROSSARD	450 619-6777	**GATINEAU**	819 561-5007 • 1 877 755-2555	**KIRKLAND**	514 697-9228	**LASALLE**	514 364-6110	**SAINT-LÉONARD**	514 254-9455
REPENTIGNY	450 470-0815	**SHERBROOKE**	819 562-4242 • 1 800 267-4240	**SAINT-HUBERT**	450 676-1911	**SAINTE-THÉRÈSE**	450 430-0555	**LAVAL**	450 682-2516

Si votre solde quotidien moyen est de :	100 $	500 $	1000 $
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :	1,60 $	8,01 $	16,03 $

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 999 $ avant taxes pour les électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion. Détails en magasin. *Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. ††Brault & Martineau n'est pas applique sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas ou les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offre en vigueur du lundi 16 avril au dimanche 22 avril 2012. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. *Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. ††Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalant à la TPS et à la TVQ. Détails en magasin.

ACTUALITÉS

UN CHIFFRE ET DES MOTS

MATHIEU PERREAULT

Les Canadiens les plus riches

Taux d'imposition réel en 2010

33 %

C'était le taux d'imposition réel des 1 % des Canadiens les plus riches en 2010, selon l'Institut Fraser. C'est un taux plus élevé qu'aux États-Unis, où l'imposition des riches fait l'objet d'une controverse dans la campagne présidentielle américaine, après la publication des déclarations d'impôts fédérales de Mitt Romney et de Barack Obama.

Selon le Bureau du budget du Congrès américain (CBO), le taux réel d'imposition sur le revenu des 1 % les plus riches était de 19 % en 2007 au fédéral. S'ajoutent les impôts des États et de certaines grandes villes, ce qui augmente du tiers le taux d'imposition sur le revenu total, à 25 %. Au Canada, seuls les gouvernements provinciaux et fédéral prélèvent un impôt sur le revenu.

Le système américain est même régressif quand on examine le taux d'imposition sur le revenu des ménages encore plus riches. Les 400 individus les plus riches des États-Unis paient proportionnellement moins d'impôt que les 1 % les plus riches ; leur taux était de 18 % en 2008, selon le CBO.

Le Canada a un système plus progressif : les 10 % les plus riches ont un taux d'imposition sur le revenu de 31 % et les 20 % les plus riches, de 23 %.

Le taux d'imposition fédéral réel de Mitt Romney est de 15 % et celui de Barack Obama, de 20 %. Les riches Américains sont avantagés par rapport aux Canadiens à cause d'un traitement plus favorable des revenus d'investissement, selon Finn Poschmann, vice-président à la recherche de l'Institut CD Howe, à Toronto.

Le taux d'imposition des revenus d'investissement est de 15 % aux États-Unis, contre un maximum de 35 % pour les revenus d'emploi. De plus, certains revenus d'investissement n'ont pas d'imposition préalable. Au Canada, c'est le taux d'imposition normal qui s'applique, mais la moitié des revenus d'investissement sont exempts d'impôts.

Ce traitement favorable des revenus d'investissements aux États-Unis explique en partie l'aisance beaucoup plus grande des riches Américains. Les 5 % des Canadiens les plus riches avaient, en 2004, 96 000 $ de revenus, contre 416 000 $ aux États-Unis, selon une étude de 2007 de Statistique Canada (en dollars canadiens ajustés en fonction du pouvoir d'achat). Chez les 0,01 % les plus riches, le revenu moyen était de 8,4 millions au Canada et de 26 millions aux États-Unis. M. Poschmann note que comme les entreprises sont plus grandes aux États-Unis, les riches ont accès à des postes mieux rémunérés.

« L'inégalité a augmenté au Canada, mais moins qu'aux États-Unis », conclut M. Poschmann. Le revenu moyen a stagné au Canada pour la classe moyenne entre 1982 et 2004, mais il a augmenté de 30 % pour les 10 % les plus riches et il a doublé pour les 1 % les plus riches. L'essentiel de l'augmentation est survenu après 1992.

AIR CANADA

L'Amérique du Nord est en solde.

PRIX TOUT COMPRIS
Taxes, frais et suppléments MAINTENANT INCLUS

C'est la saison des belles économies.

Réservez d'ici le 22 avril 2012 sur aircanada.com, en nous appelant au 1 888 247-2262 ou encore, en communiquant avec votre agent de voyages.

CANADA : exemples de prix **ALLER SIMPLE** au départ de Montréal. Les voyages doivent être effectués durant les périodes indiquées ci-dessous.

HALIFAX	WINNIPEG	ST. JOHN'S (T.-N.-L.)	EDMONTON	VANCOUVER	CALGARY
5 MAI – 18 JUILLET 2012	5 MAI – 18 JUILLET 2012	5 MAI – 18 JUILLET 2012	5 MAI – 18 JUILLET 2012	5 MAI – 18 JUILLET 2012	5 MAI – 18 JUILLET 2012
À PARTIR DE 119 $	À PARTIR DE 149 $	À PARTIR DE 155 $	À PARTIR DE 165 $	À PARTIR DE 169 $	À PARTIR DE 179 $
+ 75 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 86 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 87 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 88 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 89 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 90 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS
194 $	235 $	242 $	253 $	258 $	269 $

ÉTATS-UNIS : exemples de prix **ALLER SIMPLE** au départ de Montréal. Les voyages doivent être effectués durant les périodes indiquées ci-dessous.

FORT LAUDERDALE	NEW YORK	SAN FRANCISCO	LOS ANGELES	HOUSTON	RALEIGH-DURHAM
2 MAI – 18 JUILLET 2012	4 JUIN – 18 JUILLET 2012	2 MAI – 18 JUILLET 2012	2 MAI – 18 JUILLET 2012	6 MAI – 18 JUILLET 2012	6 MAI – 18 JUILLET 2012
À PARTIR DE 99 $	À PARTIR DE 109 $	À PARTIR DE 199 $	À PARTIR DE 219 $	À PARTIR DE 232 $	À PARTIR DE 230 $
+ 89 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 90 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 94 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 95 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 96 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS	+ 101 $ TAXES/FRAIS/ SUPPLÉMENTS
188 $	199 $	293 $	314 $	328 $	331 $

ÉQUIPES OLYMPIQUE ET PARALYMPIQUE CANADIENNES

AIR CANADA
TRANSPORTEUR OFFICIEL

aircanada.com

Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Les prix indiqués incluent maintenant les taxes, frais et suppléments et sont basés sur des vols sans escale. Là où Air Canada n'exploite pas de vols sans escale, le prix total peut varier selon l'itinéraire. Certaines destinations peuvent nécessiter des correspondances ; dans ces cas-là, le prix total peut être différent ou plus élevé en raison de la variabilité des taxes, frais et autres suppléments. Voyages intra-Canada : des frais allant jusqu'à 20 $ CA l'aller sont exigés pour un deuxième bagage enregistré. **Voyages transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis (y compris Hawaii) :** des frais allant jusqu'à 25 $ (CA/US) l'aller pour un premier bagage enregistré et jusqu'à 35 $ CA l'aller pour un deuxième bagage enregistré sont exigés dans le cas d'un vol entre le Canada et les États-Unis. Pour le détail de la franchise de bagages, consultez aircanada.com/bagages. Dans le cas d'un vol exploité par un partenaire commercial d'Air Canada, les frais relatifs aux bagages enregistrés peuvent différer. Les billets doivent être achetés au plus tard le 22 avril 2012. Les voyages doivent être effectués durant les périodes indiquées ci-dessus. L'achat à l'avance est requis. **Les tarifs peuvent différer selon le trajet, les taxes applicables, les fluctuations des taux de change et les dates de départ et de retour.** Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux heures et aux jours peuvent s'appliquer. **Destinations canadiennes :** à moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada ou des transporteurs aériens Air Canada Express[MC] (Jazz Aviation LP, Central Mountain Air, Sky Regional Airlines Inc., Air Georgian ou Exploits Valley Air Services Ltd.) **Destinations américaines :** à moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada ou des transporteurs aériens Air Canada Express[MC] (Jazz Aviation LP, Central Mountain Air, Sky Regional Airlines Inc., Air Georgian ou Exploits Valley Air Services Ltd.). Les vols peuvent également être assurés par des appareils de United Airlines, membre du réseau Star Alliance[MD], ou des transporteurs aériens United Express (SkyWest Airlines, Chautauqua Airlines, Shuttle America, Trans States Airlines, GoJet Airlines ou Mesa Airlines), Continental Airlines ou Continental Express (ExpressJet). [MC]Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada. [MD]Star Alliance est une marque déposée d'Air Canada au Canada. [MD]Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada inc.

Le pont Jacques-Cartier est à éviter ce week-end

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Des travaux majeurs forceront la fermeture des voies du pont Jacques-Cartier ce week-end. À compter d'aujourd'hui, et jusqu'à lundi matin, une seule voie par direction sera ouverte.

BRUNO BISSON

Des travaux d'entretien majeurs nécessitant le soulèvement d'une structure de 600 tonnes vont entraîner la fermeture complète de nuit et des restrictions de circulation pendant toute la fin de semaine sur le pont Jacques-Cartier, entre la Rive-Sud et Montréal.

Le pont a été complètement fermé la nuit dernière dans les deux directions. Depuis ce matin, seulement une voie est rouverte à la circulation, dans chaque direction. Ces restrictions à la circulation vont rester en vigueur toute la journée aujourd'hui et demain. Il n'y aura pas de changements la nuit prochaine, et le pont restera accessible, bien que limité à une seule voie par direction.

À compter de 1h, dans la nuit de demain à lundi, le pont sera fermé de nouveau, dans les deux directions. Il sera complètement rouvert à 4h, à temps pour l'heure de pointe matinale de lundi.

Durant le week-end, la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc (PJCCI) prévoit faire le remplacement de quatre appareils d'appui du pont Jacques-Cartier. Ces pièces ressemblent à de gros coussinets qui doivent être insérés entre les points d'appui des parties supérieures et inférieures du pont, afin de garantir la stabilité de la structure.

Pour ce faire, une partie du pont a été soulevée de quelques millimètres la nuit dernière afin de retirer les appareils d'appui actuels et de préparer leur remplacement. La charge soulevée par de puissants vérins est de près de 600 tonnes (1 300 000 livres).

Depuis 2006, 29 de ces appareils d'appui ont été remplacés dans le cadre d'un programme particulier d'entretien du vénérable pont, qui a maintenant plus de 80 ans. PJCCI prévoit en remplacer 10 autres cette année, dont 4 au cours des deux prochains week-ends.

Le pont Jacques-Cartier est utilisé quotidiennement par environ 100 000 véhicules.

Immigration

Les futurs citoyens devront prouver leur maîtrise d'une langue officielle

Les candidats qui souhaitent obtenir leur citoyenneté canadienne pourraient bientôt devoir fournir une « preuve objective » écrite qu'ils maîtrisent l'anglais ou le français.

Le ministre canadien de l'Immigration, Jason Kenney, a expliqué hier à Montréal que « la langue représente un élément important de l'intégration réussie des immigrants et des nouveaux citoyens ».

En vertu des modifications proposées par le gouvernement, les demandeurs de citoyenneté devraient joindre à leur requête une « preuve objective » de leurs compétences linguistiques, soit : les résultats d'une évaluation effectuée par un tiers autorisé, un document prouvant qu'ils ont terminé des études secondaires ou postsecondaires en français ou en anglais, ou encore la preuve qu'ils ont atteint le niveau linguistique requis dans le cadre de certains programmes de formation linguistique financés par le gouvernement canadien.

La maîtrise du français ou de l'anglais était déjà obligatoire en vertu de la première loi sur la citoyenneté, adoptée en 1947, mais les nouveaux mécanismes annoncés visent à assurer l'application de ces exigences. Le gouvernement offre aussi des cours de langue gratuits aux résidents permanents.

Le ministre Kenney a déjà annoncé récemment de nouvelles mesures pour certaines catégories d'immigrants, notamment les travailleurs qualifiés et semi-qualifiés.

« Les modifications que j'ai annoncées visent à faire en sorte que les immigrants qui viennent au Canada puissent contribuer rapidement à l'économie », a déclaré le ministre Kenney. « En outre, la pierre angulaire du succès consiste à pouvoir parler l'une des langues officielles du Canada. »

— La Presse Canadienne

JUSQU'À 70 % DE RABAIS DANS TOUS LES RAYONS
les jours la baie
NOS PLUS BAS PRIX DE LA SAISON
EN COURS
JUSQU'AU 1er MAI

50 % DE RABAIS
Vêtements d'extérieur pour femme
Rayon des vêtements d'extérieur.
Exceptions : Soia & Kyo et articles dont le prix se termine par 99¢. Sur nos prix ordinaires.
Notre photo : Imperméable CALVIN KLEIN. Ord. 170 $ Solde 85 $

18,99
Soutiens-gorge en boîte WONDERBRA et WARNER'S
Ord. 29 $ à 42 $
10,99 $ - Caleçons boxeurs. Ord. 16 $ à 26 $

1 980 $ DE RABAIS
818 $ Ord. 2 798 $
Duo-sommeil grand lit à plateau-coussin «Hi-Loft» Waterford IV, collection Beautyrest Canada's Best de SIMMONS
Ferme ou moelleux. Formats lit 1 place à très grand lit aussi soldés.
Et livraison locale SANS FRAIS
Précisions en magasin.

Vos marques préférées de chaussures et de sandales pour femme
30 % DE RABAIS
À L'ACHAT DE 3 PAIRES OU PLUS
25 % À L'ACHAT DE 2 PAIRES
20 % À L'ACHAT DE 1 PAIRE
Modèles illustrés : Ord. 50 $ à 115 $. Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre.

Votre cadeau à la carte LANCÔME
Jusqu'au 6 mai, obtenez un prime de 7 pièces adaptée à vos besoins
Avec tout achat de 35 $ ou plus* de produits Lancôme. Une valeur approximative allant jusqu'à 176 $.
En exclusivité.

Magasinez à labaie.com

la Baie

Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires. Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. *Avant taxes. Jusqu'à épuisement des stocks. Quantités limitées. Les composantes de la prime peuvent différer. Tous les articles choisis doivent être différents. Une prime par personne. La valeur est calculée d'après le prix au millilitre ou au gramme des produits de format courant.

SOUS LES PROJECTEURS

NATHALIE COLLARD

10+1 AVEC ROBERT LAFRENIÈRE

Chaque semaine, Nathalie Collard rencontre une personnalité qui s'est retrouvée au premier plan médiatique et lui pose 10 questions en lien avec la couverture dont elle a été l'objet. La 11e question provient du public. Cette semaine, notre journaliste s'est entretenue avec Robert Lafrenière, commissaire de l'Unité permanente anticorruption (UPAC).

1 L'UPAC a été créée le 18 février 2011. Il aura fallu plus d'un an pour procéder aux premières arrestations importantes. Trouvez-vous ce délai court ou long?

C'est court parce que, dans le cas de Mascouche, le dossier qu'on a appelé Gravier, l'enquête a commencé en octobre 2010, avant même que l'UPAC soit en place. L'unité Marteau – les enquêteurs de la Sûreté du Québec – avait commencé cette enquête à la suite de plaintes de citoyens. Un an et demi pour une enquête de ce type, avec les résultats que vous avez vus cette semaine – le nombre de personnes arrêtées, le style des personnes qu'on a arrêtées, leurs fonctions, etc. –, je crois que c'est une enquête relativement rapide quand on la compare à d'autres enquêtes de la même envergure.

2 Vous avez déposé quatre autres dossiers qui sont en attente sur le bureau du Directeur des poursuites. Qu'attend-on?

Quand on dit qu'il y a des dossiers sur le bureau des procureurs, on a l'image de dossiers qui dorment sur un bureau. Or ce n'est pas ça. Ces dossiers sont en toute fin de parcours, les procureurs doivent les analyser et il arrive souvent qu'ils demandent des compléments d'enquête. Sans entrer dans les détails, il peut arriver qu'un procureur demande une corroboration, un document… C'est la phase finale avant les perquisitions. On veut une preuve solide, bien ficelée, on ne veut pas perdre nos premiers dossiers. Je ne vous dirai pas il y aura combien de temps avant que ces dossiers n'aboutissent, j'ai fait cette erreur jadis, je ne le referai pas (rires). On apprend de nos erreurs.

3 En dévoilant l'identité de votre informateur dans les médias, ne craignez-vous pas d'avoir découragé d'autres témoins de parler ?

Si le nom a émergé, c'est à cause du travail rigoureux des journalistes qui ont eu accès aux papiers judiciaires. Quand quelqu'un décide de collaborer à une enquête, les policiers lui expliquent toutes les conséquences de son geste, y compris les plus déplaisantes, et la personne doit prendre sa décision en sachant cela.

4 Auriez-vous pu protéger son identité ?

La loi nous oblige à divulguer toute la preuve aux avocats de la défense. Donc, avec cet accès à tous les documents judiciaires, c'est de plus en plus difficile.

5 Nous avons appris cette semaine que le ministère de la Famille avait bloqué l'accès à des dossiers en sa possession. Est-ce la seule fois où on vous a refusé l'accès à des dossiers ou à des renseignements?

Il s'agissait davantage d'un imbroglio que d'un refus comme tel. Les enquêteurs avaient eu accès à une somme phénoménale de documents et, jusqu'à il y a deux semaines, ils n'avaient pas eu besoin des deux documents en question. Quand ils ont constaté qu'ils en avaient besoin, ils les ont demandés et les ont obtenus tout de suite. Sinon, on n'a jamais eu de problèmes de collaboration sur les sujets sur lesquels on enquête ou qu'on analyse actuellement.

6 Vous avez déclaré cette semaine que le Plan Nord, le ministère des Transports, Hydro-Québec et l'attribution des places en garderie feraient l'objet d'une « vigie ». Concrètement, qu'est-ce que cela signifie? Allez-vous retourner en arrière et revoir tous les dossiers?

Grâce aux signalements fournis par les citoyens, qui sont tellement importants pour nous, on peut effectivement retourner dans le passé. La vigie signifie que nous allons surveiller tous les dossiers d'adjudication de contrats pour détecter les points vulnérables ou fragiles. Dans le cas d'Hydro-Québec, on nous a donné accès à tous les ordinateurs afin qu'on puisse revoir tous les contrats. Dans le cas du Plan Nord, nous avons une entente avec le ministère des Ressources naturelles qui fait en sorte que nous recevons de façon systématique chaque contrat qui doit être accordé par les 14 organismes concernés. Cela dit, on n'est pas limités aux principaux donneurs d'ouvrage. Tout signalement est analysé. Sans compter que nous avons aussi des équipes qui font de la prévention. Jusqu'ici, nous avons rencontré 2000 personnes issues de tous les ministères et qui participent directement à l'adjudication de contrats publics afin de leur expliquer les règles d'éthique.

7 Quel rôle les enquêtes journalistiques jouent-elles dans vos enquêtes?

Les enquêtes journalistiques ont soulevé des dossiers et donné de l'information, et c'est ce qui a lancé la réponse gouvernementale à la corruption. Les journalistes ont fait en sorte qu'on s'occupe de corruption, car, avant, on ne s'en occupait pas beaucoup. Les crimes de cols blancs n'étaient pas la priorité des policiers qui se concentraient surtout sur les crimes violents. Mais avec tout ce que les journalistes ont soulevé, c'est devenu une priorité.

8 Le désabusement est à son plus fort et, dans la population, nombreux sont ceux qui croient que vous n'êtes pas totalement indépendant du gouvernement en place. Que répondez-vous à cela?

Je suis complètement indépendant. Sur le plan opérationnel, jamais, jamais une information n'est transmise. Nous recevons un soutien sur le plan administratif et informatique – en ce qui concerne le parc informatique et l'embauche de ressources humaines –, mais vous pouvez être certaine que mardi, personne au gouvernement ne savait qu'on allait procéder à des arrestations, qui serait arrêté, à quel endroit, etc. C'est très important pour moi, il en va de ma crédibilité et surtout de la crédibilité de l'UPAC. La loi mentionne mon indépendance et si je ne m'étais pas senti à l'aise il y a un an, quand on m'a offert l'emploi, je ne l'aurais pas accepté.

9 Quelles sont les limites de vos pouvoirs? Qu'arriverait-il si une enquête vous menait à la porte du bureau d'un ministre ou du premier ministre, par exemple?

J'ai les pleins pouvoirs devant quiconque commet un acte répréhensible – fraude, abus, etc. L'UPAC a plusieurs bras et nos unités d'enquête peuvent s'échanger des renseignements et ça, c'est extrêmement puissant et efficace.

10 Est-ce que vos enquêteurs et vous êtes sensibles à la pression médiatique?

On n'est jamais insensibles et je l'ai dit cette semaine à mes gens lorsque je les ai félicités parce qu'on a travaillé fort, c'est à moi à prendre cette pression-là. Je veux que les enquêteurs travaillent en toute quiétude. J'ai déjà été policier, c'est certain qu'ils lisent les journaux et que ça les touche quand même un peu. C'est normal que les médias mettent de la pression, ils veulent que les choses bougent. J'accepte leur rôle, je prends la pression même si ça n'a pas toujours été facile. Je suis payé pour ça.

TWITTER **+1**

de Vincent Perrin
@VincentDuKebec

Pourquoi être intervenu mardi au moment où le maire de Mascouche, Richard Marcotte, était à Cuba?

Quand on a une opération comme celle-là, avec plusieurs personnes à arrêter, il y a des choix à faire. On était devant une possibilité de 14 arrestations sur 15, cela aurait pu arriver qu'on en ait 12 sur 15. On a pris la décision en sachant que M. Marcotte reviendrait dans les jours subséquents. Si on avait décidé de remettre l'opération de quelques jours ou de quelques semaines, après avoir briefé 120 personnes, on risquait des fuites. À un moment donné, il faut prendre une décision.

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Pornographie juvénile

Un directeur d'école accusé au Nouveau-Brunswick

Le directeur d'une école du Nouveau-Brunswick devra faire face à plusieurs accusations relativement à de la pornographie juvénile sur l'internet.

Kirk Matheson, âgé de 37 ans, est le directeur de l'école North and South Esk Regional High School, à Sunny Corner, près de Miramichi. Il a notamment été accusé vendredi de leurre d'enfants et de possession de pornographie juvénile.

Selon la police, Matheson se serait fait passer pour une femme sur le web afin de convaincre des garçons de lui envoyer des photos d'eux nus. Pour le moment, la police a identifié deux victimes qui sont de la région.

Kirk Matheson a été libéré sous des conditions strictes, dont celle de ne pas se présenter à son école. Il comparaîtra de nouveau le 11 juin.

— La Presse Canadienne

Choisir des solutions durables.

- Depuis 1990, Rio Tinto Alcan a réussi à diminuer de moitié ses émissions totales de gaz à effet de serre (GES) tout en augmentant de 50 % sa production d'aluminium.
- Au niveau mondial, la production d'une tonne d'aluminium génère en moyenne 11 tonnes de CO_2, un résultat plus de trois fois supérieur à celui de Rio Tinto Alcan.
- Grâce à l'utilisation de l'hydroélectricité, l'aluminium produit par Rio Tinto Alcan a la plus faible empreinte carbone dans le monde.
- La part plus qu'appréciable de Rio Tinto Alcan dans la réduction des émissions industrielles au Québec depuis 20 ans est d'environ 50 %.
- La nouvelle technologie AP60 de Rio Tinto Alcan permettra de produire 40 % plus d'aluminium par cuve en utilisant moins d'énergie.
- Depuis 2005, Rio Tinto Alcan a réduit de 25 % sa consommation d'énergie provenant des combustibles fossiles nécessaire à sa production et au chauffage des bâtiments.
- Depuis 2011 avec un bilan d'économie d'électricité de plus de 250 millions de kWh, Rio Tinto Alcan est membre Élite du réseau Écolectrique d'Hydro-Québec qui satisfait à des conditions plus exigeantes et reconnait l'excellence en matière d'efficacité énergétique.

Rio Tinto Alcan salue la journée mondiale de la Terre

Découvrez les solutions durables de Rio Tinto Alcan
choisirdessolutionsdurables.com

Rio Tinto Alcan

COMBIEN ÉTAIENT-ILS?

La réponse à cette question dépend de la personne à qui on la pose… Les disputes autour de l'évaluation des grandes foules sont légendaires, notamment parce que les méthodes utilisées sont plus approximatives que scientifiques. À la veille de la grande manifestation du Jour de la Terre, nous revenons sur le dernier grand rassemblement qui a (certainement) attiré « plusieurs dizaines de milliers de personnes ».

JUDITH LACHAPELLE

Le 22 mars 2012, 13 h. Les étudiants arrivent en masse au centre-ville de Montréal. Partis de la Place du Canada, ils rejoignent la rue Sherbrooke et se dirigent vers l'est.

À 14 h 30, la tête du cortège a parcouru la moitié du trajet alors que des milliers de manifestants attendent toujours de quitter le point de départ. Peu avant de tourner dans la rue Saint-Denis, les journalistes pressent les organisateurs de leur donner l'estimation du nombre de participants pour ce qui promet, déjà, d'être l'une des plus grandes manifestations des dernières années à Montréal.

L'évaluation est annoncée au micro : 200 000 manifestants. « Deux cent mille votes de moins pour [Line] Beauchamp et pour les libéraux ! », répète l'animateur de foule, acclamé bruyamment par les manifestants.

Le chiffre est rapidement relayé de bouche à oreille, de textos en courriels, de Twitter à Facebook. Et il est repris largement dans les médias.

Mais d'où vient cette évaluation ? Dans le feu de l'action, les organisateurs étudiants ont fait une évaluation rapide du nombre de manifestants par mètre de cortège (voir autre page). Une méthode que la présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), Martine Desjardins, ne qualifie pas de « scientifique », mais de « mathématique ». Le fait que l'estimation de 200 000 ait été reprise dans les médias lui confère aussi, selon elle, « une crédibilité ».

Est-ce une estimation réaliste ? Pour le savoir, nous avons demandé à la firme CROP, qui fait ce genre d'évaluation notamment pour le Festival de jazz, d'étudier les photos aériennes prises par le photographe de *La Presse* le jour de la manifestation (voir méthodologie détaillée). Son verdict : 108 900, plus ou moins 34 000 manifestants.

Science… politique

L'estimation de foules « a plus à voir avec les relations publiques […] qu'avec une quête de la vérité », écrivent les statisticiens et sociologues Ray Watson et Paul Yip, dans un article paru l'automne dernier dans la revue scientifique *Significance*. « Le nombre de sympathisants apparents à une cause est important. S'il est perçu comme important, il sera plus facile de recruter de nouveaux sympathisants [et il sera] plus difficile pour les autorités d'ignorer leurs demandes », écrivent les chercheurs.

Compter le nombre de manifestants relève d'une science… controversée. Les estimations fournies par les organisateurs, la police ou les médias varient considérablement. Et donnent lieu à des disputes telles que plusieurs, comme la police de Montréal, refusent désormais de rendre leurs données publiques.

Clark McPhail, professeur émérite de sociologie à l'Université de l'Illinois, observe des manifestations depuis 40 ans. Selon lui, l'importance d'une foule est généralement surestimée par les organisateurs par rapport aux estimations de la police. « Il faut les comprendre, dit-il en entrevue. Ils travaillent très fort pour organiser ces événements, et la police va toujours sous-estimer l'importance de leur rassemblement. »

Il plaide cependant pour que les journalistes et les organisateurs utilisent des méthodes fiables et transparentes. Il regrette aussi que la police ne dévoile plus ses estimations pour permettre à la population de se faire une idée plus juste.

« Notre constitution garantit le droit de se rassembler pour manifester. La manifestation est un outil important pour évaluer l'appui de la population à une cause qui suscite des préoccupations et qui pourrait faire l'objet de débats au Congrès. Je pense que le public a le droit de savoir combien de personnes exercent leurs droits et défendent une cause. »

Quant à la FEUQ, elle s'en tient toujours à son évaluation de 200 000 personnes, qu'elle qualifie de prudente. « Je doute fort qu'il n'y ait eu que 100 000 personnes, dit Martine Desjardins. Il y a eu plusieurs manifestants qui se sont ajoutés sur le parcours et au Vieux-Montréal après la manifestation. »

« Même à 150 000, ça reste une des plus grandes manifestations de l'histoire du Québec », rappelle-t-elle. « Cette journée-là, l'appui était bien présent pour les étudiants. »

Sources : « How many were there when it mattered? Estimating the sizes of crowds », de Ray Watson et Paul Yip, *Significance*, septembre 2011. « Who counts and how : estimating the size of protests », de Clark McPhail et John McCarthy, *Contexts*, été 2004.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Un Jour de la Terre dans l'air du temps

CHARLES CÔTÉ

Le climat est à la manifestation ce printemps au Québec et cela devrait se confirmer demain avec le Jour de la Terre, qui fait l'objet d'une mobilisation sans précédent, autour du thème du « bien commun ».

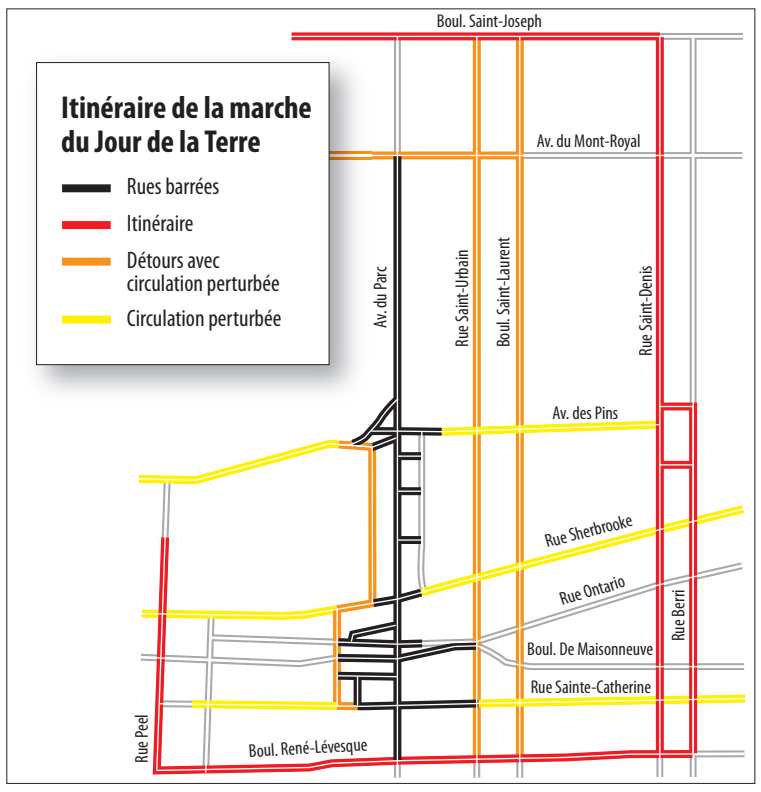
« Ça a pris des proportions que je n'aurais jamais imaginées, dit Karel Mayrand, de la Fondation David Suzuki, l'un des nombreux organismes qui participent à l'organisation de la journée. Je me promène avec mon macaron du 22 avril et les gens me disent qu'ils veulent venir à la marche. Une caissière au supermarché m'a même dit qu'elle avait pris congé spécialement pour ça. »

Une marche doit partir demain à 14h de la place des Festivals. Toutes les cloches des églises devraient sonner à ce moment, à l'invitation de Gilles Vigneault et de Fred Pellerin.

Opposition au gaz de schiste, au Plan Nord, aux mines d'uranium, au rejet par le Canada du protocole de Kyoto, les motifs ne manquent pas aux environnementalistes pour ce 42e Jour de la Terre.

Et les appels au ralliement se sont multipliés, relayés par de nombreux artistes, à l'initiative du metteur en scène Dominic Champagne.

« Lors d'une première rencontre le 23 janvier, Dominic avait dit : "Je veux réunir 100 000 personnes", dit M. Mayrand. Je n'avais pas réalisé à quel point le Québec embarquerait. Les gens ont besoin qu'on leur donne l'occasion de s'exprimer. De façon générale, les gens considèrent qu'on brade nos ressources naturelles et qu'on endette les générations futures. »



FÉDÉRATION ÉTUDIANTE UNIVERSITAIRE DU QUÉBEC (FEUQ)

ESTIMATION :

200 000 manifestants

Nombre moyen de manifestants par mètre de cortège : **de 45 à 50 personnes**

MÉTHODOLOGIE :
Des observateurs sur le terrain ont compté le nombre de manifestants par rangée défilant devant eux. Selon leurs estimations, une rangée comptait de 45 à 50 personnes. Ils ont alors multiplié ce nombre par la longueur du cortège (une rangée par mètre, 4500 mètres), ce qui donne 202 500 manifestants. À ce chiffre, la FEUQ a dit avoir soustrait 10 % pour tenir compte des sections du cortège qui sont plus clairsemées.

RÉSULTAT :
Entre 182 250 manifestants (rangées de 45 personnes) et 202 500 manifestants (rangées de 50 personnes)

FIRME CROP

ESTIMATION :

108 900 manifestants

(plus ou moins 34 000)

Nombre moyen de manifestants par mètre de cortège : **24,2 personnes**

MÉTHODOLOGIE :
À la demande de *La Presse*, la firme CROP a appliqué des principes d'échantillonnage à partir de photos aériennes prises par le photographe de *La Presse* pendant la manifestation. Treize sections du parcours ont été étudiées.

En établissant le nombre de participants dans chacune de ces sections et en estimant la distance à l'aide de repères physiques, CROP a évalué la densité de la foule par mètre de cortège. Celle-ci a été établie à 24,2 manifestants par mètre de cortège, avec un écart-type de 12,5 manifestants.

Comme le cortège s'étendait sur 4,5 km, le nombre de manifestants est estimé à 108 900. La marge d'erreur s'établit à plus ou moins 34 000 manifestants à un niveau de confiance de 95 %.

CROP précise que son estimation n'a pas de prétention scientifique, « car elle ne repose pas sur un échantillonnage probabiliste au sens strict ». « Pour ce faire, il aurait fallu s'assurer que les photos soient prises de façon aléatoire et que les repères physiques aient été calibrés. Par exemple, nous aurions pu tracer des lignes calibrées tous les 250 mètres sur toute la longueur du cortège. Ensuite, nous aurions échantillonné les clichés de façon aléatoire. Ainsi, l'échantillon aurait répondu aux critères d'un échantillonnage probabiliste, soit que tous les membres de la population ont une chance égale d'être sélectionnés. »

FOULE IMMOBILE

Mise au point en 1967 par le professeur en journalisme Herbert Jacobs, elle sert de base pour calculer la densité d'une foule immobile (par exemple, rassemblée devant une scène pour écouter un discours ou un spectacle). La densité varie évidemment selon les endroits : plus on s'approche de la scène, plus la foule est dense.

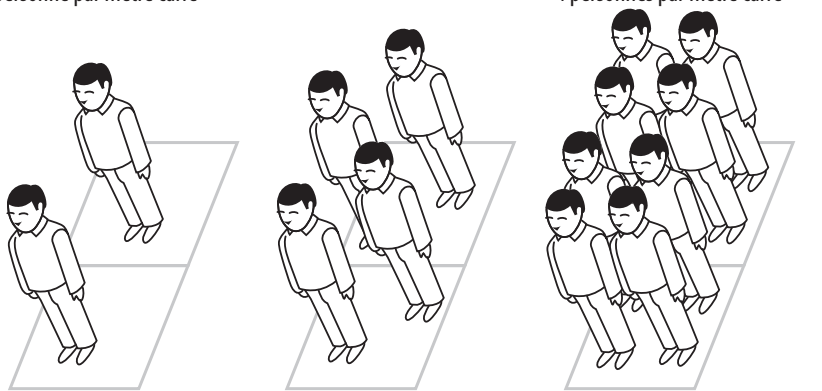
NOMBRE DE PERSONNES = AIRE (M²) X DENSITÉ

DENSITÉ

FOULE LÉGÈRE
(un bras entre chaque spectateur)
1 personne par mètre carré

FOULE NOMBREUSE
2 personnes par mètre carré

FOULE TRÈS DENSE
(wagon de métro à l'heure de pointe)
4 personnes par mètre carré



FOULE EN MOUVEMENT

L'estimation d'une foule en mouvement est plus difficile. Les manifestants ne marchent pas tous au pas, ils portent des pancartes, ils quittent ou rejoignent le parcours en cours de route. Deux statisticiens (Ray Watson, Université de Melbourne, et Paul Yip, Université de Hong Kong) ont testé une méthode fiable pour obtenir une estimation réaliste rapide, sans recours à des images aériennes :

– établir deux stations d'observation, suffisamment éloignées l'une de l'autre ;

– compter le nombre de manifestants qui passent devant la station d'observation pendant une certaine période de temps ;

– multiplier en fonction de la durée du passage de tout le cortège devant la station ;

– pour tenir compte des manifestants qui ont quitté ou rejoint le cortège, des observateurs mènent un sondage sur le terrain pour savoir combien ont croisé les deux stations.

Manifestement un problème…

QUELQUES EXEMPLES D'ÉVALUATION DE GRANDES MANIFESTATIONS

PHOTO CHARLES PEREIRA, ASSOCIATED PRESS

Le jour où la police a cessé de compter

Le nom de l'événement affichait clairement son ambition : Million Man March. Ce n'était pas exactement une marche, mais plutôt un rassemblement organisé par le leader afro-américain Louis Farrakhan, de Nation of Islam, le 16 octobre 1995. L'événement a suscité la controverse, et ce n'est pas seulement à cause des discours enflammés qui ont été prononcés sur la tribune… Combien étaient-ils ce jour-là, au National Mall de Washington ? Les organisateurs ont clamé avoir réuni entre 1,5 million et 2 millions de personnes. La police américaine, elle, a évalué la foule à 400 000 personnes.

Des négociations sur l'évaluation de la foule se sont poursuivies toute la nuit. Les organisateurs cherchaient un accord pour affirmer publiquement que le rassemblement avait réuni « au moins 1 million de personnes », ce que la police refusait d'appuyer. Le désaccord entre les deux parties a éclaté publiquement, et les organisateurs ont menacé le National Park Service et sa police de poursuites devant les tribunaux. Résultat : le Congrès américain a interdit à la police de rendre dorénavant publiques ses évaluations de foule.

Deux ans plus tard, des statisticiens de l'Université de Boston, qui ont étudié à la loupe les photos aériennes de l'événement, ont dévoilé une nouvelle estimation : 837 000 manifestants, avec une marge d'erreur de plus ou moins 20 %.

— Judith Lachapelle

ACTUALITÉS

Allégations de corruption à Mascouche

Un ex-conseiller municipal blâme les élus

VINCENT LAROUCHE

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Le maire de Mascouche Richard Marcotte à sa sortie du quartier général de la Sureté du Québec à Montréal, hier.

Dans la foulée de la vague d'arrestations pour corruption à Mascouche, un conseiller municipal qui a passé plusieurs années dans l'équipe du maire Marcotte estime que la plupart des élus de la ville ont fermé les yeux sur des pratiques douteuses au sein de l'administration.

« Je ne peux pas faire autrement que de penser ça. Il me semble que des choses auraient pu être remarquées », affirme Serge Hamelin, qui a été conseiller de 1991 à 2001, la plupart du temps avec l'équipe de Richard Marcotte.

« Je dirais que les conseillers municipaux ont rempli leur mandat avec certaines lacunes, sans en être responsables ni conscients. M. Marcotte était là 40 heures par semaine, en contact permanent avec l'administration municipale. Pas nous. J'ai toujours eu l'impression que l'information qui nous arrivait était filtrée », raconte-t-il.

Il ajoute que jusqu'à récemment, peu d'élus mascouchois remettaient en question les agissements du maire. « Quand M. Marcotte a recruté son équipe, il cherchait un profil particulier, le profil de quelqu'un qui a besoin qu'on lui montre le chemin », dit-il.

M. Hamelin affirme par ailleurs que lorsqu'il s'est présenté sans succès comme candidat à la mairie, il y a quelques années, un entrepreneur bien connu de la région a fait mine de lui offrir de l'argent.

« On a tenté d'ouvrir avec moi une conversation qui, d'après moi, se serait terminée par : " Combien ? " On m'a demandé si j'avais des problèmes financiers, et c'était quelqu'un qui est reconnu pour en aider d'autres », dit-il, sans nommer son interlocuteur. Avant cette semaine, il n'avait jamais révélé publiquement cet épisode.

Démissions demandées

Stéphane Handfield, chef du parti de l'opposition à Mascouche, qui compte un élu au conseil, a demandé la dissolution du conseil municipal après avoir pris connaissance de ces déclarations.

« Il faut que les gens démissionnent. Puisqu'on est à plus de 12 mois du scrutin de novembre 2013, le ministre n'aurait pas le choix de déclencher des élections générales. Si ces conseillers ont à cœur l'intérêt des citoyens, c'est la seule chose à faire pour retrouver la confiance », s'indigne-t-il.

« On a un élu qui dit qu'ils se sont fermé les yeux. Ils n'ont plus la crédibilité pour siéger. Qu'ils fassent face aux électeurs, maintenant », demande-t-il.

Serge Hamelin n'est toutefois pas d'accord.

« Est-ce que le fait de fermer les yeux, ça les condamne automatiquement ? Ou est-ce que le fait d'avouer qu'ils ont fermé les yeux pourrait leur permettre d'attendre aux prochaines élections ? », demande-t-il.

Rappelons que le maire Richard Marcotte a été arrêté dans la nuit de jeudi à hier à l'aéroport Montréal-Trudeau, à son retour de vacances à Cuba. Il a été interrogé au quartier général de la Sûreté du Québec et a été relâché vers 11 h hier matin.

À sa sortie, après avoir rencontré des enquêteurs pendant près de 10 heures, le maire a été accueilli par les journalistes. Il a déclaré d'emblée qu'il ne ferait pas de commentaires.

Quand il a été question d'une possible démission, il a toutefois ajouté : « Je suis encore maire… »

— Avec la collaboration de Tristan Péloquin

L'Association des concessionnaires Buick du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 Verano (4PG69/1SB). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Prix à l'achat de 24 190 $. Paiements mensuels basés sur une location de 36 mois, à un taux de location de 2,9 %. Sur approbation de crédit de la FinanciaLinx Corporation. Transport (1 495 $) et taxe de climatisation (100 $) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Limite annuelle de 20 000 km ; 0,16 $ par kilomètre excédentaire. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463- 7483 ou visitez gm.ca.**

INGÉNIEURS ET FIRMES DE GÉNIE-CONSEIL

Libres de pratiquer, fraudeurs ou non

FRANCIS VAILLES

Les ingénieurs peuvent généralement continuer à pratiquer même s'ils sont reconnus coupables de fraude ou de corruption. De plus, aucune loi n'interdit expressément aux firmes de génie-conseil d'obtenir des contrats publics si elles ont commis des méfaits.

C'est l'étonnant constat qu'a fait *La Presse* en menant des recherches sur le sujet. En décembre 2011, le gouvernement a adopté une loi visant à combattre la fraude dans l'industrie de la construction. Cette loi vise toutefois les entrepreneurs en construction titulaires d'une licence de la Régie du bâtiment du Québec. Les ingénieurs n'y sont pas assujettis.

En vertu de cette loi, les entrepreneurs en construction peuvent voir leur licence suspendue s'ils sont reconnus coupables d'un acte criminel lié à la construction ou d'une fraude fiscale. De plus, ils peuvent se voir interdire de soumissionner à des contrats publics pendant cinq ans. C'est actuellement le cas de deux des entreprises de Tony Accurso.

Les firmes de génie-conseil n'ont aucune restriction du genre, avons-nous constaté. Techniquement, la firme BPR-Triax, accusée de fraude et d'abus de confiance dans le dossier de Mascouche, pourrait donc continuer ses affaires sans trop d'inquiétude, même si elle était reconnue coupable.

Dans le cas des ingénieurs – et non des firmes –, c'est le Code des professions qui s'applique. Or, depuis 20 ans, les rares cas de manque d'intégrité soumis au syndic de l'Ordre des ingénieurs du Québec ont débouché sur de simples réprimandes ou à des amendes de quelques milliers de dollars, a admis la présidente de l'Ordre, Maud Cohen. La pire sanction a été une radiation temporaire de six mois.

« Ça peut paraître peu, effectivement. Je suis favorable à ce que l'Office des professions révise ses règles pour imposer des peines plus sévères », a dit M^me^ Cohen.

Cinq ingénieurs accusés

Dans l'affaire Mascouche, cinq ingénieurs sont accusés. Deux travaillent pour la firme BPR Triax, soit André De Maisonneuve et Rosaire Fontaine. Ils sont accusés de fraude, de complot et d'abus de confiance, entre autres.

Jean Leroux, président de la firme Leroux, Beaudoin, Hurens et associés, fait lui aussi l'objet de sept chefs d'accusation. La firme, qui compte 200 employés et une cinquantaine de villes comme clients, n'est pas accusée.

Les deux autres ingénieurs accusés sont Pierre Raymond, de Consultants Aecom (anciennement Tecsult), et Serge Duplessis, de Dessau. Ce dernier est en congé de maladie depuis plusieurs mois, a-t-on appris. Quant à M. Raymond, ancien organisateur libéral, il est suspendu avec solde, nous indique le chef du contentieux de la firme, Stephan Trudeau.

« Nous prenons les accusations très au sérieux et vérifions s'il y a des liens avec l'entreprise. Nous faisons enquête pour voir l'étendue de ses relations », a dit M. Trudeau.

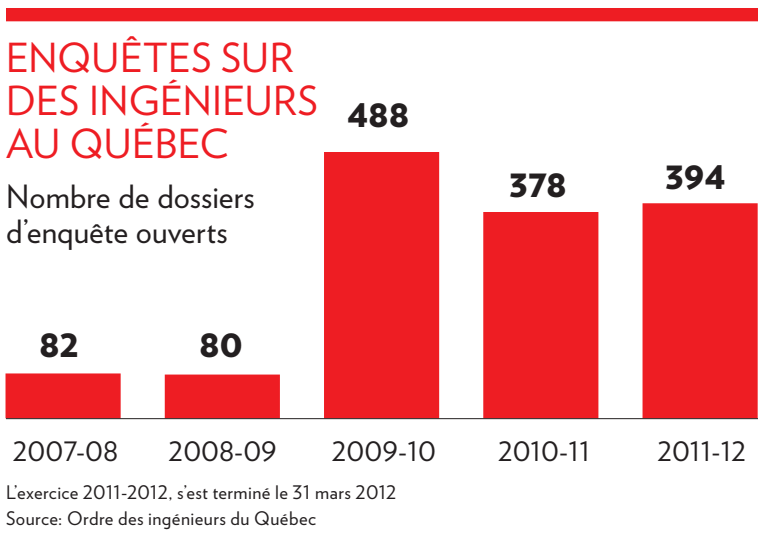
Il a été impossible de joindre un représentant de Leroux Beaudoin Hurens hier. Chez BPR-Triax, on préfère ne pas faire de commentaires.

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Jean Leroux (à gauche), président de la firme Leroux, Beaudoin, Hurens et associés, fait partie des cinq ingénieurs accusés dans le cadre de l'affaire Mascouche.

Avant 2009, fait valoir la présidente de l'Ordre, les questions d'intégrité faisaient rarement l'objet de plaintes. Or, depuis, les plaintes ont explosé. En 2007, le syndic a ouvert des enquêtes au sujet de 82 ingénieurs. Cette année, ce nombre atteint 394, cinq fois plus. Le tiers de ces enquêtes vise des cas d'intégrité professionnelle.

Fait à noter, les ingénieurs Fontaine, De Maisonneuve, Duplessis et Leroux ont tous fait des contributions aux partis politiques au cours des dernières années, pour un total de 65 300$ au Parti libéral du Québec et de 19 250$ aux autres partis.



L'exercice 2011-2012, s'est terminé le 31 mars 2012
Source: Ordre des ingénieurs du Québec

MAINTENANT OUVERT !

STAR WARS MC
IDENTITÉS
L'EXPOSITION

« …UNE SORTIE À FAIRE ABSOLUMENT ! »
– Le TVA 17

« L'EXPO DONT VOUS ÊTES LE HÉROS… UN RÉEL PLAISIR… »
– *La Presse*

« UNE EXPÉRIENCE INTERACTIVE PASSIONNANTE…ON EN A PLEIN LA VUE ET LES OREILLES ! »
– Daniel Daigneault, TVA

« UN NOUVEAU REGARD EXCITANT SUR STAR WARS …À NE PAS MANQUER ! »
The SPACE CHANNEL

© 2012 Lucasfilm Ltée & MC. Tous droits réservés. Utilisée avec autorisation.

CENTRE DES SCIENCES

JUSQU'AU 16 SEPTEMBRE
ACHETEZ VOS BILLETS EN LIGNE CentredesSciencesdeMontreal.com

LUCASFILM Ltd · XEN Productions · LA PRESSE · BRANCHEZVOUS

Fiers partenaires du Centre des sciences de Montréal
TELUS 85e · Hydro Québec · Société du Vieux-Port de Montréal · Canada

HYUNDAI | NOUVELLES IDÉES. NOUVELLES POSSIBILITÉS.

OBTENEZ JUSQU'À

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À **84** MOIS

Sur les modèles sélectionnés◊

ÉCONOMISEZ JUSQU'À

40 ¢/L SUR L'ESSENCE JUSQU'EN 2013

Basée sur une consommation moyenne selon les données de Transport Canada et d'Energuide 2012‡

L'ÉVÉNEMENT C'EST LE TEMPS DE CHANGER

ÉCONOMISEZ **25 ¢/L**‡ SUR L'ESSENCE JUSQU'EN 2013

ÉCONOMISEZ **30 ¢/L**‡ SUR L'ESSENCE JUSQU'EN 2013

ÉCONOMISEZ **40 ¢/L**‡ SUR L'ESSENCE JUSQU'EN 2013

Modèle GLS montré•

Modèle Limited montré•

Modèle GLS à traction intégrale montré•

500 $ DE CRÉDIT DU FABRICANT AU CONCESSIONNAIRE‡‡

1 000 $ DE CRÉDIT DU FABRICANT AU CONSOMMATEUR*

ELANTRA TOURING 2012

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À **84** MOIS◊

GARANTIE†† **7** ANS **120 000** KM

AUTOROUTE 6,4 L/100 KM▾

SANTA FE 2012

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À **84** MOIS◊

GARANTIE†† **7** ANS **120 000** KM

AUTOROUTE 7,7 L/100 KM▾

VERACRUZ 2012

0 % FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À **84** MOIS◊

GARANTIE†† **7** ANS **120 000** KM

AUTOROUTE 8,5 L/100 KM▾

HyundaiCanada.com

MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. ♦ Prix des modèles montrés : Elantra Touring GLS 2012, transmission manuelle à 22 259 $ / Santa Fe Limited 2012 à 37 674 $ / Veracruz GLS à traction intégrale 2012 à 41 874 $. Frais de 115 $ (taxe de 15 $ sur les pneus et taxe de 100 $ sur le climatiseur), frais de livraison et de destination de 1 495 $ pour l'Elantra Touring GLS 2012, de 1 760 $ pour le Santa Fe 2012 et le Veracruz 2012 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. ◊ Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les Elantra Touring GL 2012, transmission manuelle (à partir de 19 809 $) / Santa Fe 2.4 GL 2012, transmission manuelle 6 vitesses (à partir de 25 874 $) / Veracruz GL 2012, traction avant (à partir de 34 374 $). Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 19 809 $ à un taux de 0 % équivaut à des mensualités de 229,87 $ par mois pour une durée de 84 mois. Comptant initial requis de 0 $. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 19 309,08 $. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 25 874 $ à un taux de 0 % équivaut à des mensualités de 308,02 $ par mois pour une durée de 84 mois. Comptant initial requis de 0 $. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 25 873,68 $. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 34 374 $ à un taux de 0 % équivaut à des mensualités de 409,21 $ par mois pour une durée de 84 mois. Comptant initial requis de 0 $. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 34 473,64 $. Frais de 115 $ (taxe de 15 $ sur les pneus et taxe de 100 $ sur le climatiseur) et frais de livraison et de destination de 1 495 $ pour l'Elantra Touring GL 2012 inclus. Frais de 115 $ (taxe de 15 $ sur les pneus et taxe de 100 $ sur le climatiseur), frais de livraison et de destination de 1 760 $ pour le Santa Fe 2012 et le Veracruz 2012 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. ‡‡ À l'achat ou à la location d'une Elantra Touring L, GL ou GLS neuve, obtenez un crédit de 500 $ du fabricant au concessionnaire. Le crédit du fabricant au concessionnaire s'applique avant les taxes. * À l'achat ou à la location d'un Veracruz GL, GLS ou Limited neuf, obtenez un crédit de 1 000 $ du fabricant au consommateur. Le crédit du fabricant au consommateur s'applique après les taxes. * ‡‡ Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre de remise. Cette offre ne peut être transférée ni cédée. Aucun échange de véhicule requis. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités, le concessionnaire peut devoir commander le véhicule. ‡ Achetez ou louez une Elantra Touring 2012, un Santa Fe 2012 ou un Veracruz 2012 et obtenez une carte Prix Préférentiel Petro-Canada d'une valeur de 250 $ (Elantra Touring 2012) / 375 $ (Santa Fe 2012) / 540 $ (Veracruz 2012). Basée sur les données de consommation de l'Énerguide pour l'Elantra Touring 2012 automatique (7,7 L/100 km) / Santa Fe 2012 automatique (9,0 L/100 km) / Veracruz 2012 automatique (10,8 L/100 km), selon une distance moyenne parcourue de 15 400 km /an (statistiques du ministère des Transports du Canada sur l'utilisation des véhicules de promenade, 2012), ce qui équivaut à une économie 0,25 $ (Elantra Touring 2012) / 0,30 $ (Santa Fe 2012) / 0,40 $ (Veracruz 2012) sur chaque litre d'essence acheté, jusqu'à concurrence d'un total de 1 000 litres pour l'Elantra Touring 2012 / 1 250 litres pour le Santa Fe 2012 et 1 350 litres pour le Veracruz 2012. ▾ La consommation d'essence pour l'Elantra Touring L 2012, transmission manuelle (Autoroute 6,4 L / 100 km; Ville 8,9 L / 100 km) / Santa Fe 2.4 GL 2012 à traction avant et transmission manuelle 6 vitesses (Autoroute 7,7 L/100 km; Ville 11,0 L/100 km) / Veracruz GL 2012 à traction avant (Autoroute 8,5 L / 100 km; Ville 12,7 L / 100 km) est basée sur les tests effectués par Energuide. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. ♦ ◊ Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Tous les détails chez votre concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. †† La garantie 7 ans / 120 000 km du Santa Fe 2012, du Veracruz 2012 et de l'Elantra Touring 2012 est constituée de la Garantie Globale Limitée de 5 ans et d'une couverture additionnelle de 2 ans / 20 000 km sous le Plan de Protection de Hyundai. La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. La couverture additionnelle respecte les termes et conditions du Plan de Protection Hyundai. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails.

L'histoire du carré rouge en 2072

STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

L'action se déroule durant un cours d'histoire du Québec, dans un cégep, en 2072. Le professeur s'adresse à sa classe:

« Aujourd'hui, on va parler du conflit étudiant de 2012 surnommé la révolte des carrés rouges. Qui était le premier ministre du Québec en 2012? Oui, Marie-Bio?

– Scott Gomez!

– Non, pas vraiment.

– Euh... Tony Accurso?

– Non plus, Marie-Bio. C'était Jean Charest.

– Ah! le même nom que le nouvel échangeur qu'ils viennent tout juste de terminer...

– C'est ça, l'ancien échangeur Turcot. Donc le gouvernement Charest voulait hausser les droits de scolarité et les étudiants se sont farouchement opposés à la hausse en arborant le carré rouge en signe de stop et en faisant la grève.

– Une grève?

– Ouais, ben, ce n'est pas clair. Il y en a qui disaient que c'était une grève, d'autres qui disaient que c'était un boycottage.

– C'est quoi la différence entre une grève et un boycottage?

– Ben, une grève, c'est quand on refuse de travailler, pis un boycottage, c'est quand on refuse un service. Comme les étudiants travaillaient beaucoup plus durant le conflit, en organisant des assemblées et des manifestations, que lorsqu'ils allaient à leurs cours, on peut dire que c'était un boycottage, quoique la qualité de l'enseignement dans ce temps-là, ce n'était pas toujours un service qu'on leur rendait. Donc, on va dire que les étudiants n'étaient ni en grève ni en boycottage, ils étaient en sacrament!

– Pourquoi ils n'ont pas négocié?

– Les étudiants voulaient négocier, mais au début, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ne voulait rien savoir. C'était ça qui était ça. Les étudiants ont mis beaucoup de pression en organisant plein de manifestations. Alors la ministre a dit qu'elle était prête à rencontrer les étudiants s'ils ne s'opposaient plus à la hausse.

– Pas rapport! Ce n'est pas ça, négocier; rencontrer quelqu'un seulement s'il a déjà accepté ce qu'on lui impose.

– Madame Beauchamp était diplômée de l'école de négociation Régis Labeaume.

– L'ancien maire de Montréal?

– Exactement, Marie-Bio! Pis avant ça, il était à Québec. Pour revenir aux carrés rouges, il y avait trois associations étudiantes; la FECQ dirigée par Léo Bureau-Blouin, la FEUQ dirigée par Martine Desjardins et la CLASSE dirigée par Gabriel Nadeau-Dubois.

– Le président de la Caisse de dépôt?

– C'est bien cela.

– Il est mûr pour sa retraite bientôt.

– Ça approche, l'âge de la retraite est maintenant à 89 ans. Donc, la CLASSE était le mouvement le plus radical et les manifestations sont devenues de plus en plus viriles. La police ne donnait pas sa place non plus. La situation a viré en chaos.

– La ministre a donc accepté de négocier?

– Pas tout à fait. Madame Beauchamp était prête à rencontrer les leaders étudiants seulement s'ils condamnaient les actes de violence. Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas voulu, donc la ministre les a fait sécher.

– Je ne comprends pas. La semaine dernière, quand vous nous avez raconté la crise du Camembert...

– Non, Marie-Bio, pas la crise du Camembert, la crise d'Oka.

– Oui, c'est ça! Vous nous avez bien dit que le gouvernement libéral avait accepté de négocier avec des Mohawks en cagoule, armés. Et là, ils ne voulaient pas négocier avec un sosie de Tintin, parce qu'il ne condamnait pas la violence. Ce n'est pas juste. Me semble que c'est plus pédagogique de le rencontrer et de lui prouver que le dialogue est plus puissant que la violence.

– Marie-Bio, tu ferais une excellente ministre dans le gouvernement de notre premier ministre Nelson Dion-Angélil.

– Comment ça s'est terminé, la révolte des cônes orange?

– Les cônes orange, c'est une autre affaire, ne te mêle pas dans tes formes et dans tes couleurs!

– Désolée, comment s'est finie la crise des carrés rouges?

– On ne le sait pas, parce qu'au bout d'environ 90 jours, le Canadien de Montréal a nommé son nouveau directeur général, pis les journaux n'ont plus parlé du conflit étudiant. Aucune trace. Nulle part, ni sur le web ni sur la vieille affaire qui s'appelait du papier.

– Aaah, dommage.

– Bon, le cours est fini. Bonne journée, Marie-Bio!

– Vous aussi! »

Vous vous demandez sûrement pourquoi, pendant le cours, le professeur n'a échangé qu'avec l'élève nommée Marie-Bio? Parce qu'elle est la seule élève inscrite à son cours, car les droits de scolarité ont continué de monter jusqu'en 2072.

Je dédie cette humble chronique au grand Serge Grenier qui aimait bien, parfois, projeter notre société dans le temps. Paix à son âme. J'espère que l'éternité est aussi drôle que lui.

Au bout d'environ 90 jours, le Canadien de Montréal a nommé son nouveau directeur général, pis les journaux n'ont plus parlé du conflit étudiant. Aucune trace. Nulle part, ni sur le web ni sur la vieille affaire qui s'appelait du papier.

Ontario Changer légalement de sexe avant la chirurgie ?

TORONTO — Les transsexuels ne devraient pas être obligés de subir une chirurgie de changement de sexe avant de pouvoir modifier leur genre sur leur certificat de naissance, a décrété hier le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.

Dans un jugement présenté comme une victoire importante pour les transsexuels, le tribunal a estimé que l'exigence de la province concernant l'intervention chirugicale était discriminatoire.

D'après le tribunal, cette condition contribue à stigmatiser les transsexuels en les forçant à vivre selon l'identité sexuelle qu'ils ou elles n'ont pas choisie avant d'être opérés. Le tribunal a ordonné au gouvernement ontarien de trouver de nouveaux critères d'ici six mois.

L'avocate Susan Ursel, qui représente une femme née homme connue sous le pseudonyme XY, a déclaré hier que le système actuel était particulièrement importun. Elle s'est réjouie de la décision et a soutenu qu'il s'agissait d'un pas vers une meilleure compréhension de la transsexualité.

Une porte-parole des Services gouvernementaux, Harinder Takhar, a indiqué que ce dernier avait demandé à son ministère de passer en revue le jugement et d'évaluer ses implications.

La Commission ontarienne des droits de la personne avait déjà affirmé que le genre d'une personne devait être établi en fonction de l'identité sexuelle qu'elle a adoptée au quotidien et ne pas dépendre de la réassignation sexuelle chirurgicale.

— Colin Perkel, La Presse Canadienne

HYUNDAI | NOUVELLES IDÉES. NOUVELLES POSSIBILITÉS.

L'ÉVÉNEMENT C'EST LE TEMPS DE CHANGER

GENESIS 3.8L 2012

LOUEZ À PARTIR DE
499 $ POUR 48 MOIS*
0 $ COMPTANT
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS

Genesis 5.0L R-Spec à injection directe montré♦

MEILLEURE VALEUR DE REVENTE PROJETÉE DE SA CATÉGORIE

GENESIS

Notre engagement constant envers la qualité a propulsé ce modèle au sommet de la catégorie des voitures de grande taille‡ du Black Book canadien pour ce qui est de la valeur de revente projetée.

La Genesis 2012 : la berline performante, redéfinie. **Venez en faire un essai routier, vous serez conquis.**

Canadian Black Book®

GARANTIE†† 5 ANS 100 000 KM
5 ANS/100 000 KM - Garantie globale limitée
5 ANS/100 000 KM - Groupe motopropulseur
5 ANS/100 000 KM - Garantie sur les émissions

TAPIS PROTECTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUS LES VÉHICULES HYUNDAI.

LE MODÈLE GENESIS 5.0L R-SPEC À INJECTION DIRECTE COMPREND :

Le moteur V8 Tau génère une puissance de 429 chevaux.∞

Système de navigation avec écran de 8 po et caméra de recul.

Système ambiophonique Logic 7 Lexicon® avec 17 haut-parleurs.

HyundaiCanada.com

MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. *Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs Genesis 3.8L 2012. Mensualité de 499 $ pour 48 mois sans obligation au terme du contrat de location. Louez une berline Genesis 2012 3.8L GDI, 3.8L GDI avec groupe Premium, 3.8L GDI avec groupe Technologie ou 5.0L GDI R-SPEC et vous bénéficierez d'un crédit à la location de 1 615 $ du concessionnaire au consommateur. Le crédit du concessionnaire au consommateur s'applique avant les taxes. L'offre ne peut être combinée ou jumelée à aucun autre rabais ou promotion autre que cette offre des Services financier Hyundai pour la location d'une Genesis. Détails chez votre concessionnaire. Kilométrage annuel de 20 000 km, 25 ¢ par km additionnel. Comptant initial de 0 $ et première mensualité exigée. L'offre de location comprend les frais de livraison et de destination de 1 760 $, des frais de 115 $ (taxe de 15 $ sur les pneus et taxe de 100 $ sur le climatiseur). Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et toutes les taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. Aucun dépôt de sécurité (0 $) pour tous les modèles. ♦ Prix du modèle montré (Genesis 2012 5.0L R-Spec) : 55 374 $. Le prix du modèle montré comprend les frais de livraison et de destination de 1 760 $, des frais de 115 $ (taxe de 15 $ sur les pneus et taxe de 100 $ sur le climatiseur). Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et toutes les taxes applicables en sus. ♦*Ω Offres valides pour une durée limitée et sous réserve de changement ou d'annulation sans préavis. Détails chez votre concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. ‡ Basé sur les prévisions de valeurs résiduelles d'avril 2012 du Black Book canadien pour la catégorie des voitures de grande taille 2012. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. ∞ Puissance avec essence super.

GRÈVE ÉTUDIANTE

QUI SONT-ILS

PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE

« Ce n'était pas un enfant rebelle, mais il fallait lui expliquer les choses. »

— Gilles Dubois, père de Gabriel Nadeau-Dubois

« Je ne la voyais pas comme ça. J'ai été surprise, elle n'avait sûrement pas prévu ça. »

— Michèle Venet, directrice de maîtrise de Martine Desjardins

« Quand il y avait injustice, incohérence, il était capable de mettre le doigt dessus et de nous le renvoyer. »

— Michèle Lemelin, ancienne enseignante de Léo Bureau-Blouin

La grève étudiante est dans son troisième mois. À sa tête, trois représentants qui ont été propulsés sur la place publique en tenant tête au gouvernement. Jour après jour, ils maintiennent la pression et mènent un bras de fer. Qui sont ces jeunes à la tête des organisations étudiantes ?

GABRIEL NADEAU-DUBOIS

Un militant depuis l'enfance

PASCALE BRETON

Xavier Dolan le trouve sexy. Quand il sort au Café Campus, des filles crient son nom. Il est invité à Musique Plus, à l'émission *Des kiwis et des hommes* en plus d'être un abonné des bulletins d'information.

À titre de co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois se retrouve souvent pris entre l'arbre et l'écorce.

La CLASSE n'a pas de hiérarchie, rejette le star-système et ne veut pas personnifier le débat. Les membres ont reproché à Gabriel de manquer de transparence. Depuis, il refuse toute entrevue à caractère personnel.

Mais sur la place publique, c'est lui qui essuie les attaques, souvent personnelles. On voit des caricatures de lui en Ben Laden et en révolutionnaire russe. Victime de harcèlement, il a aussi déposé une plainte à la police.

« C'est difficile, reconnaît-il du bout des lèvres. Mais en même temps, c'est la preuve qu'on dérange. »

Il n'a que 21 ans, rappelle son père, Gilles Dubois. « Je suis inquiet de l'impact que cela peut avoir sur le plan affectif. »

Son ancienne attachée de presse et amie proche, Anne-Marie Provost, raconte qu'elle a parfois du mal à reconnaître son ami.

« On ne voit pas ce côté publiquement, mais c'est un bon vivant, une personne qui aime rire. Dans des soupers entre amis, on peut passer la soirée et une partie de la nuit à parler et rire. »

Attaqué dans des débats souvent virulents, Gabriel garde son calme et réussit à présenter ses idées. « Plus la personne devant lui l'affronte et essaie de le planter, meilleur il est », affirme son amie.

Il a commencé à militer au sein de l'association étudiante du cégep de Bois-de-Boulogne. Il faisait de la mobilisation sur le terrain, en distribuant des tracts dans les cafétérias, en argumentant avec les élèves.

Il s'est ensuite occupé des communications à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante avant de devenir porte-parole.

Gabriel baigne dans le militantisme depuis son enfance. Ses parents se sont rencontrés dans le mouvement étudiant catholique. Son père a été un militant syndical, avant de se tourner vers les causes environnementales.

Plus jeune, Gabriel l'accompagnait dans des manifestations et des assemblées syndicales. Une époque où l'on parlait de libre-échange et de mondialisation.

« Il devait faire ses devoirs pendant l'assemblée, mais il écoutait à la place. Il s'est intéressé rapidement à ces questions », se souvient Gilles Dubois.

Jeune, il était déjà curieux. Il lisait *La Presse* et souhaitait devenir journaliste international, se souvient son père. « Ce n'était pas un enfant rebelle, mais il fallait lui expliquer les choses. »

Au Collège Regina Assumpta, école privée réputée de Montréal, il obtenait de bons résultats, mais remettait tout en question.

Quand la direction a voulu nommer des représentants de classe, Gabriel s'est opposé en affirmant que c'était aux élèves de les élire. L'année suivante, c'était chose faite.

Dans une lettre de recommandation écrite en 2008, son enseignante de mathématiques, Lucie Hamel, a dit de lui qu'il avait une intelligence vive. Il était à l'écoute de son groupe. Le choc des idées, même avec les adultes, ne lui faisait pas peur. Il aimait argumenter, c'était un leader né que les élèves suivaient.

Gabriel écarte pourtant toute carrière en politique active. Il croit au pouvoir des mouvements sociaux. Il étudie en histoire à l'Université du Québec à Montréal et souhaite devenir professeur.

QUELLE VALEUR EST LA PLUS ÉLEVÉE : Ko, Mo ou Go ?

Testez vos connaissances et, grâce à LA PRESSE, courez la chance de gagner l'un des **25** nouveaux **iPad**.

Pour tous les détails :
lapresse.ca/profiltechno

La date limite pour participer est le 23 mai 2012. Le règlement est disponible à LA PRESSE et sur lapresse.ca. La valeur totale des prix est de 12 975 $.

LA PRESSE

GRÈVE ÉTUDIANTE

VRAIMENT ?

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

MARTINE DESJARDINS

Une jeune fille sage et tranquille

MICHÈLE OUIMET

Sa mère la décrit comme une fille réservée, tranquille, sage. Le contraire d'une fonceuse. Pourtant, depuis 10 semaines, elle tient à bout de bras une grève qui met les universités et les cégeps sur les dents.

Elle s'appelle Martine Desjardins, elle a 30 ans et, depuis un an, elle dirige la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) qui regroupe 125 000 étudiants.

Même son parcours est sage: élevée dans une banlieue tranquille, issue d'une famille unie, l'aînée de trois enfants. Elle a fait son secondaire dans une école privée, Regina Assumpta, une des plus huppées de Montréal. À l'époque, il n'y avait que des filles.

Pourquoi Regina Assumpta? « C'est Martine qui me l'a demandé », répond sa mère. Pourtant, elle vient d'un milieu modeste. Son père n'est jamais allé au cégep et sa mère a fait, sur le tard, un certificat en administration. Son frère et sa sœur n'ont jamais mis les pieds à l'université.

Martine Desjardins a eu une adolescence tranquille. Quelques folies, sans plus. Pas de drogue, pas d'alcool. Elle a fait son cégep en deux ans, puis elle a bouclé son baccalauréat et sa maîtrise en science de l'éducation.

L'été, elle travaillait comme intervenante sociale dans le quartier Saint-Michel. Elle a découvert les gangs de rue et la prostitution. Pendant l'année scolaire, elle bossait 30 heures par semaine à La Baie. Pas question de finir son bac avec des dettes.

Elle est au doctorat depuis quatre ans, elle se spécialise en adaptation scolaire. Son sujet de thèse: les relations père-enfant et la capacité d'adaptation à l'école. « Un sujet audacieux, affirme sa directrice de thèse, France Capuano. Elle aura une belle carrière universitaire. »

Elle s'est mariée à l'automne. Une cérémonie civile. Elle y croit, au mariage.

Sage, donc, mais intense. Personne n'a milité dans son entourage, ni ses parents ni son mari. Elle s'est lancée dans la lutte étudiante au doctorat. Elle s'ennuyait dans son bureau, loin de l'agitation du campus.

« J'adorais les débats dans les congrès et j'aimais travailler sur des dossiers », dit-elle.

C'est le coup de foudre. Elle s'engage et gravit les échelons du mouvement étudiant. Quand elle a été élue présidente de la FEUQ, elle savait que l'affrontement avec le gouvernement était inévitable.

Michèle Venet a dirigé son mémoire de maîtrise. Elle connaît bien Martine Desjardins. Elle a été étonnée de la voir diriger le mouvement de grève. « Je ne la voyais pas comme ça, dit-elle. J'ai été surprise, elle n'avait sûrement pas prévu ça. »

Elle ne lâche jamais. Une tête dure. « En maîtrise, elle a dû recommencer sa collecte de données. Elle l'a fait sans rechigner. Pourtant, ça représentait des heures de travail », raconte M^me^ Venet.

« Elle sait ce qu'elle veut, ajoute sa mère. Et ce n'est pas parce qu'elle est dans le trouble qu'elle va jeter l'éponge. Ce n'est pas son genre. Par contre, elle n'affronte jamais. »

Aujourd'hui, elle est à la tête de la plus importante grève étudiante de l'histoire, une grève marquée par l'affrontement non seulement avec la ministre de l'Éducation, mais aussi avec le premier ministre. Pour une fille qui n'aime pas l'affrontement...

Il y aura une vie après la grève. Martine Desjardins le sait. Elle aimerait enseigner dans une université, même si, aujourd'hui, elle ne se gêne pas pour remettre en question la gestion des institutions.

« Attaquer les recteurs, puis leur demander de m'offrir un poste, ça prend beaucoup de cran », dit-elle en riant.

Après avoir affronté le premier ministre, elle osera sûrement cogner à la porte des recteurs.

Sage et tranquille, mais tête dure.

LÉO BUREAU-BLOUIN

Un sensible à l'esprit critique

PASCALE BRETON

Des années après son passage à l'école secondaire Saint-Joseph, Léo Bureau-Blouin laisse encore sa marque.

Son ancienne enseignante de français présente aux élèves l'enregistrement d'une performance de Léo lors d'un concours de débats oratoires.

Une activité qui a été déterminante pour lui. Son équipe avait gagné le concours régional. « C'était clair, c'est lui qui avait volé la vedette », se rappelle son enseignante, Michèle Lemelin.

L'automne dernier, à la demande de cette dernière, il est allé parler aux élèves de cette école privée de Saint-Hyacinthe avec quelques amis.

Ils ont improvisé un débat oratoire sur la hausse des droits de scolarité. Pour que ce soit équitable, Léo s'est rangé dans le clan qui appuie la hausse, contre ses principes. « C'est quand même lui qui a gagné », dit-elle.

À 20 ans, il est devenu un bon communicateur, mais rien ne le destinait à se retrouver sous le feu des projecteurs.

Plutôt calme, il a baigné dans une ambiance où la culture était valorisée. Il a suivi des leçons de piano pendant plusieurs années.

Ses parents travaillent tous les deux dans le milieu des arts visuels et contemporains. Ils se sont connus à une époque où le père de Léo dirigeait un collectif de jeunes sans emploi qui voulait mettre fin à une mesure discriminatoire dans le programme d'aide sociale.

Jeune, leur garçon s'intéressait à tout. « On avait beaucoup de discussions à la table, pas seulement des questions d'ordre politique, mais aussi des questions d'ordre philosophique, qu'est-ce que la justice, par exemple. Le Siècle des lumières est quelque chose avec lequel Léo est très familier », relate son père, Marcel Blouin.

Léo était doué à l'école. Il a sauté une année au primaire. « Il cherchait à comprendre les choses plutôt qu'à organiser », ajoute son père.

Il est devenu un adolescent qui articulait bien sa pensée, qui avait une vaste connaissance générale et un bon esprit de synthèse. S'il avait de bonnes notes, il faisait aussi beaucoup de critiques.

« Quand il y avait injustice, incohérence, il était capable de mettre le doigt dessus et de nous le renvoyer », confirme Michèle Lemelin.

Devant des professeurs plus rigides, il éprouvait des difficultés. « J'ai eu des retenues, se rappelle Léo. Je me souviens de mon cours d'espagnol où je n'ai pas été un leader très positif. Je me suis d'ailleurs excusé auprès de l'enseignante. »

La lecture a toujours occupé une place importante dans sa vie. L'organisateur social américain Saul Alinsky et les mémoires de Barack Obama ont inspiré ses premières années de vie adulte.

Au cégep de Saint-Hyacinthe, où il a étudié en sciences humaines, une amie l'a encouragé à se joindre à l'association étudiante plutôt que de simplement se montrer critique.

Il a rapidement gravi les échelons jusqu'à se retrouver président de la Fédération étudiante collégiale du Québec. Il termine son deuxième et dernier mandat.

Se retrouver au cœur de la tempête est déstabilisant, reconnaît-il en louangeant l'équipe qui l'entoure.

Ce doit être difficile pour lui, pense son ancienne enseignante. « Il est sensible. Il a l'impression de faire la bonne chose et ça doit être difficile de se rendre compte que ce n'est pas tout le monde qui partage ses opinions. »

Son père croit qu'il devra prendre du recul pour se ressourcer. Une vision que partage son fils qui souhaite étudier en droit à l'Université de Montréal.

5 JOURS SEULEMENT!

25% DE RABAIS !

SUR APPAREILS KITCHENAID.

KitchenAid®
DÉTAILLANT SUPRÊME

ST-ROCH DE L'ACHIGAN
5 INDUSTRIELLE
450.588.7211
1.800.588.7202

MONTRÉAL (KIRKLAND)
17 850 TRANSCANADIENNE
514.695.7211
1.866.695.7211

LAVAL
1900 MARCEL-GAUVIN
450.681.7211

ST-HUBERT
2049 F.X. SABOURIN
450.462.7211
1.888.462.7211

www.jcperreault.com

Valide jusqu'au 25 avril 2012 seulement ou jusqu'à épuisement des stocks.
Malgré tout le soin apporté à la préparation de cette annonce, des erreurs ont pu s'y glisser. Si nous en trouvons, elles seront indiquées dans nos magasins. Livraison en sus. Tous droits réservés. Certains items peuvent avoir été vendus lors de la publication de cette annonce. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Applicable sur le prix de détail suggéré.

DERRIÈRE TOUS LES GRANDS NOMS... UN SEUL NOM

JCPerreault
Depuis 1967
MEUBLES • ACCESSOIRES • MATELAS • ÉLECTROS

Zoologie L'ours polaire, une espèce plus vieille que prévu

L'ours polaire est beaucoup plus vieux que prévu. L'espèce s'est séparée de l'ours brun il y a 600 000 ans et non 100 000 ans. Cela signifie qu'il est mieux équipé pour s'adapter aux changements climatiques, parce qu'il en a connu davantage.

Mais les mâles polaires ont continué à s'accoupler avec des ourses brunes pendant des centaines de milliers d'années, jusqu'à il y a 100 000 ans. Les ourses les choisissaient parce qu'ils étaient plus grands que les ours bruns.

« Les techniques génétiques ont progressé », explique l'auteur principal, Frank Hailer, de l'Université de Francfort, qui a travaillé sur des ours suédois. Il publie ses résultats dans la revue *Science*. « Jusqu'à maintenant, on avait réussi à n'analyser que l'ADN hérité de la mère. Comme les ours polaires mâles ont continué de s'accoupler avec des ourses brunes et à faire des enfants fertiles, on a pensé que les deux espèces s'étaient séparées il y a 100 000 ans. Mais quand on regarde le génome au complet, la séparation est beaucoup plus ancienne. »

Ce nouvel arbre généalogique signifie que l'ours polaire a vécu jusqu'à une dizaine d'ères interglaciaires, dont certaines ont vu l'Arctique complètement dépourvu de glace, comme on le prédit pour les étés de la fin du XXIe siècle. « On peut donc penser que l'ours polaire est plus résistant aux changements climatiques que prévu, dit le biologiste Frank Hailer. Mais je ne suis pas optimiste. Dans les dernières ères interglaciaires, il n'y avait pas la pression de la chasse et des activités humaines, ni la pollution. »

M. Hailer veut maintenant observer comment l'ours polaire a pu s'adapter à autant de changements climatiques. « Il faudra notamment voir si l'accouplement avec les ourses brunes a pu augmenter les perspectives de survie de l'ours polaire. »

— Mathieu Perreault

PHOTO FLORIAN SCHULZ, REUTERS

Enbridge est plus qu'une société pipelinière; nous sommes une société énergétique. C'est pourquoi nous investissons dans des sources d'énergie renouvelable et de remplacement telles que le projet éolien de Lac-Alfred au Québec. Les installations dans lesquelles nous investissons ont la capacité de produire suffisamment d'électricité pour alimenter plus de 270 000 foyers. Et tout en étant avantageux sur le plan commercial, ces investissements contribuent à nos efforts de neutralisation de notre empreinte écologique.

Enbridge livre certes l'énergie dont vous avez besoin tous les jours, mais elle tient aussi sa promesse : contribuer au mieux-être des collectivités. Ce n'est que l'une des raisons pour lesquelles Enbridge fait partie des 100 entreprises les plus engagées en faveur du développement durable dans le monde et des employeurs les plus écologiques du Canada.

Pour en savoir plus, visitez www.enbridge.com/NeutralFootprintFR.

ENBRIDGE
L'énergie à l'œuvre

LES ÉTIQUETTES ROUGES C'EST MAINTENANT !

Louez la **MATRIX 2012** À TRACTION AVANT à partir de **199 $*** /MOIS
LOCATION 60 MOIS
Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

Louez la **COROLLA CE 2012** à partir de **179 $*** /MOIS
LOCATION 60 MOIS
Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

0 $ D'ACOMPTE

Louez le **RAV4 2RM 2012** à partir de **288 $*** /MOIS
LOCATION 60 MOIS
Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

LES VACANCES DANS NOTRE MÉTIER, ON APPELLE ÇA LES ÉTIQUETTES ROUGES.

TOYOTA VENTE ÉTIQUETTES ROUGES

TOYOTA SERVICES FINANCIERS · PEA PROTECTION EXTRA-ATTENTIVE · PROGRAMME TOYOTA POUR LES DIPLÔMÉS**

Remise additionnelle disponible avec le programme FAITES DE L'AIR! †

Programme de location au détail de Toyota Canada inc. conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui louent un véhicule entre le 3 avril et le 30 avril 2012 chez un concessionnaire participant de la grande région de Montréal où vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. * Offres applicables aux modèles Corolla CE 2012 manuelle (BU42EM AA), Matrix manuelle à traction avant 2012 (KU4EEM AA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock. Les mensualités tiennent compte de la remise de 2 507 $ (Corolla CE 2012 manuelle BU42EM AA), de 2 460 $ (Matrix manuelle à traction avant 2012 KU4EEM AA) et de 2 147 $ (RAV4 2RM 2012 ZF4DVP AA). Franchise annuelle de 20 000 km. Frais de 0,07 $ / 0,07 $ / 0,10 $ du kilomètre excédentaire. Le montant exigé avant le début de la période de location est de 179 $ / 199 $ / 288 $. Les prix suggérés du fabricant des modèles Corolla CE 2012 manuelle (BU42EM AA), Matrix manuelle à traction avant 2012 (KU4EEM AA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock sont de 16 915 $ / 18 260 $ / 26 600 $, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 465 $ / 1 465 $ / 1 635 $ et la taxe sur le climatiseur de 0 $ / 0 $ /100 $. † Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesdelair.org. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 500 $) peut différer selon le modèle.

toyotaquebec.ca

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC

TOYOTA faire toujours mieux

ACTUALITÉS

Le Dr Mario Giroux ne pourra plus pratiquer à

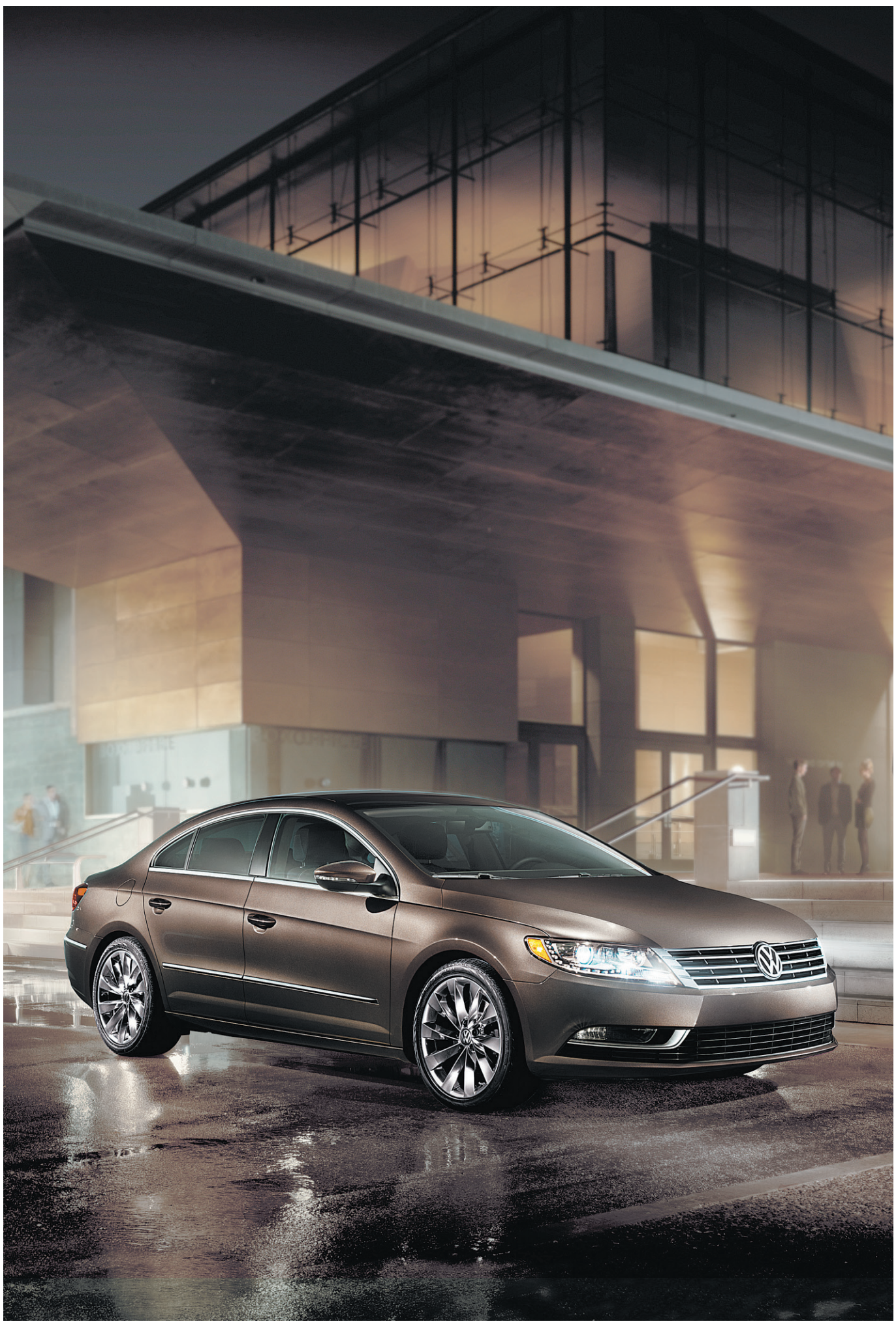
DAPHNÉ CAMERON

L'orthopédiste Mario Giroux vient d'essuyer plusieurs revers dans sa bataille juridique contre l'hôpital de Trois-Rivières pour faire lever de multiples sanctions disciplinaires qui lui ont été imposées. Le Tribunal administratif du Québec (TAQ) a décrété que l'établissement de santé a eu raison de ne pas renouveler son droit de pratique. Le tribunal punit aussi le médecin pour sa campagne médiatique « inexacte » et « exagérée » selon laquelle son obligation à se rendre disponible tous les jours de l'année, 24 heures sur 24, menaçait la sécurité des patients. Se disant déçu de la décision, le Dr Giroux compte maintenant déposer une demande de révision judiciaire devant la Cour supérieure.

Dans le volumineux jugement de 159 pages qui vient d'être rendu public, les juges administratifs Jean-Marc Dufour et Josée Caron se prononcent sur cinq requêtes déposées par le Dr Giroux contre le Centre hospitalier régional de Trois-Rivières (CHRTR).

Le litige remonte à 2008, lorsque le Dr Giroux a été exclu du groupe des orthopédistes du centre hospitalier, car il n'avait pas respecté les règles du service concernant le nombre minimum d'heures à assurer aux consultations externes et les semaines de

vw.ca



C'est une Volkswagen. Non, vraiment.

Admirez la classe dans une classe à part. Redessinée à l'avant et à l'arrière, la CC 2013 offre tout le confort et le raffinement d'une voiture beaucoup plus dispendieuse, avec en prime le style et la commodité qui ont fait la réputation de Volkswagen. Caméra de recul, climatisation à deux zones, phares bi-xénon adaptatifs (AFS) avec technologie à DEL sont tous de série. Sans oublier le moteur turbo TSI de 2,0 L développant 200 ch. Le moteur V6 de 3,6 L à injection directe FSI avec traction intégrale 4MOTION est, lui, offert en option. Vous avez envie de la voir de plus près? C'est normal. Et la meilleure place pour vraiment découvrir tout ce qu'elle offre se trouve derrière le volant.

Voici la nouvelle CC 2013.
À partir de 36 620 $*

Das Auto.

© Volkswagen Canada 2012. Le PDSF du modèle CC 2013 de 2 L neuf de base avec boîte manuelle à 6 vitesses est de 36 620 $ (frais de transport et inspection de prélivraison de 1 395 $, taxe d'accise de 100 $ sur le climatiseur inclus). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. CC TSI Highline 2013 de 2,0 L montrée : 41 470 $. Modèle montré à titre indicatif seulement. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Assurances, immatriculation, frais d'inscription, jusqu'à 46 $, au RDPRM, droits, options et taxes applicables en sus. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « 4MOTION », « TSI » et « Das Auto et dessin » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « CC » est une marque de commerce de Volkswagen AG. « FSI » est une marque de commerce de Audi AG. Visitez vw.ca ou votre concessionnaire Volkswagen pour les détails.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Parlement
Un agent de la SQ aurait épié les clients d'un hôtel

QUÉBEC — La Sûreté du Québec (SQ) mène une enquête au sujet d'un de ses agents qui aurait utilisé une caméra de surveillance de l'Assemblée nationale pour se rincer l'œil à travers les fenêtres d'un hôtel voisin. Selon les allégations d'un ex-employé de l'Assemblée nationale, rapportées plus tôt cette semaine par le quotidien *Le Soleil*, le policier voyeur se serait servi d'une caméra juchée sur le parlement pour observer les ébats et autres activités intimes de clients de l'hôtel Hilton, situé tout près. La manipulation illicite de la caméra de surveillance provenait du poste de contrôle de la SQ, a raconté l'ancien employé, qui travaillait comme gardien à l'Assemblée nationale pendant la dernière année. D'après son témoignage, corroboré par deux anciens collègues, la caméra 81 du parlement aurait été braquée sur les fenêtres éclairées de l'hôtel Hilton « à plusieurs occasions » pendant les quarts de nuit. Des activités généralement pratiquées dans la plus stricte intimité auraient alors été observées. Au Canada, le voyeurisme est un crime passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans.
— La Presse Canadienne

Ottawa
Aide financière de 12 000 $ aux parents d'enfants assassinés

SHERBROOKE — Les parents d'enfants assassinés ou disparus à cause d'un geste criminel recevront une aide financière du gouvernement fédéral. À compter de janvier 2013, une nouvelle prestation de soutien du revenu de 350 $ par semaine sera offerte à ces parents qui y auront accès pour un maximum de 35 semaines. Le premier ministre Stephen Harper a annoncé la nouvelle mesure hier, à Sherbrooke. Il a dit que les familles dans ces situations ont besoin d'argent supplémentaire pour faire face à la perte d'un enfant. « Cette aide financière ne pourra pas leur redonner justice. Toutefois, elle va contribuer à donner une chance aux parents des victimes de reprendre leur vie en main », a dit M. Harper qui faisait son annonce aux côtés du sénateur conservateur Pierre-Hugues Boisvenu, connu pour ses efforts en faveur des familles de victimes. Le gouvernement estime que 1000 familles canadiennes par année auront droit à ces prestations, même si Statistique Canada ne rapporte que 61 enfants victimes de meurtre, en 2010, l'année la plus récente pour laquelle des chiffres sont disponibles. Présente à l'annonce de M. Harper, Isabelle Gaston n'avait que de bons mots pour le premier ministre conservateur. Celle dont le drame a secoué le Québec – son ex-conjoint a assassiné ses deux enfants – a tenu à applaudir le premier ministre. « C'est le premier premier ministre qui a donné une écoute attentive, chaleureuse et humaine. C'est une image qu'on voit rarement dans les médias. Alors, je pense que c'est important de souligner les bons coups et pas seulement les mauvais », a-t-elle dit après l'annonce.
— La Presse Canadienne

congé qui lui sont accordées annuellement. Ses collègues lui reprochaient notamment de ne pas assurer le suivi postopératoire de ses patients et de confier à d'autres la prise en charge des cas moins intéressants rencontrés durant sa garde puis d'omettre d'en aviser ses collègues verbalement.

Après son exclusion, l'orthopédiste a hérité de la charge complète de tous ses patients hospitalisés et externes. Le Dr Giroux a déclaré que ce règlement équivalait à être disponible 24 heures sur 24, tous les jours de l'année. Il devait aussi traiter tous les cas d'urgence qui se présentaient pendant sa garde.

Mesures disciplinaires

Ce nouveau règlement a mené à plusieurs situations conflictuelles. Le Dr Giroux a notamment reçu une suspension de deux semaines, en octobre 2008, une autre de sept jours en avril 2009.

Dans sa décision, le TAQ confirme la suspension de deux semaines et fait passer de sept à trois jours la seconde sanction.

En juin 2009, le conseil d'administration de l'hôpital a décidé de ne pas renouveler les privilèges de pratique du Dr Giroux pour ses manquements disciplinaires. Il a également imposé une « réprimande sévère » à l'encontre du médecin pour son « manque de loyauté » dans ses affirmations médiatiques dans le cadre du processus judiciaire.

Dans sa décision, le TAQ va même plus loin que le conseil d'administration en remplaçant son blâme de « réprimande sévère » par la révocation de ses privilèges à titre de membre actif du CHRTR.

Meurtre d'une escorte

Huit ans de prison pour un travailleur mexicain

Le travailleur mexicain Victor Martinez Morales n'aura pas connu grand-chose du Québec à part ses prisons.

Le juge Claude Champagne l'a condamné, hier, à purger huit ans pour l'homicide involontaire de Mylène Dupuis, escorte de 21 ans. Le magistrat lui a aussi imposé une peine d'un an à purger de façon concurrente pour s'être livré à des voies de fait contre le proxénète de la jeune femme, Karl Pierre-Louis, surnommé Murder.

Cela faisait à peine un an que M. Martinez Morales résidait au Canada lorsque le crime s'est produit, le 19 février 2011. Sa famille avait tout misé sur lui. Il avait été désigné pour aller travailler au Canada et ainsi subvenir aux besoins de ceux restés au Mexique. Tout le monde s'était cotisé pour lui payer le billet d'avion.

L'homme de 35 ans a ruiné leurs espoirs en poignardant à mort l'escorte, après que cette dernière lui eut réclamé 20 $ supplémentaires. Morales était un client régulier de l'escorte depuis six mois.

« Je vais vivre avec mes cicatrices toute ma vie, et d'autres vivront avec des images d'horreur qui resteront à jamais gravées dans leur mémoire. À chacun son fardeau. »

— Sandra, mère de Mylène Dupuis

Le 19 février, la jeune femme se présente d'abord seule chez l'accusé, dans le quartier Saint-Michel, pour réclamer son dû. Ce dernier lui remet alors 20 $. Or, quelques minutes plus tard, elle se présente de nouveau à sa porte, cette fois-ci accompagnée du proxénète. Murder force alors la porte, muni d'un pistolet. Le proxénète l'avait déjà menacé quelques jours plus tôt avec un tournevis.

L'accusé poignardera la jeune femme à 14 reprises. Elle était « comme un mur » entre Murder et lui, a-t-il dit lorsqu'il a plaidé coupable plus tôt cette année. Il a expliqué que son geste était motivé par la colère et par la peur d'être tué par le proxénète.

La peine de huit ans de prison était une suggestion commune de la Couronne et de la défense. Les deux parties ne s'entendaient toutefois pas sur le calcul de la détention préventive. Le juge a donné raison à l'avocat de la défense, Martin Latour, qui demandait que chaque jour passé en détention préventive équivaille à une journée et demie de prison. Il reste donc à Morales six ans et trois mois à purger.

L'accusé a dû être placé en isolement de façon permanente après avoir été poignardé, probablement en guise de représailles. De plus, l'accusé ne parle que l'espagnol, ce qui rend les échanges avec les agents correctionnels difficiles. Sa famille restée au Mexique n'a pas les moyens de le visiter. Avant que le drame ne survienne, l'accusé travaillait dans une usine de poulets. Il sera vraisemblablement expulsé du Canada après avoir purgé sa peine.

« La disparition soudaine, inattendue et violente de Mylène Dupuis a eu un impact très important sur les membres de sa famille. La victime était toute jeune, enjouée et elle aimait la vie », a souligné le juge. La mère de Mylène, Sandra, était présente à l'audience. « Je vais vivre avec mes cicatrices toute ma vie, et d'autres vivront avec des images d'horreur qui resteront à jamais gravées dans leur mémoire. À chacun son fardeau », a-t-elle écrit dans une lettre destinée au juge.

— Caroline Touzin

tuango

Les meilleures aubaines en ville

Économisez 50 %
prix 118 $
valeur 236 $

118 $ pour une nuitée et petit déjeuner pour deux à L'Auberge du Lac Taureau

Achetez cette offre sur tuango.ca

PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

La Cour supérieure interdit de détruire les données québécoises du registre jusqu'à ce que la requête en injonction soit entendue. Elle ordonne aussi de continuer à mettre le registre à jour.

Données québécoises du registre des armes protégées

Victoire temporaire pour le Québec

CAROLINE TOUZIN

Le gouvernement du Québec se réjouit de la décision de la Cour supérieure rendue hier qui ordonne de protéger les données québécoises du registre fédéral des armes d'épaule jusqu'à ce que le tribunal entende la cause sur le fond, en juin prochain.

« C'est très certainement une victoire pour le Québec et le fédéralisme d'ouverture, de respect, d'égalité et de coopération auquel nous adhérons », a dit le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, lors d'un point de presse hier au palais de justice de Montréal.

Après avoir obtenu une injonction provisoire le 5 avril, puis une injonction interlocutoire hier, le ministre Fournier a comparé cette lutte devant les tribunaux à une partie de hockey au cours de laquelle le Québec a remporté les deux premières périodes. « Cela dit, la dernière période d'un match est toujours décisive. On débute cette troisième période avec une avance », a-t-il illustré.

Le ministre Fournier invite le gouvernement de Stephen Harper à mettre fin à la partie dès maintenant en aidant le Québec à mettre sur pied son propre registre en lui fournissant les données du registre canadien. « Le gouvernement fédéral ne peut pas se comporter comme s'il était le seul gouvernement au Canada », a-t-il indiqué. Québec avait déjà annoncé son intention de mettre sur pied son propre registre. Mais Ottawa refuse de lui remettre les données.

Le projet de loi fédéral sur la destruction du registre des armes d'épaule a obtenu la sanction royale au début du mois d'avril. Il n'a toutefois pas force de loi au Québec en raison de l'injonction.

Dans sa décision rendue hier, le juge de la Cour supérieure Marc-André Blanchard retient que, depuis la naissance du registre, on constate une baisse de la criminalité associée aux armes à feu sur le territoire québécois. Les « coûts associés au maintien du registre s'avèrent, somme toute, raisonnables », ajoute le magistrat.

Cette décision réjouit Heidi Rathjen, porte-parole du groupe Polysesouvient qui milite pour le contrôle des armes à feu depuis la tragédie de Polytechnique. « Non seulement l'injonction est prolongée, mais le juge a aussi repris plusieurs arguments de Québec selon lesquels le registre est efficace et a un coût raisonnable. Cela contredit les conservateurs qui martèlent que le registre est coûteux et inefficace », a-t-elle souligné.

Un litige « exceptionnel »

Le juge Blanchard interdit donc au gouvernement fédéral de détruire les données québécoises du registre d'ici à ce que la requête en injonction permanente soit entendue, du 11 au 13 juin prochains. Il lui ordonne également de continuer à le mettre à jour en ce qui concerne les données québécoises.

Québec invite le gouvernement fédéral à mettre fin à la partie en l'aidant à mettre sur pied son propre registre avec les données du registre canadien.

Le juge de la Cour supérieure a d'ailleurs souligné le caractère « exceptionnel » de ce litige. « Deux gouvernements, tous deux démocratiquement élus, proposent une vision diamétralement opposée de ce qu'il convient d'appeler le bien commun. À l'évidence, le remède recherché par le Québec mènera à la négation de la volonté du Canada, alors que la volonté de ce dernier prive le Québec, selon cette dernière, de la possibilité de mettre en œuvre un registre québécois des armes à feu englobant les armes d'épaule réellement efficace et à jour », analyse le juge.

Le magistrat se demande si les agissements du Canada dans ce dossier ne constituent pas une « tentative déguisée ou indirecte d'empêcher une province, en l'occurrence ici le Québec, de réglementer dans un domaine de sa compétence ».

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE.

L'ex-ministre de la Santé du Québec, Philippe Couillard.

Financement du réseau de la santé selon la performance

Couillard est d'accord

SARA CHAMPAGNE

L'ancien ministre de la Santé, Philippe Couillard, appuie l'idée de Québec, annoncée dans le dernier budget, de financer les établissements de santé selon leur performance. « Mais soyons prudents, prévient-il. Il ne faut pas financer l'épisode de soins selon un nouveau code de facturation, il faut financer le continuum de soins. »

Invité à participer à un comité de discussion lors du congrès annuel de l'Association médicale du Québec (AMQ), le neurochirurgien de profession n'a pas manqué de répéter qu'il n'a pas l'intention de se porter candidat pour qui que ce soit, avant de présenter sa vision aux médecins et professionnels de la santé. Selon le Dr Couillard, ce n'est pas vrai qu'il y a « un effondrement inéluctable » du réseau de la santé. « On est capables de soutenir un système de santé dont la charge augmente de 4 à 5 % chaque année », a-t-il affirmé.

Quant au financement à l'activité, qui est à l'étude à Québec, l'ancien ministre à l'origine de la création des centres de santé et de services sociaux estime qu'il faut le faire pour le patient et en fonction des établissements. « Ça peut être bien fait comme très mal fait, et donner un système de santé inflationniste. Il faut faire une gestion de la demande. »

Impression numérique

Promotion disponible
sur l'application Jean Coutu pour les iPhone, iPod Touch et iPad.*

9¢ photo 4x6*

* 60 fichiers différents ou plus de même format. Dimensions approximatives. Prix en vigueur en succursale et au www.jeancoutu.com/photo. Certaines restrictions s'appliquent. Détails en succursale. Téléchargez l'application Jean Coutu à partir du Apple App Store.

Obtenez 10$ de rabais* sur TOUS nos livres photo !

Livre photo *Édition souple*

Développé et mis en marché en exclusivité par le Groupe Jean Coutu

À partir de **9,99$** ~~19,99$~~

· Format 8x10
· Reliure souple
· Peut contenir de 20 à 120 pages

* Rabais applicable sur le prix régulier du livre photo classique, personnalisé ainsi que le nouveau livre photo Édition souple.

Jean Coutu

www.jeancoutu.com/photo

POLITIQUE

DOMINIQUE ANGLADE, PRÉSIDENTE DE LA CAQ

Acte de foi

NATHALIE PETROWSKI

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Quand les caméras des bulletins d'information s'arrêtent sur Dominique Anglade, elle semble toujours discrète derrière le chef François Legault. Lorsqu'on la rencontre, elle dégage exactement le contraire.

Dominique Anglade avait toutes les raisons du monde de ne pas accepter la présidence de la Coalition avenir Québec (CAQ). Elle venait d'accoucher de son troisième enfant. Elle allait être obligée de démissionner de son poste à la firme de consultants McKinsey. L'homme d'affaires Jacques Ménard insistait pour qu'elle refuse l'offre de François Legault. Un ministre influent du Parti libéral du Québec faisait de même. Dominique Anglade a préféré écouter sa voix intérieure. Trois mois plus tard, malgré la chute spectaculaire de la CAQ dans les sondages, elle demeure convaincue d'avoir fait le bon choix.

Un acte de foi. Un pur acte de foi. C'est ainsi que Dominique Anglade décrit son saut en politique et dans Fabre, où elle entend se présenter aux prochaines élections contre la ministre Michelle Courchesne. Depuis son arrivée à la présidence de la CAQ, Anglade n'a pas fait beaucoup de bruit sur la place publique ni galvanisé les foules et les médias. Quand les caméras des bulletins d'information la captent, elle est toujours cette figure discrète derrière le chef François Legault. Sans qu'elle soit une plante verte, on ne peut pas dire qu'elle déplace beaucoup d'air. Pourtant, lorsqu'on rencontre Dominique Anglade, elle dégage exactement le contraire. La poignée de main est ferme, le regard direct et l'attitude générale est celle d'une battante et d'une fonceuse, tendance bulldozer.

C'est son attachée de presse qui a appelé *La Presse* pour solliciter une entrevue dans la foulée du premier congrès de la CAQ, qui se termine aujourd'hui à Victoriaville. Le but ? Mieux faire connaître cette jeune femme d'affaires de 38 ans d'origine haïtienne, fille de Georges Anglade, homme de gauche qui a participé à la fondation de l'UQAM et qui a servi comme ministre sous le régime d'Aristide avant de périr avec sa femme Mireille, dans le séisme haïtien de 2010. J'avais déjà rencontré Dominique Anglade lorsqu'elle était célibataire, sans enfant et présidente de la jeune chambre de commerce. Qu'en était-il 10 ans plus tard ?

Dominique Anglade m'a donné rendez-vous au resto situé au-dessous de ses anciens bureaux chez McKinsey. Yeux verts, talons hauts, chemisier orange assorti à son sac à main, Dominique Anglade est un mélange de charme féminin et de détermination masculine. En 2003, lorsqu'elle travaillait à Nortel, le Parti libéral du Québec l'a courtisée très sérieusement. « Mais je ne le sentais pas, dit-elle. Pour faire le saut en politique, il faut être convaincu et, à ce moment-là, personne n'avait réussi à me convaincre que j'allais pouvoir faire une différence et avoir un impact. » Anglade en a profité pour terminer sa maîtrise en administration des affaires à HEC Montréal tout en continuant à présider la jeune chambre de commerce. En 2005, elle a quitté Nortel pour McKinsey, une multinationale de la consultation qui compte 15 000 employés et 93 bureaux dans le monde. Elle était déjà mariée à Helge Seetzen, un physicien et entrepreneur qui a vendu sa première entreprise de technologies de pointe à Dobly, en 2007, pour 30 millions. Les deux se sont rencontrés dans une fête d'Halloween à Vancouver. Anglade avait 24 ans, son futur mari, né en Allemagne, cinq ans de moins. Il était déguisé en fantôme et elle n'a jamais vu son visage de la soirée. Pourtant, le lendemain, il l'a appelée en lui disant qu'un jour, ils allaient se marier et avoir de nombreux enfants.

« Je me souviens de lui avoir dit : "Si tu veux qu'on se marie, il va falloir que tu viennes vivre à Montréal. Si ça ne t'intéresse pas, dis-le-moi tout de suite parce que, pour moi, c'est non négociable." En fin de compte, ils se sont mariés, ont eu trois enfants, ont vécu à Vancouver de 2006 à 2009 avant de revenir au Québec. Anglade concède que son séjour à Vancouver lui a fait du bien. Au moment de son départ, même si elle était considérée comme une des étoiles montantes du monde des affaires et qu'elle n'en finissait plus d'accumuler les prix et les distinctions, elle avait malgré tout le sentiment d'avoir un peu fait le tour du jardin. L'éloignement a été bénéfique sans pour autant faire perdre le goût du Québec à cette fédéraliste pure et dure. « On n'a pas besoin d'être souverainiste pour aimer le Québec. Moi, j'aime le Québec. Je le veux grand et fort. Ce qui s'y passe en ce moment, sur le plan de l'éducation, de la santé, des services, est inacceptable. Et une des raisons pour lesquelles j'ai décidé de suivre François Legault, c'est parce que j'ai senti chez lui à la fois une réelle volonté de faire les choses autrement, mais aussi la capacité de le faire. »

Anglade a rencontré Legault il y a 10 ans en l'interviewant pour un texte sur la négociation qu'elle rédigeait. Ils ont parlé pendant deux heures et se sont quittés un peu désolés de savoir qu'ils ne travailleraient jamais ensemble en raison de leurs allégeances politiques divergentes.

Dominique Anglade était trop jeune pour voter au référendum de 1980, mais à celui de 1995, elle a milité activement pour le NON à Polytechnique, où elle a fait sa formation d'ingénieure. Je lui demande si ses parents ont voté pour le OUI. Elle hésite. Elle aimerait dire que non, mais sa mémoire lui fait défaut. Pour la première fois, elle perd un peu de son assurance, attristée à l'idée qu'elle ne peut plus appeler ses parents pour valider le passé. Ce moment en janvier 2010, lorsqu'elle a dû faire le deuil de ses parents, gérer la succession et lancer la Fondation Kanpé qu'elle avait esquissée avant le séisme avec Régine Chassagne d'Arcade Fire, a été le plus éprouvant de sa vie. Pas étonnant qu'après ce qu'elle a vécu il y a deux ans, la chute vertigineuse de la CAQ dans les sondages et la perte de confiance dans le chef ne l'ébranlent pas. Malgré les soubresauts des derniers mois, la foi de Dominique Anglade est intacte. Son goût de la politique aussi. Quant à cet instinct qui l'a poussée à plonger il y a trois mois, l'avenir dira s'il était, oui ou non, de bon aloi.

« Une des raisons pour lesquelles j'ai décidé de suivre François Legault, c'est parce que j'ai senti chez lui à la fois une réelle volonté de faire les choses autrement, mais aussi la capacité de le faire. »

PRIX IMBATTABLES
VENTE DE FERMETURE
Mobiliers de chambres à coucher et salles à dîner

Les meubles Furniture Wholesalers
45, boul. Montpellier
514 274.8255 • www.furniturewholesalers.ca
Heures d'ouverture Lundi au vendredi: 9h30 à 17h • Samedi: 9h30 à 16h

Charest a « déshonoré » sa fonction

François Legault outré de la blague du premier ministre sur la manifestation étudiante d'hier

TOMMY CHOUINARD

VICTORIAVILLE — La blague de Jean Charest a donné de précieuses munitions à François Legault pour l'ouverture du congrès de fondation de son parti, hier. D'autant plus précieuses qu'il a essuyé un refus du président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), le Dr Gaétan Barrette, d'assister à l'événement.

M. Legault a appris la décision de M. Barrette – très attendue – tout juste avant de donner une conférence de presse. Mais le chef caquiste a trouvé sa ligne d'attaque dans la controverse soulevée par son adversaire libéral un peu plus tôt.

Jean Charest a « déshonoré » la fonction de premier ministre en tournant à la blague les violents affrontements qui secouaient le centre-ville de Montréal, a-t-il tonné. « C'est triste à dire, mais je pense qu'aujourd'hui, le Québec n'avait pas de premier ministre. [...] En connaissez-vous beaucoup des chefs d'État qui font des blagues alors qu'il y a une émeute à l'extérieur ? » Jean Charest doit s'excuser, selon lui.

M. Legault en a remis devant des militants enthousiastes en soirée. « Ce gars-là n'a plus la crédibilité, la légitimité pour gérer le Québec », a-t-il lancé sous des applaudissements nourris. Il a également accusé la chef du Parti québécois, Pauline Marois, d'avoir « les mains attachées avec les groupes de pression ». Elle a fait de nombreuses concessions aux « purs et durs » de son parti « pour acheter la paix », a-t-il ajouté.

Pour François Legault, le congrès de son parti est un « moment historique ». « Pour la première fois depuis 30 ans, on va avoir dans la même salle des gens qui ont milité » pour différents partis, a-t-il affirmé. Plus de 500 membres de la CAQ débattront de 59 propositions qui constitueront le programme de la Coalition avenir Québec (CAQ). Ils le feront pendant deux heures en atelier, puis pendant deux heures et demi en plénière. M. Legault s'est défendu de limiter les débats.

Gaétan Barrette absent

Gaétan Barrette n'y participera pas. Il a décidé de ne pas se rendre au congrès comme observateur. « En fin de semaine, lundi prochain et les jours suivants, je serai le président de la Fédération des médecins spécialistes », a tranché le Dr Barrette, dans un entretien à *La Presse*. « J'ai eu des hésitations, j'y ai jonglé, c'est vrai, mais je ne m'étais engagé auprès de personne », a-t-il insisté.

« En connaissez-vous beaucoup des chefs d'État qui font des blagues alors qu'il y a une émeute à l'extérieur ? »
— François Legault

Cette semaine, à la première de *Dérapages*, film de Paul Arcand, François Legault a fait de pressantes représentations, en public, pour convaincre le médecin d'assister au congrès de fondation de la Coalition. Le médecin y a réfléchi, mais a finalement rebroussé chemin, convaincu semble-t-il que les élections générales ne seraient pas déclenchées avant plusieurs semaines, peut-être même pas avant 2013.

Le Dr Barrette doit aussi être présent à un événement important de la FMSQ en début de semaine, et un détour de sa part à Victoriaville aurait transmis un message ambigu aux troupes. « Cela aurait porté ombrage à mon travail à la FMSQ, ma priorité demeure la Fédération. D'ailleurs, il n'y a pas d'élections en vue. Les intérêts de la Fédération seraient desservis si ma présence au congrès prêtait à confusion », a expliqué le Dr Barrette.

M. Legault a tenté de minimiser cette absence. « Tant que M. Barrette sera président de la FMSQ, il ne pourra pas s'associer à un parti politique. Et il n'y a rien de décidé de ce côté-là », a-t-il noté. Il a eu des discussions avec M. Barrette au sujet de la possibilité qu'il porte les couleurs du parti aux élections. « Ça n'a pas pour l'instant été conclu. Lorsqu'il y aura une annonce à faire, on la fera, mais ce ne sera pas en fin de semaine. »
— Avec Denis Lessard

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Selon le chef de la CAQ, François Legault, Jean Charest « n'a plus la crédibilité » ni « la légitimité » pour occuper la fonction de premier ministre du Québec.

LEGAULT DÉNONCE JACQUES MÉNARD ET LUC BEAUREGARD

François Legault accuse le président de BMO Québec, Jacques Ménard, et le fondateur de National, Luc Beauregard, de faire pression sur des candidats « pressentis » pour les dissuader de retirer leur appui au Parti libéral. Les deux hommes d'affaires et des organisateurs libéraux font des appels pour « faire peur » à ces personnes, « pour essayer de les décourager », a-t-il dit. Hier, le chef caquiste a présenté sept candidats, dont l'ex-animatrice et journaliste à la télévision Nathalie Roy dans Montarville, au sud de Montréal. Il en a annoncé 45 jusqu'à maintenant, ce qui inclut les députés.

VOICI LA MINI COOPER KNIGHTSBRIDGE 2012.

LA TAILLE NE COMPTE PAS QUAND ON EST BIEN ÉQUIPÉ.

Une édition spéciale pour ce classique moderne par MINI avec un paquet d'extras, incluant :

- Toit ouvrant panoramique
- Sièges chauffants
- Bluetooth et interface audio USB
- Entretien périodique sans frais 3 ans / 50 000 km†
- Consommation d'essence : 5,3 l / 100 km (6,8 l / 100 km en ville)

MENSUALITÉ À LA LOCATION
289 $**
MONTANT DÛ À LA LIVRAISON : 3 326 $

PRIX DE VENTE
25 713 $
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

TAUX À LA LOCATION
2,9 %*
JUSQU'À 48 MOIS

L'OFFRE SE TERMINE LE 30 AVRIL 2012.

MINI 10 ANS

CONSULTEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR PLUS DE DÉTAILS.

MINI BROSSARD
8500, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450 445-MINI (6464)
MINIbrossard.com

MINI LAVAL
2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514 773-MINI (6464)
MINIlaval.ca

MINI MONT ROYAL
4070, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514 289-MINI (6464)
MINImontroyal.ca

ESSAYEZ-EN UNE

ENTRETIEN PÉRIODIQUE SANS FRAIS†

*Le taux de location est celui offert par Services financiers MINI sur approbation du crédit uniquement quant au modèle ci-après cité en stock: MINI Cooper Knightsbridge 2012. Offre à la location : pour une location de 48 mois, avec versement initial de 2329 $ (sur approbation de crédit) avec un taux d'intérêt annuel de 2,9 % comportant une mensualité de 289 $. Un montant de 3326 $ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte de 2329 $, un dépôt de sécurité de 289 $, la première mensualité, ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière, la taxe de recyclage de pneus ainsi que la taxe d'accise de 100 $. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 11 328 $. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. L'obligation totale pour la location est de 19 549,80 $ (incluant le dépôt de sécurité). Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km ; 0,15 $ du kilomètre excédentaire. Conditions générales : le concessionnaire peut louer (ou vendre) à prix moindre. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre est d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 avril 2012. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire MINI pour obtenir tous les détails. Les modèles MINI 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 3 ans ou 50 000 km, selon la première éventualité.
© MINI Canada, 2012. « MINI », le logo MINI, tous les noms de modèles MINI et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à MINI sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

POLITIQUE

L'Alberta, l'autre société distincte

VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Lorsqu'il est question de l'Alberta, on parle beaucoup de chiffres et de fiscalité: 0$ de dette publique, taux d'imposition unique de 10% pour tous les contribuables, 0% de taxe de vente provinciale...

Ces chiffres expliquent en gros ce que le gouvernement conservateur appelle ici « l'avantage albertain », mais ils ne disent pas tout. Il faut aussi regarder du côté de la démographie pour avoir un portrait plus complet de cette province riche qui carbure (c'est le cas de le dire) à fond la caisse ces temps-ci.

Au cours de la dernière décennie, un million de personnes sont venues s'installer en Alberta et un autre million devraient s'ajouter au cours des 10 prochaines années.

Aucune province ne s'approche d'une telle croissance démographique. De 2006 à 2011, la population a augmenté de 3,2 à 3,6 millions, une hausse de 11%, soit le double de la moyenne nationale. La ville de Calgary, à elle seule, a gagné 130 000 nouveaux habitants en cinq ans, une augmentation de 12,5%.

Une telle explosion démographique pose des problèmes d'infrastructures et provoque une flambée des prix des maisons. À Calgary, le prix moyen d'une maison est d'environ 450 000$ (selon diverses sources), alors que la moyenne canadienne se situe à environ 320 000$. Les nouveaux Calgariens à qui j'ai parlé au cours des derniers jours et qui ont acheté une propriété récemment ont plutôt déboursé autour de 500 000$ pour une maison unifamiliale en ville ou un bungalow en proche banlieue.

Le voyageur de passage à Calgary comprend vite qu'il est dans un marché particulier en cherchant à se loger. La semaine dernière, aucun hôtel des grandes chaînes (Sheraton, Delta, Hyatt, Marriott, etc.) du centre-ville n'avait de chambres à moins de 330$ la nuit! Ces prix baissent presque de moitié la... fin de semaine, puisque les voyageurs d'affaires désertent la ville.

Albertains d'adoption

Revenons à la démographie. Si les prévisions sont exactes, il y aura 4,6 millions d'Albertains en 2020, soit 2 millions de plus qu'au début du millénaire. La population aura donc presque doublé en deux décennies.

Certains observateurs avancent que ce grand nombre d'Albertains d'adoption expliquerait peut-être un autre chiffre surprenant: 41%, le très faible taux de participation aux dernières élections provinciales. La plupart des nouveaux arrivants ne seraient en Alberta que pour le travail, pour le fric, et ils ne s'identifient pas à leur province d'adoption.

D'autres, par contre, pensent que ce flot de nouveaux Albertains pourraient expliquer la montée d'un nouveau parti plus à droite, comme le Wildrose, qui promet moins de dépenses publiques, plus d'argent dans les poches des contribuables et qui prône un développement accéléré des ressources naturelles, donc de nouveaux emplois et une croissance soutenue.

Au cours de la dernière décennie, un million de personnes sont venues s'installer en Alberta et un autre million devraient s'ajouter au cours des 10 prochaines années.

Le Wildrose s'engage aussi à verser des « dividendes énergétiques » à tous les Albertains (travailleurs, retraités, enfants), un chèque (300$ dès 2015 et qui augmenterait progressivement chaque année) à chaque personne tiré des profits du pétrole. Cette approche très *business* a de quoi séduire les « immigrants économiques » fraîchement débarqués en Alberta. D'autant plus que la vie est chère ici.

Les parents de jeunes enfants à qui j'ai parlé m'ont dit payer entre 800$ et 1200$ par mois par enfant pour la garderie. Pour deux enfants, cela fait entre 1600$ et 2400$ par mois. Évidemment, ils récupèrent une partie de ces frais à la fin de l'année financière, mais ça fait tout de même de jolis déboursés mensuels.

Test en santé

Société distincte (elle aussi!) à bien des égards, l'Alberta pourrait, sous un gouvernement du Wildrose, enclencher une autre révolution, sur le front de la santé cette fois.

Vache sacrée dans ce pays, le « medicare » (assurance maladie) pourrait connaître un bouleversement en Alberta. Ce ne serait pas la première fois, d'ailleurs. Le gouvernement de Ralph Klein, notamment, a plusieurs fois contesté la loi canadienne sur la santé en désassurant certains soins ou en ouvrant la porte au privé.

Le Wildrose, s'il est élu, promet que les gens recevront les traitements nécessaires dans des délais prévus, au-delà desquels ils pourront se faire traiter au privé, en Alberta ou ailleurs, aux frais de la province. Le hic, c'est qu'il y aura un prix plafond et que les patients devront payer la différence de leur poche. Cela constitue une voie indirecte vers le privé, selon les autres partis albertains. Si c'est le cas, il faudrait qu'Ottawa intervienne, mais voilà, les partis de l'opposition à Ottawa soupçonnent le gouvernement Harper de vouloir ouvrir des brèches dans la loi canadienne sur la santé.

Observations en vrac

Les clichés tenaces dépeignent l'Alberta comme une terre de cowboys réactionnaires, mais cette province sera tout de même la deuxième, seulement, dans l'histoire du Canada à élire une femme première ministre (ce sera soit Alison Redford, soit Danielle Smith) après l'Île-du-Prince-Édouard, en 1993.

Par ailleurs, les habitants de Calgary ont élu un jeune maire musulman (Naheed Nenshi) en 2010.

Il faut croire qu'il reste un peu de progressistes chez les conservateurs.

Dans un tout autre département, celui du financement des partis politiques, l'Alberta accuse toutefois un certain retard.

Contrairement au Québec et au fédéral, l'Alberta autorise encore les dons d'entreprises et des syndicats, soit 15 000$ par année et 30 000$ en année électorale.

Quant au financement privé des courses à la direction des partis, c'est le Far West.

Pour joindre notre chroniqueur: **vmarissal@lapresse.ca**

À CHACUN SON CHOIX
ARTS
Tous les jours dans *La Presse*

NPD Mulcair précise sa position sur la marijuana

OTTAWA — Thomas Mulcair a clarifié hier sa position sur le cannabis, en indiquant qu'il croyait que personne ne devrait aller en prison pour la possession de quelques joints. Le nouveau chef du NPD a créé la confusion, récemment, à propos de la position de son parti sur la question, lorsqu'il a déclaré que la décriminalisation de la marijuana serait une erreur. Il semble qu'il faisait plutôt référence à la légalisation complète du cannabis. Le porte-parole néo-démocrate George Soule a précisé que l'appui de longue date du NPD en faveur de la décriminalisation n'avait pas changé avec l'élection du nouveau chef, qui est entré en fonction il y a un mois seulement.
— La Presse Canadienne

Immigration Aide bonifiée aux interprètes afghans

OTTAWA — Les interprètes qui ont travaillé pour le Canada lors de la guerre en Afghanistan pourront immigrer ici plus facilement. Plus de 500 personnes ont déposé leur candidature pour le programme d'aide aux Afghans qui courent des risques personnels extraordinaires en lien avec leur soutien de la mission canadienne à Kandahar. Des milliers de jeunes Afghans ont trouvé un travail auprès des forces occidentales pendant la guerre dans leur pays, malgré le fait que cela équivalait pour ainsi dire à se faire peindre une cible dans le dos. Pour entrer au Canada, toutefois, ils devaient prouver que leur vie avait été mise en danger, et plusieurs se sont fait dire que leur demande n'était pas recevable. Les nouvelles règles vont faciliter le processus pour eux.
— La Presse Canadienne

Famille Mansaré Nouvel ordre d'expulsion

MONTRÉAL — Un nouvel ordre d'expulsion a été émis contre les Mansaré, cette famille guinéenne ayant déjà évité trois fois le renvoi, a rapporté hier soir Radio-Canada. Cette fois-ci, l'Agence des services frontaliers du Canada a ordonné que le départ se fasse en deux temps: la mère, Kankou Keita Mansaré, partira demain avec ses deux plus jeunes garçons alors que son fils aîné et ses deux filles quitteront mardi. L'avocat du clan, Me Salif Sangaré, a présenté une requête de sursis devant une cour fédérale afin d'empêcher cette nouvelle tentative d'expulsion. Si un juge accepte de l'entendre, une décision pourrait être rendue avant demain. La famille Mansaré fonde sa demande de résidence sur des motifs humanitaires.
— La Presse Canadienne

lait PRÉSENTE
FÉRIA DU VÉLO DE MONTRÉAL
EN COLLABORATION AVEC
Jean Coutu
PLUS QUE 3 JOURS
INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 24 AVRIL
LE TOUR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL | Dimanche 3 juin
UN TOUR LA NUIT | Vendredi 1er juin
LE DÉFI MÉTROPOLITAIN | Dimanche 27 mai
ET ÉCONOMISEZ JUSQU'À 37 % SUR LES TARIFS DE DERNIÈRE MINUTE
REJOIGNEZ SAINT-LAURENT, SAINTE-CATHERINE, SAINT-JOSEPH, SAINT-VIATEUR, SAINT-DENIS, SAINT-DOMINIQUE, SAINT-MICHEL ET SAINT-URBAIN POUR VIVRE...
UN DIMANCHE AU PARADIS
LE TOUR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL
DIM 3 JUIN 2012
Pour tout savoir et s'inscrire
Aire bleue Info-Féria | GazMétro
velo.qc.ca 514 521-velo
Desjardins stm TOURISME Montréal metro
NRJ Rouge 107,3 fm LA PRESSE Montréal Québec

MAXIMISER LE RÉSULTAT DE VOS EFFORTS
AFFINEMENT DE LA SILHOUETTE
RAFFERMISSEMENT CUTANÉ
TRAITEMENT DES VARICES AU LASER
ÉLIMINATION DES BOURRELETS
TRAITEMENT DE LA CELLULITE
PROGRAMME D'ENTRAÎNEMENT SPORTIF ET INTENSIF POWER PLATE
CONSEILS NUTRITIONNELS ET PERTE DE POIDS
MASSOTHÉRAPIE DE DÉTENTE ET THÉRAPEUTIQUE
MédIME, chef de file dans le domaine de l'esthétique médicale, offre aussi une expertise de soins complets pour le visage et le corps. Traitements correctifs et rajeunissants par injection et plus de 15 technologies laser disponibles.
La philosophie de Médime vise à offrir une approche naturelle, à la fois corrective et préventive. La clinique est constituée d'une équipe médicale et paramédicale de 24 membres et vous offre, depuis déjà 8 ans, ses services, du lundi au samedi.
WWW.MEDIME.COM
Notre site Internet indique la panoplie exceptionnelle des soins offerts, et ce, toujours sous supervision médicale. Pour une évaluation sans frais: 514 739-7444
MédIME Institut de médecine esthétique
Dr JEAN-FRANÇOIS TREMBLAY, MD, CM, FRCPC, dermatologue
directeur médical Clinique Médime, Montréal
LE SANCTUAIRE DU MONT-ROYAL • 6100, du Boisé, bureau 114, Montréal H3S 2W1
514 739-7444 • www.medime.com

CRUZE LS

- Consommation d'essence de 4,9 L/100 km sur route (Cruze Eco)[1]
- Gagnant du titre « Meilleur achat » de Consumers Digest
- 10 sacs gonflables de série

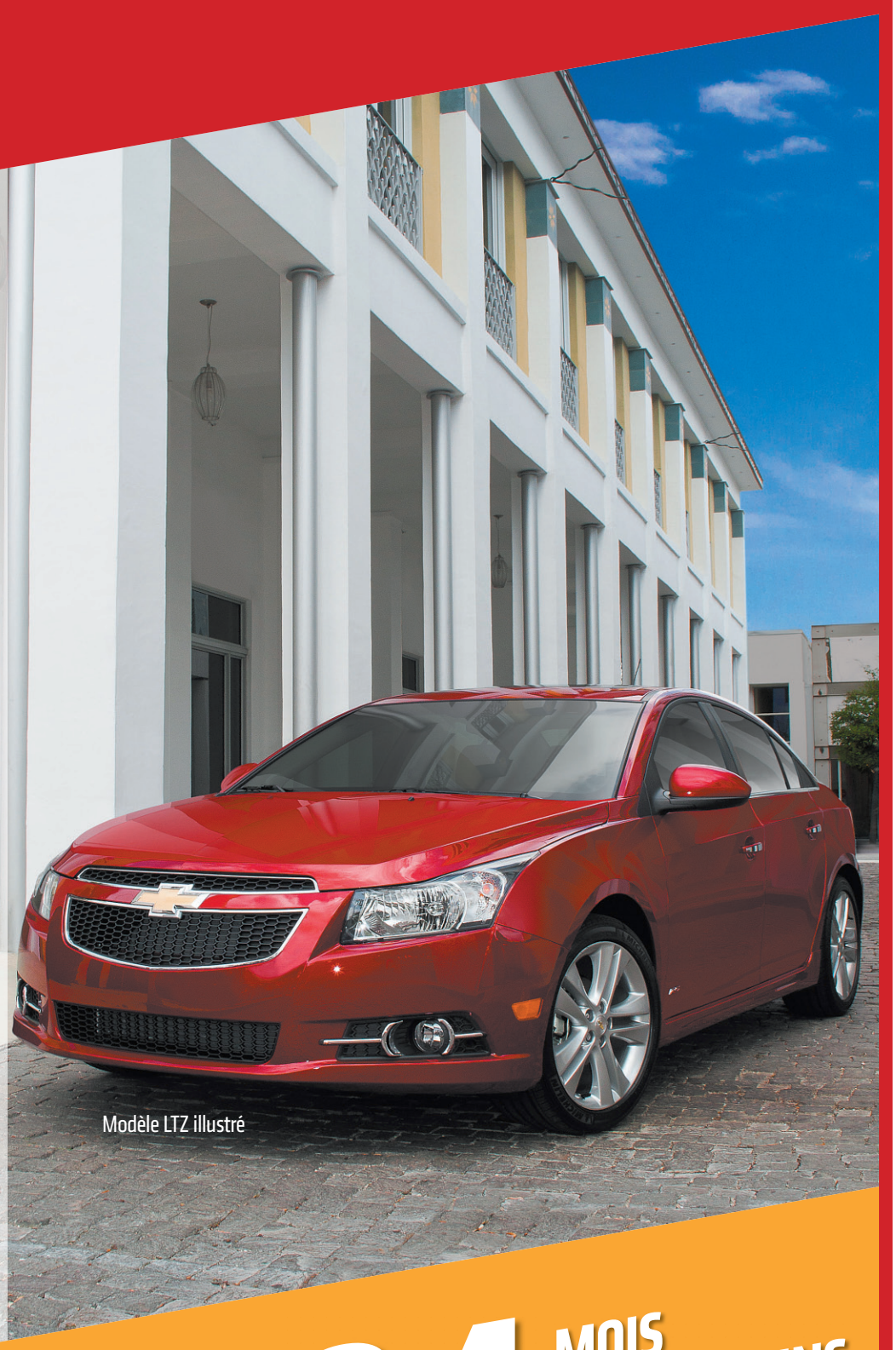
PRIX À L'ACHAT

16 999 $[2]

FINANCEMENT À L'ACHAT 72 MOIS

109 $[2] aux deux semaines **0 % 0 $** de comptant

Comprend transport



Modèle LTZ illustré

FINANCEMENT À L'ACHAT 0 % JUSQU'À 84 MOIS SUR CERTAINS MODÈLES[3]

Modèle 5 portes LTZ illustré

SONIC LS 2012 BERLINE

- Téléphonie Bluetooth[MD] de série
- Moteur ECOTEC de 1,8 L développant 138 ch

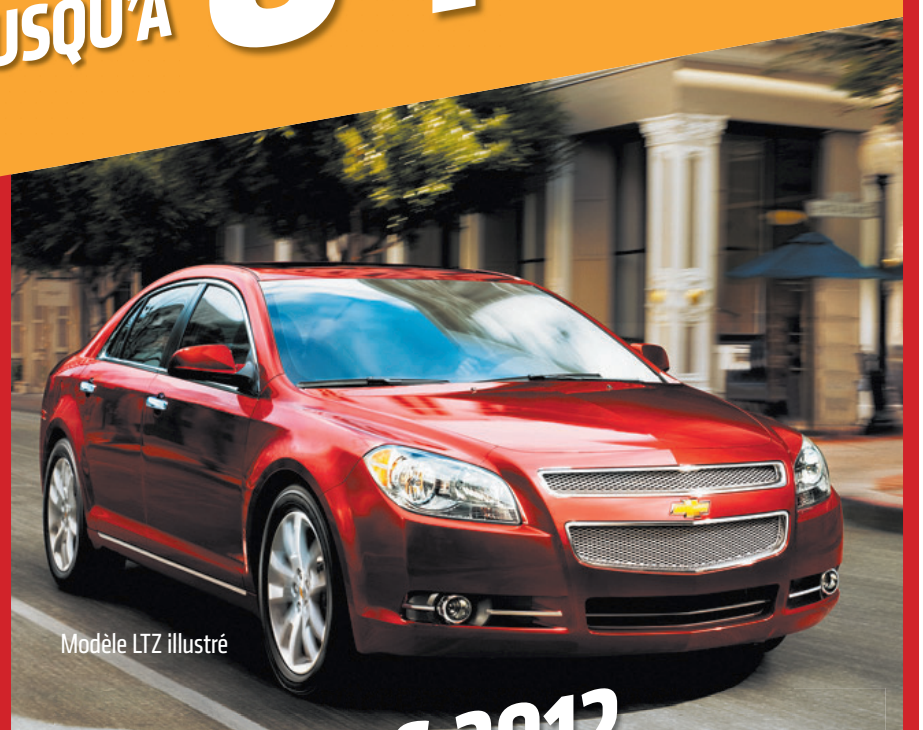
PRIX À L'ACHAT

15 499 $[2]

FINANCEMENT À L'ACHAT 72 MOIS

99 $[2] aux deux semaines **0 % 0 $** de comptant

Comprend transport



Modèle LTZ illustré

MALIBU LS 2012

- Gagnant du titre « Meilleur achat » de Consumers Digest pour la 4e année consécutive
- Roues de 17 pouces

PRIX À L'ACHAT

24 999 $[2]

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS

299 $[2] mois **0 % 0 $** de comptant

Comprend transport et taxe de climatisation

GM Canada

LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS / 160 000 KM*
- GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
- ASSISTANCE ROUTIÈRE
- TRANSPORT DE COURTOISIE

* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

500 $ DE PRIME GM POUR ÉTUDIANTS*

CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.

offreschevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 suivants: Cruze (1PJ69/1SA), Sonic (1JU69/1SA) et Malibu (1ZG69/1SA) Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Consommation établie selon la méthodologie approuvée par Transports Canada pour la Cruze avec moteur de 1,4 L et boîte manuelle 6 vitesses spécifique au modèle ECO avec surmultipliée à trois cônes. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 2. Prix à l'achat de 16 999 $ pour Cruze, 15 499 $ pour Sonic berline et 24 999 $ pour Malibu. Total de 156 paiements effectués aux deux semaines, basés sur un financement à l'achat de 72 mois, à un taux de 0 % pour Cruze et Sonic. Total de 182 paiements effectués par mois, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux de 0 % pour Malibu. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD Crédit. Transport (1 495 $) et taxe de climatisation (100 $) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Exemple : basé sur un financement de 15 499 $ à un taux annuel de 0 %, le paiement aux deux semaines est de 99 $ pendant 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 499 $. 3. Financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD jusqu'à 84 mois sur Malibu 2012 et jusqu'à 72 mois sur Sonic et Cruze. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple : basé sur un financement de 24 999 $ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 299 $ pendant 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 24 999 $. * Les étudiants ou les diplômés récents sont admissibles à un rabais de 500 $ (taxes incluses) applicable à l'achat ou à la location d'une Sonic ou Cruze 2012 neuve admissible livrée entre le 4 janvier 2012 et le 3 janvier 2013. Le véhicule doit être immatriculé uniquement au nom du demandeur (mais les contrats peuvent être cosignés) pendant un minimum de 6 mois et 12 000 km. Détails du programme chez votre concessionnaire, y compris l'admissibilité des demandeurs et des véhicules. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

LE TOUR DU GLOBE

PHOTO AP

Norvège **Breivik se dit « très sympathique »**

Anders Behring Breivik, jugé pour avoir tué 77 personnes l'an dernier en Norvège, a affirmé être quelqu'un de « très sympathique en temps normal », rejetant toute idée de folie mais expliquant avoir dû refouler ses émotions pour pouvoir perpétrer son carnage. Il a raconté ce massacre hier en détails et sans aucun signe d'émotion.
– AFP

PHOTO AP

Corée du Nord **Contre le président sud-coréen**

La Corée du Nord a organisé un grand rassemblement dans la capitale Pyongyang pour « régler son compte » au président sud-coréen contre qui le régime stalinien se montre particulièrement virulent depuis le décès de l'ancien dirigeant Kim Jong-Il. Une caricature géante de Lee Myung-Bak le représentait la gorge tranchée.
– AFP

PHOTO AFP

Pakistan **Un avion de ligne s'écrase**

Un avion de ligne pakistanais avec 127 personnes à bord s'est écrasé dans des champs de blé alors qu'il essayait d'atterrir dans de mauvaises conditions météorologiques sur un aéroport situé près de la capitale, Islamabad. Selon le ministre de la Défense, il y a peu d'espoir de retrouver des survivants.
– AP

PHOTO AFP

Guinée-Bissau **La junte gonfle ses muscles**

La junte, qui a pris le pouvoir en Guinée-Bissau le 12 avril, s'est déclarée prête à « défendre l'intégrité » du pays en cas d'envoi, sous l'égide de l'ONU, d'une force militaire pour y rétablir l'ordre constitutionnel. « La Guinée-Bissau n'acceptera pas une force d'interposition », a déclaré le lieutenant-colonel Daba Na Walna.
– AFP

COOL COMME HILLARY CLINTON

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK – *Cool*. Il y a quatre ans, dans l'univers politique américain, ce mot rimait avec Barack Obama, qui incarnait le changement et l'espoir face à une Hillary Clinton déphasée par rapport à l'électorat démocrate et la révolution internet. Quatre ans plus tard, la secrétaire d'État américaine est celle à qui plusieurs journalistes et internautes américains accolent le mot *cool*, malgré ses 64 ans bien sonnés et quelques rides supplémentaires. Notre journaliste propose trois raisons pour expliquer la « résurrection d'Hillary Clinton ».

→ UN PHÉNOMÈNE VIRAL

Tout a commencé par un blogue publié sur la plateforme Tumblr par Adam Smith et Stacy Lambe, deux spécialistes en communication de Washington. Après être tombés sur deux photos montrant Hillary Clinton, verres fumées sur le nez, en train de consulter son BlackBerry dans un avion, ils se sont mis à penser aux textos quelle pourrait lire et envoyer en réponse.

Et c'est ainsi qu'est née l'idée de ce blogue humoristique composé d'une série de vignettes incluant une des photos de la secrétaire d'État collée à une image d'une autre personnalité, le tout accompagné de quelques lignes de dialogue. « Salut Hil, tu fais quoi là? » l'interroge Barack Obama dans une des vignettes. « Je dirige le monde », répond Hillary.

« Brunch? » lui demande l'actrice Meryl Streep dans une autre vignette, comme si elle lançait une invitation. « Évidemment », fait l'autre dans un texto.

Le blogue a connu un succès viral sur l'internet, au point où Hillary Clinton a cru bon d'inviter ses créateurs au département d'État.

PHOTO REUTERS

→ LE CŒUR À LA FÊTE

Hillary Clinton a contribué elle-même à la transformation de son image le week-end dernier en se rendant dans un bar de Carthagène, où elle participait au Sommet des Amériques, pour célébrer l'anniversaire d'une membre de son équipe.

Des photos la montrant en train de se trémousser sur la piste de danse du Café Havana et de boire une bière à la bouteille ont connu le même succès viral sur l'internet que le blogue du duo Smith et Lambe.

« Il n'y a rien de spécial à dire », a déclaré le lendemain un porte-parole du département d'État, Mark Toner. « Elle a simplement passé un très bon moment avec ses collègues en profitant de la vie nocturne de Carthagène. » *Cool*.

PHOTO REUTERS

→ LA PRÉFÉRÉE POUR 2016

Mais il y a plus. Hillary Clinton fait aussi rêver les démocrates, qui pensent déjà à l'élection présidentielle de 2016. Selon un sondage publié cette semaine, elle écrase tous les candidats potentiels de son parti, récoltant l'appui de 57 % des démocrates contre 14 % pour Joe Biden, 6 % pour Elizabeth Warren, 5 % pour Andrew Cuomo et 3 % pour Russ Feingold.

La chef de la diplomatie américaine répète qu'elle veut se retirer de la politique après son séjour au département d'État, mais les médias continuent à conjecturer sur son avenir. Certains vont même jusqu'à lui demander ce qu'elle répondrait à Barack Obama si celui-ci lui demandait de remplacer Joe Biden au sein du « ticket » démocrate en 2012.

« Cela n'arrivera pas », a-t-elle dit cette semaine à l'animateur de CNN Wolf Blitzer, qui lui posait cette question.

« Je ne suis pas d'accord », a répliqué ce dernier.

« Oh, well », a fait l'autre en souriant.

57 %

HILLARY CLINTON

14 %

JOE BIDEN

Zimmerman **« Je suis désolé »**

Un juge de Floride a accordé la liberté sous caution à George Zimmerman, accusé du meurtre de Trayvon Martin le 26 février, qui s'est exprimé pour la première fois publiquement et a dit être « désolé » aux parents du jeune Noir. La décision du juge Kenneth Lester d'accorder à George Zimmerman la liberté sous caution contre le paiement de 150 000 $ survient un mois et demi après la mort en Floride, de Trayvon Martin, un adolescent de 17 ans non armé, qui a suscité une vive émotion à travers tout le pays et réveillé le spectre du crime raciste.
– Agence France-Presse

G20 **Du financement pour le FMI**

Les pays riches et émergents du G20 se sont engagés hier à Washington à augmenter les ressources financières du Fonds monétaire international de plus de 430 milliards de dollars. « Il y a des engagements fermes pour accroître les ressources mises à la disposition du FMI de plus de 430 milliards de dollars », ont indiqué les ministres des Finances du groupe. Le FMI a donné la répartition de ces engagements, dont les plus importants sont celui de 150 milliards d'euros de la zone euro et 60 milliards de dollars du Japon.
– Agence France-Presse

MALI

Des civils en colère contre l'armée veulent se défendre contre les rebelles

MARC-ANDRÉ BOISVERT
COLLABORATION SPÉCIALE

BAMAKO — Guidado Touré est exaspéré. « Il ne doit plus y avoir de négociations. La solution sera armée », explique le quinquagénaire, d'une voix posée. Comme la plupart des habitants du nord du Mali, il n'est pas touareg. Mais toute sa région est sous le contrôle des indépendantistes touareg et des groupes islamistes alliés.

Les Maliens ont vu les rébellions touareg se multiplier depuis l'indépendance du pays. Mais celle entamée depuis janvier dernier est allée plus loin que les autres: jamais les rebelles n'avaient contrôlé et exigé la partition d'une région du nord du pays rebaptisée Azawad.

Pour contrer toute partition, M. Touré s'est joint à une milice d'autodéfense, le Mouvement patriotique Ganda Koye (MPGK), ou « maître de la terre » dans une des langues locales, le songhaï. Selon M. Touré, le MPGK compte 718 hommes qui s'entraînent près de Tessit, dans le nord du pays.

Ils ne sont pas seuls à vouloir prendre les armes. « On n'est pas contents. On est prêts pour combattre tout de suite et maintenant », affirme Alassane Maiga, étudiant de Bamako originaire d'une ville du Nord, Gao.

Charia

Il affirme que la maison de sa famille a été pillée et que deux de ses sœurs ont été violées. Des organisations non gouvernementales ont déjà sonné l'alarme au sujet d'exactions commises par les rebelles. Par ailleurs, certaines factions islamistes tentent d'imposer la charia, la loi islamique. « On n'a pas d'armes. Je ne sais pas du tout comment on fera. Mais j'irai libérer la ville. »

> **« On n'a pas d'armes. Je ne sais pas du tout comment on fera. Mais j'irai libérer la ville. »** — Guidado Touré

Guidado Touré et Alassane Maiga ne sont pas des extrémistes. Mais comme beaucoup de Maliens, ils sont en colère contre l'armée. « Nous ne laisserons pas la défense du territoire à l'armée. Ils ne sont que des porteurs d'uniforme, pas des militaires », dit M. Touré.

L'armée s'est complètement écrasée devant les rebelles. Plusieurs estiment que les militaires étaient plus intéressés par le fait de toucher leur solde que par les combats, d'où le nombre catastrophique de défections depuis le début des combats, en janvier dernier.

Il faudra plus que de bonnes intentions pour lutter contre les Touareg: ils sont plus d'un millier de combattants bien armés et comptant plusieurs années d'expérience en Libye, rentrés après la chute de Mouammar Kadhafi. La situation est inquiétante. Les ambassades et les organisations internationales ont évacué leur personnel non prioritaire. La Grande-Bretagne a fermé son ambassade, car elle jugeait la situation instable et imprévisible .

Le bureau de John Baird, ministre des Affaires étrangères du Canada, a publié il y a deux semaines un communiqué soulignant sa crainte que le Mali ne devienne un refuge pour le terrorisme international.

PHOTO TIRÉE DE LA TÉLÉVISION, AGENCE FRANCE-PRESSE
Des membres d'un groupe islamiste circulent à Tombouctou, au Mali.

Soudan Omar al-Bachir reprend la zone de Heglig

KHARTOUM — Le Soudan a célébré hier la reprise « par la force » de la zone stratégique contestée de Heglig, le Soudan du Sud évoquant pour sa part un repli volontaire sous la pression internationale. « Il n'y a pas eu de retrait. Nous les avons battus par la force », a lancé le président Omar al-Bachir, en uniforme militaire, devant des milliers de partisans réunis devant le siège de l'état-major de l'armée à Khartoum. Deux heures plus tôt, le président sud-soudanais avait annoncé un retrait de son armée, sans mentionner la contre-offensive annoncée par l'armée soudanaise contre cette ville ultrastratégique qui assure la moitié de la production de pétrole du Nord.
— Agence France-Presse

mazda
L'ÉVÉNEMENT ÉCONOMISEZ EN
MAZDA3
FINANCEMENT À L'ACHAT
0 % JUSQU'À 84 MOIS
SUR LES MAZDA3 GT¥

MAZDA3 SPORT GX 2012
ACHETEZ À PARTIR DE SEULEMENT
18 390 $ – 2 395 $ DE RABAIS
15 995 $*
FINANCEMENT À TAUX RÉGULIER

MAZDA3 GX 2012
LOUEZ À PARTIR DE SEULEMENT
169 $/36 mois†
995 $ COMPTANT

MODÈLE GS SKY ILLUSTRÉ
MODÈLE GS-L SKY ILLUSTRÉ

+ EN PRIME
CARTE D'ESSENCE‡
500 $
OBTENEZ UNE CARTE D'ESSENCE DE 500 $ À L'ACHAT D'UNE MAZDA3 GX 2012 ET D'UNE MAZDA3 SPORT GX 2012

JUSQU'À 1 000 KM AVEC UN SEUL PLEIN !▼
LA PLUS PUISSANTE ET LA PLUS ÉCOÉNERGÉTIQUE DE SA CATÉGORIE‡.
4,9 L / 100 km▼ sur route
7,1 L / 100 km▼ en ville
155 ch.
148 lb-pi de couple

TOP SAFETY PICK 2012
2012 PRIX DE QUALITÉ PERÇUE alg
En matière de qualité perçue, Mazda occupe le premier rang au Canada parmi les principales marques**.
MEILLEURE NOUVELLE TECHNOLOGIE SELON LE GUIDE DE L'AUTO MC 2012

DISPONIBLE AVEC LA
TECHNOLOGIE SKYACTIV
ÉCONOMIE D'ESSENCE ET PERFORMANCE ENFIN RÉUNIES

RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MAZDA OU CONSULTEZ LE MAZDA.CA POUR TOUS LES DÉTAILS.

ET VOUS, À QUOI CARBUREZ-VOUS ?
VROUM-VROUM

*Le prix à l'achat comptant de 15 995 $ annoncé pour une Mazda3 Sport GX 2012 (05XSS2AA00) inclus les frais de transport et de préparation (1 595 $) et un rabais à l'achat déduit du prix négocié avant les taxes; il ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. †Offre disponible pour la location au détail d'une Mazda3 GX 2012 (04XSS2AA00) neuve. Avec des mensualités de 169 $ pour 36 mois à un taux d'intérêt de 0,99 %, l'obligation totale du contrat de location s'élève à 7 097 $, ce qui comprend un acompte de 995 $. Les versements de location incluent les frais de transport et de préparation de 1 595 $ et un rabais à la location. Toutes les offres incluent les frais de transport et de préparation. Taxes en sus. ‡Selon les données du Guide de l'Auto 2012. ▲Selon la Insurance Institute for Highway Safety, ▼Cote de consommation ÉNERGUIDE établie à 4,9 L/100 km sur route/7,1L/100 km en ville pour la berline Mazda3 GS-SKY 2012 avec transmission automatique à 6 rapports. Ces estimations s'appuient sur des critères et des méthodes d'essais approuvés par le gouvernement du Canada. Les résultats réels peuvent varier. ¥Le taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 84 mois est disponible sur les Mazda3 GT 2012/Mazda3 Sport GT 2012. Exemple : Selon une entente type pour une Mazda3 GT 2012 (D41YG2AA00)/Mazda3 Sport GT 2012 (D51YG2AA00) au prix de 25 390 $/26 390 $ et un acompte de 0 $, à un taux de 0 %, le total des frais de financement étalés sur 84 mois est de 0 $, pour des mensualités de 302,26 $/314 17 $ et une obligation totale de 25 390 $/26 390 $. La durée de l'entente peut varier selon le modèle. Toutes les offres incluent les frais de transport et de préparation (1 595 $), ainsi que la surcharge pour l'air climatisé (100 $). ‡La carte d'essence de 500 $ est applicable à l'achat ou à la location d'une Mazda3 GX 2012 ou d'une Mazda3 Sport GX 2012 livrées avant le 30 avril 2012. **Pour en savoir plus sur le sondage sur la qualité perçue 2012, visitez le www.ALG.com. Les frais d'inscription au RDPRM, l'immatriculation, les assurances, les taxes, l'acompte et les autres frais du concessionnaire sont en sus et peuvent être exigés au moment de l'achat. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix inférieur. Il peut devoir loger une commande ou effectuer un échange sur certains véhicules. Achat ou location sur approbation du crédit pour les clients admissibles seulement. Ces offres sont valides jusqu'au 30 avril 2012, selon la disponibilité des stocks. Les prix peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Visitez le mazda.ca ou passez chez votre concessionnaire pour connaître tous les détails.

MONDE

L'Égypte qui bouge

AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

Il y a eu 18 jours d'euphorie. Puis, des mois de désillusions, de reculs et de défaites. L'écrivaine égyptienne Ahdaf Soueif s'en désole. Mais elle préfère se concentrer sur les victoires. Celles qui ont déjà été remportées. Et les autres, qu'elle croit toujours possibles.

C'est d'ailleurs ce parti pris pour l'ultime victoire qui explique le désordre chronologique de son dernier livre – *Cairo, My City, Our Revolution* –, où elle raconte sa ville natale, Le Caire, à travers les rassemblements fiévreux de la place Tahrir.

Son récit débute au moment des premiers rassemblements contre la dictature d'Hosni Moubarak, en janvier 2011. Ahdaf Soueif reconstitue ces événements, auxquels elle a participé, avec ses proches, et qu'elle a suivis pour le quotidien *The Guardian*.

Puis, elle appuie sur l'accélérateur et nous projette dans le fouillis postrévolutionnaire de l'été 2011. Avant de nous ramener vers la fameuse place où un régime aux abois s'apprête à dépêcher ses sbires montés sur des chameaux.

Pourquoi ces allers-retours dans le temps? « Parce que je voulais que mon livre se termine sur la chute de Moubarak, qu'il aboutisse à une victoire! »

Jeune soixantaine vibrante, les cheveux ondulés striés d'une bande blanche, Ahdaf Soueif est de passage à Montréal, ce week-end, à l'occasion du festival Metropolis bleu.

« Le paysage égyptien est mouvant, dynamique, ce n'est pas le moment de faire des théories, il faut agir », dit l'écrivaine qui a longtemps vécu entre Londres et Le Caire. Mais qui vit maintenant à plein temps dans son quartier de Zamalek.

Elle souligne que la nouvelle Égypte se reconstruit et se déconstruit à une vitesse folle. Récemment, les Égyptiens ont été plongés dans un électrochoc: Omar Souleimane, bras droit de Moubarak pendant les derniers jours de son règne, a annoncé qu'il présentait sa candidature à la présidentielle de juin.

Frères musulmans – lesquels juraient, il n'y a pas si longtemps, qu'ils ne brigueraient jamais la présidence! Même pas le temps de discuter de ces revirements de situation que l'actualité est déjà ailleurs.

Aux yeux d'Ahdaf Soueif, la décision de la Commission électorale fait partie de ces victoires qui sont gagnées, centimètre par centimètre, par ceux qu'elle considère comme les défenseurs de la révolution égyptienne.

Autre victoire: les islamistes, qui ont gagné les législatives de novembre et ont réussi à prendre le contrôle de la commission chargée de rédiger la future constitution égyptienne, viennent d'être renvoyés à leurs planches à dessin. Un tribunal a jugé que, telle que constituée, cette commission était illégale.

PHOTO KHALIL HAMRA, ASSOCIATED PRESS

« Les 18 jours de révolution représentent le pays que nous voulons. Notre travail, aujourd'hui, c'est de continuer à pousser dans la bonne direction. » — Ahdaf Soueif, auteure de *Cairo, My City, Our Revolution*

Nous commençons par parler de son livre, mais inévitablement, nous débouchons sur le terrain de la politique. Difficile à éviter quand on parle de ce pays où tout bouge si vite que des réflexions faites en octobre paraissent presque anachroniques, aujourd'hui.

« Quelques semaines plus tôt, cela aurait semblé complètement impensable. Mais quelques jours plus tard, il était hors jeu. »

C'est que la Commission électorale égyptienne a disqualifié ce candidat, en même temps qu'une dizaine d'autres, dont un leader des

« Les 18 jours de révolution représentent le pays que nous voulons, dit l'écrivaine. Notre travail, aujourd'hui, c'est de continuer à pousser dans la bonne direction. »

Mais y a-t-il encore un « nous », dans cette nouvelle Égypte divisée entre d'innombrables factions? « Oui, tranche l'écrivaine. Ce "nous" est formé d'un noyau de gens qui croient en une société juste, libre, qui respecte les droits de la personne. »

Devant eux, il y a tous ceux qui s'accrochent à l'ordre ancien. À commencer par le Conseil militaire suprême qui n'hésite pas à recourir à la violence pour garder le pouvoir.

Quand elle y pense, Ahdaf Soueif se dit que les protestataires n'auraient jamais dû quitter la place Tahrir après le départ de Moubarak, le 11 février 2011. Qu'ils ont été naïfs de croire les dirigeants de l'armée quand ceux-ci ont promis de remettre le pouvoir aux civils.

Mais la place Tahrir peut toujours servir. Hier, ils étaient des dizaines de milliers à y réclamer la fin du régime militaire. Ahdaf Soueif est certaine qu'ils viendront à bout de la dictature militaire. Tandis que les islamistes les plus radicaux se discréditeront, eux, par leurs mesures impopulaires.

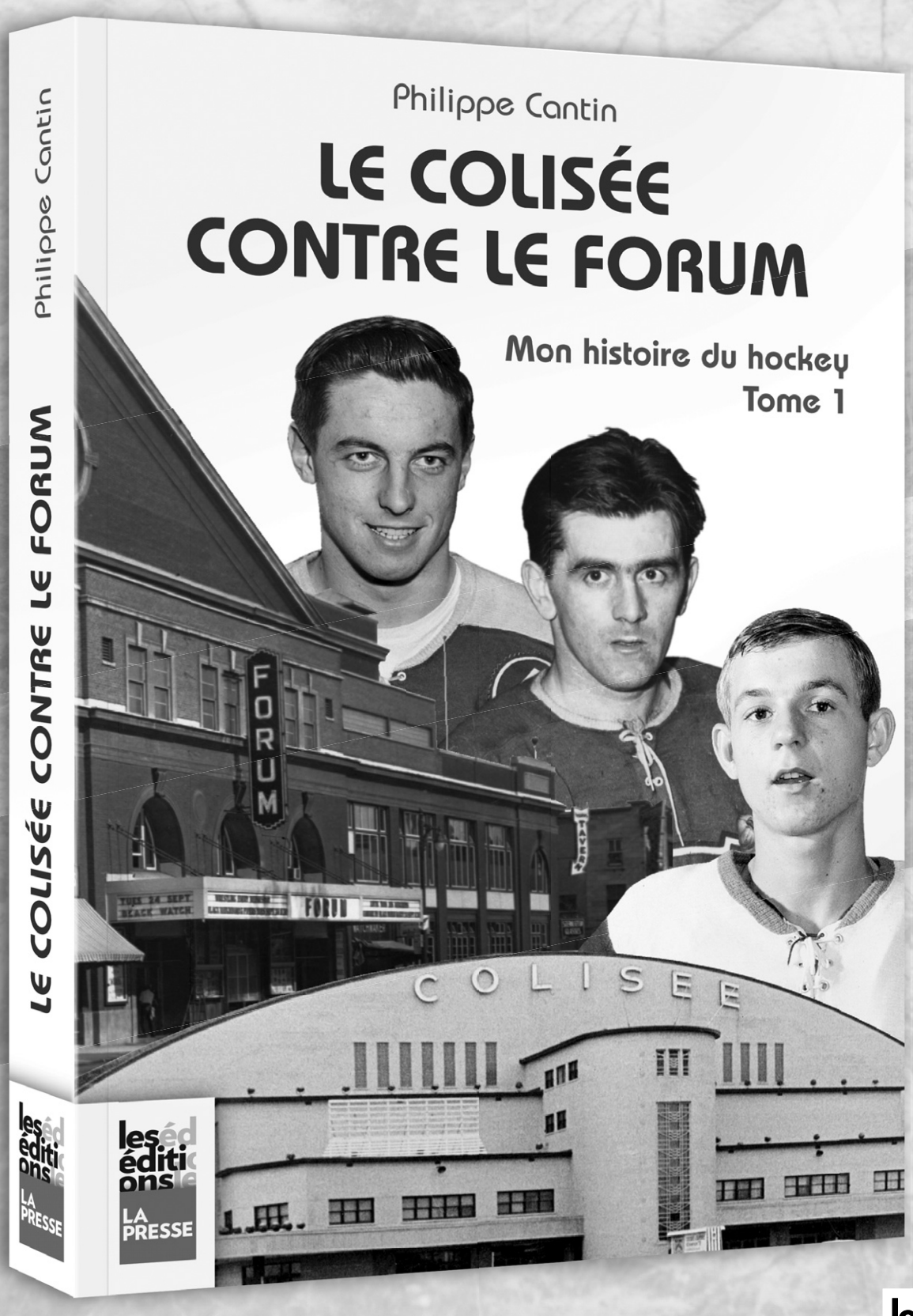
Ça va prendre du temps: deux ans, trois peut-être, selon elle. Et d'ici là, il y aura des hauts et des bas. « Mais nous avons assez d'optimisme pour continuer à nous battre. »

■■■

Les réflexions d'Ahdaf Soueif ne concernent pas uniquement l'Égypte. Les printemps arabes ont produit des inquiétudes et des déceptions également en Tunisie, et plus encore en Libye. Avant de condamner à l'échec les rêves et les idéaux de ceux qui y ont courageusement combattu des régimes féroces, donnons-leur donc une chance de terminer leurs révolutions. Deux ans, ou trois. Avec des hauts et des bas.

« C'est fascinant, ça se lit presque comme un roman à intrigue! »
- Robert Frosi, *Radio-Canada*

« Je le dis et j'insiste, les amateurs de hockey vont trouver leur bonheur ça c'est certain! »
- Michel Désautels, *Radio-Canada*



Offert en librairie ou sur
librairie.lapresse.ca

PHOTO REUTERS

Grand Prix de Bahreïn

Des milliers de manifestants dispersés par l'anti-émeute

DUBAI — Les forces anti-émeutes ont dispersé hier par la force des milliers de manifestants hostiles au pouvoir dans une banlieue de Manama, à deux jours du Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn dont l'annulation a été exclue par le prince héritier de Bahreïn.

Au premier jour des essais libres du Grand Prix au circuit de Sakhir, près de la capitale bahreïnie, l'écurie Force India n'a pas participé à la deuxième séance en invoquant des « raisons logistiques ».

Les manifestants, rassemblés en fin d'après-midi dans la région de Boudaya, à 4 km à l'ouest de Manama, ont scandé « À bas la dictature », « Révolte jusqu'à la victoire ». Certains portaient des T-shirts, barrés de l'expression « Prêts à mourir pour Bahreïn », selon des témoins. Plusieurs manifestants ont été blessés par les forces antiémeutes, intervenues « violemment » pour disperser les protestataires, selon un communiqué du Wefaq, principal groupe de l'opposition chiite.

Les manifestations à répétition, à l'appel de l'opposition chiite qui réclame des réformes constitutionnelles dans ce royaume dirigé par une dynastie sunnite, ont conduit à un renforcement de la sécurité autour du circuit de Sakhir. De nombreuses voitures de police étaient postées autour de Manama, avec un véhicule blindé au bord de la route principale d'accès au circuit et des portiques de sécurité aux entrées du public pour des fouilles systématiques des sacs, selon des journalistes.

Mercredi, quatre membres de l'écurie Force India avaient vu un cocktail Molotov exploser devant leur voiture alors qu'ils étaient pris dans un embouteillage sur le chemin de l'hôtel, mais aucun n'a été blessé.

Les troubles ayant émaillé les manifestations des derniers jours sont restés limités aux villages chiites éloignés du circuit, alors que les autorités ont arrêté près d'une centaine d'animateurs et de militants du mouvement.

Le prince héritier bahreïni, Salmane Ben Hamad Al-Khalifa, a écarté toute possible annulation du Grand Prix de demain, comme cela avait été le cas l'an dernier en raison des troubles dans son pays.

—Agence France-Presse

AUTRE TEXTE EN PAGE 6 DES SPORTS

Marée noire dans le golfe du Mexique, deux ans plus tard

Le désastre n'est pas fini

JORDAN FLAHERTY
AGENCE FRANCE-PRESSE

LA NOUVELLE-ORLÉANS — Des dauphins morts s'échouent toujours avec une effarante régularité sur le rivage, le corail étouffe sous une couche de pétrole: deux ans après la pire marée noire de l'histoire américaine, le golfe du Mexique est loin d'avoir pansé ses plaies. Le 20 avril 2010, une déflagration secoue la plateforme *Deepwater Horizon*, exploitée par BP. Onze employés sont tués. Du pétrole commence à s'écouler dans la mer. Il faudra 87 jours pour venir à bout de la fuite par 1500 mètres de profondeur. En près de trois mois, 780 millions de litres de brut se seront écoulés dans le golfe du Mexique.

La catastrophe écologique ne fait plus depuis longtemps la une de la presse américaine, pourtant, les pêcheurs et les habitants du pourtour du Golfe continuent à retrouver des crevettes sans yeux ou des crabes criblés de trous. Des analyses montrent que le killi, un petit poisson à la base de l'alimentation de nombreuses espèces, est infesté de produits chimiques. De plus «du pétrole se trouve toujours dans l'eau», assure Wilma Subra, chimiste et militante qui analyse régulièrement la faune et la flore du golfe du Mexique. «Le pétrole est toujours présent dans les marais, dans les estuaires et sur les plages. Les gens continuent d'y être exposés.»

Il est encore bien trop tôt pour prévoir les impacts à long terme de cette catastrophe sur l'écosystème du Golfe. Ses effets pourraient se faire sentir sur «plusieurs générations». Mercredi, BP a dit avoir conclu un accord à l'amiable de 7,8 milliards de dollars pour «la majorité des pertes économiques de particuliers ainsi que les dommages sanitaires». Mais l'accord ne comprend pas les plaintes déposées par les actionnaires et entreprises touchés par le moratoire sur les forages dans le golfe du Mexique. La facture finale de l'accident est donc encore loin d'être connue. Cruelle ironie du sort: au moment de la marée noire, les pêcheurs étaient à peine en train de se remettre du passage dévastateur de l'ouragan *Katrina*, cinq ans plus tôt.

PHOTO SEAN GARDNER, REUTERS

Les travaux de nettoyage amorcés il y a deux ans autour du golfe du Mexique sont loin d'être terminés .

HAUTEMENT PROFESSIONNEL

CAPACITÉ DE REMORQUAGE JUSQU'À 10 700 LB

SIERRA SL 2012 À CABINE ALLONGÉE

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS
149 $[1] aux deux semaines
0 $ de comptant

PRIX À L'ACHAT
24 599 $[1]

Comprend transport, taxe de climatisation et 1 000 $ d'accessoires chromés.

Modèle SLT illustré

ÉQUIPÉ DE 1000$
D'ACCESSOIRES CHROMÉS
SANS FRAIS ADDITIONNELS*

MARCHEPIEDS
POIGNÉES DE PORTE
RÉTROVISEURS

TERRAIN SLE 2012

- Rendement éconergétique de 6,1 L/100 km sur route
- Moteur ECOTEC[MD] 4-cyl. de 2,4 L développant 182 HP
- Freins ABS avec aide au freinage d'urgence et au démarrage en pente
- Système StabiliTrak[MD] et traction asservie

LE PLUS SÉCURITAIRE, TROIS FOIS PLUTÔT QU'UNE.

MEILLEUR CHOIX SÉCURITAIRE DE L'IIHS TROIS ANNÉES DE SUITE[2].

FINANCEMENT À L'ACHAT
0 % sur 72 mois[3]

Comprend le transport et la taxe de climatisation.

Modèle SLT illustré

LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS 160 000 KM*
• GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
• ASSISTANCE ROUTIÈRE
• TRANSPORT DE COURTOISIE
* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

GM Canada

GMC
OFFRESGMC.CA

L'Association des concessionnaires GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2012 Sierra 2x4 à cabine multiplace (TC10753/15F) et Terrain (TLF26/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. * L'offre consiste en un ensemble d'accessoires chromés d'une valeur de 1 000$ (avant les taxes) et s'applique aux camions GMC Sierra 2012 de poids léger, à cabine allongée ou multiplace équipés du groupe PDJ («groupe PDJ»). L'offre s'adresse uniquement aux particuliers au Canada, pour des véhicules livrés entre le 3 février et le 30 avril 2012. Les clients qui choisissent de renoncer au groupe PDJ peuvent appliquer un rabais de 500$ (avant les taxes) sur le prix d'achat du véhicule. Certaines conditions et restrictions s'appliquent. 1. Prix à l'achat de 24 599$. Total de 182 paiements effectués aux deux semaines, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux de 2,99 %. Sur approbation de crédit d'Ally Crédit. Transport (1 495$), taxe de climatisation (100$, si applicable) et 1 000$ en accessoires chromés inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. Inclut un crédit à la livraison de 8 250$. Le rabais à la livraison est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est offert aux particuliers seulement. Exemple: basé sur un financement de 24 599$ à un taux annuel de 2,99 %, le paiement aux deux semaines est de 149$ pendant 84 mois. Le coût d'emprunt est de 2 712,69$, et l'obligation totale est de 27 311,69$. 2. Le GMC Terrain a été nommé Choix sécuritaire par excellence trois années consécutives par l'Insurance Institute for Highway Safety (IIHS). Pour en savoir plus, visitez iihs.org. 3. Financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit d'Ally Crédit pendant 72 mois. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Le versement mensuel est de 416,53$ pour 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0$, et l'obligation totale est de 29 990$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. Certaines conditions s'appliquent. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau — Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le versement mensuel et le coût du crédit peuvent varier selon le montant emprunté et le versement initial/échange. Exemple: basé sur un financement de 29 990$ à un taux annuel de 0 %, le paiement mensuel est de 416,53$ pour 72 mois. Le coût d'emprunt est de 0$, et l'obligation totale est de 29 990$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. Certaines conditions s'appliquent. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau — Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

FRANÇOIS
HOLLANDE
Parti socialiste

57 ans, né le 12 août 1954 à Rouen.

Diplômé de l'École nationale d'administration (ENA).

Premier secrétaire du Parti socialiste de 1997 à 2008.

DUEL SARKOZY-HOLLANDE

LE LIÈVRE ET LA TORTUE

À moins d'une surprise de dernière minute, le premier tour du scrutin présidentiel français qui se tient demain débouchera sur un duel entre le chef d'État sortant, Nicolas Sarkozy, et son adversaire socialiste, François Hollande. Deux hommes aux antipodes tant par leur style que par leur stratégie, raconte notre correspondant à Paris.

MARC THIBODEAU

PARIS — Bien que la fin reste à écrire, la première phase de la campagne présidentielle française de 2012 semble faire écho à la fable de La Fontaine sur le lièvre et la tortue en mettant en présence deux adversaires aux approches diamétralement opposées.

Le candidat socialiste François Hollande, crédité d'une large avance dans les sondages pour le second tour du scrutin, est demeuré sur une ligne constante au cours d'une intense campagne de terrain après avoir mis de l'avant une liste de 60 propositions mûrie de longue date.

L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, transformé physiquement par un régime draconien, ne figurait pratiquement nulle part dans les pronostics politiques il y a un an, malgré ses déclarations d'intention. Mais l'écrasement du favori, Dominique Strauss-Kahn, emporté par une retentissante affaire de mœurs, a ouvert le jeu et lui a permis de s'imposer dans son camp.

Contrairement à son ex-femme Ségolène Royal, candidate défaite de l'élection présidentielle de 2007, il a su réunir par la suite les différents courants du parti pour le soutenir.

Lors d'une récente rencontre avec des journalistes à laquelle a assisté *La Presse*, le candidat

PHOTO KENZO TRIBOUILLARD, AGENCE FRANCE PRESSE

PHOTO FRANCK FIFE, AGENCE FRANCE PRESSE

LE PHÉNOMÈNE **MÉLENCHON**

Le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a progressivement réussi à grimper jusqu'à 15 % dans les intentions de vote. Il a doublé son score en quelques mois. Ses appels enflammés à « l'insurrection civique », assortis de promesses visant à revaloriser le salaire minimum et à imposer les riches, ont touché une corde sensible dans une population fragilisée par la crise économique des dernières années. L'ancien sénateur socialiste espère utiliser son poids électoral pour peser sur les orientations d'un hypothétique gouvernement socialiste, mais prévient d'emblée qu'il n'y participera pas. Il affirme également que les membres du Parti communiste, représentés par le Front de gauche, refuseront aussi d'y siéger, ce qui n'est pas confirmé. La droite espère qu'une forte performance de l'extrême gauche inquiétera les électeurs centristes et les poussera à se rallier à Nicolas Sarkozy entre les deux tours.

PHOTO BERTRAND GUAY, AGENCE FRANCE PRESSE

LES **ÉCOLOGISTES** EN FORTE BAISSE

Les écologistes, qui avaient obtenu de solides scores à l'occasion des élections européennes et régionales françaises, n'auront rien pour pavoiser à l'issue du scrutin de demain. La campagne de la candidate d'Europe Écologie Les Verts (EELV), Éva Joly, une ex-juge d'instruction qui s'est surtout fait connaître en France par son engagement dans la lutte contre la corruption, n'a jamais décollé auprès de la population. Elle obtient 2 % des intentions de vote. La politicienne d'origine norvégienne a beaucoup insisté sur les affaires judiciaires. Elle s'est au passage fait reprocher par certains militants de négliger les enjeux environnementaux, peu présents au cours de la campagne. EELV a conclu, avant l'ouverture des hostilités, une entente avec le Parti socialiste qui devrait lui permettre d'occuper une place conséquente à l'Assemblée nationale après les élections législatives prévues en juin.

20 h

La loi électorale française interdit toute diffusion de résultats le jour du vote avant la fermeture des bureaux de scrutin à 20 h, heure de Paris (14 h à Montréal), mais plusieurs médias étrangers promettent de publier les premiers sondages de sortie des urnes dès 18 h 30 (12 h 30 à Montréal) sans égard à ces restrictions.

affichait un ton qui se voulait consensuel et rassembleur, loin des saillies chères à son principal adversaire, et usait souvent d'humour pour désamorcer les situations.

Il a notamment rappelé à un scribe exprimant son affection pour le candidat d'extrême gauche Jean-Luc Mélenchon qu'il « ne faudra pas voter pour lui » s'il n'est pas présent au second tour.

François Hollande, qui répète sans cesse en entrevue ne « pas savoir » qui va gagner l'élection, dit s'inspirer de l'ancien président socialiste François Mitterrand. Au point d'ailleurs de copier la gestuelle du défunt politicien dans ses discours.

Les Français l'estiment plus sympathique que Nicolas Sarkozy mais moins présidentiable, ce qui ne l'émeut pas outre mesure puisque le caractère présidentiel, ironise-t-il, vient, lui, avec la fonction.

Les partisans socialistes rencontrés par *La Presse* ne manifestent pas de passion particulière à son égard, mais le déclarent « sérieux », « honnête » et « digne de confiance » à la lumière de son long passé politique au sein de la gauche.

« Après cinq ans d'excès sarkozystes, je pense que son style modéré le sert », a souligné dimanche un militant croisé lors d'un rassemblement dans l'est de Paris.

Nicolas Sarkozy, qui a cherché à retarder le plus possible son entrée officielle dans la course, n'a cessé, une fois lancé, de mettre de l'avant son volontarisme et son énergie devant un opposant décrit comme « mou » et timoré.

« Deux semaines à fond et après on accélère », a-t-il récemment lancé dans le Var. Jeudi, il a insisté dans un autre rassemblement à Saint-Maurice, en périphérie de Paris, sur sa détermination à « courir le plus vite possible l'épreuve ».

Les propositions se sont succédé à grande vitesse, sur des questions très variées. D'emblée, le candidat a voulu, comme en 2007, courtiser le vote d'extrême droite en évoquant la problématique de l'immigration et des frontières par une sortie à tonalité protectionniste lors de son premier grand rassemblement, à Villepinte.

La tuerie de Toulouse, œuvre d'un djihadiste de 23 ans, a donné ensuite une visibilité accrue au chef d'État en ramenant du même coup sous les projecteurs la sécurité, l'un de ses thèmes de prédilection, sans créer d'avantage déterminant.

Le politicien a réussi pour un temps à passer devant François Hollande dans les sondages pour le premier tour, mais plusieurs études des derniers jours indiquent que le socialiste a repris la tête tout en maintenant un avantage marqué pour la phase finale.

Un blocage qui, de l'avis de plusieurs analystes, reflète la profondeur du courant antisarkozyste existant en France après cinq ans de mandat. Jérôme Fourquet, de l'institut Ifop, relève qu'aucun président sortant, depuis 50 ans, n'a eu une cote de popularité aussi basse à quelques jours de l'élection.

« Il avait un lourd handicap parce que c'est le candidat sortant. Les gens sont beaucoup plus exigeants avec lui », relève Yves Talens, partisan du président venu l'entendre à Saint-Maurice.

Nicolas Sarkozy a réussi pour un temps à passer devant François Hollande dans les sondages pour le premier tour. Plusieurs études indiquent que le socialiste a repris la tête tout en maintenant un avantage marqué pour la phase finale.

« On lui reproche de ne pas avoir tout fait ce qu'il avait promis, mais personne n'avait prévu la crise financière », souligne l'homme de 65 ans, qui se félicite du fait que le président a tenu bon sur des réformes sensibles comme celle des régimes de retraite.

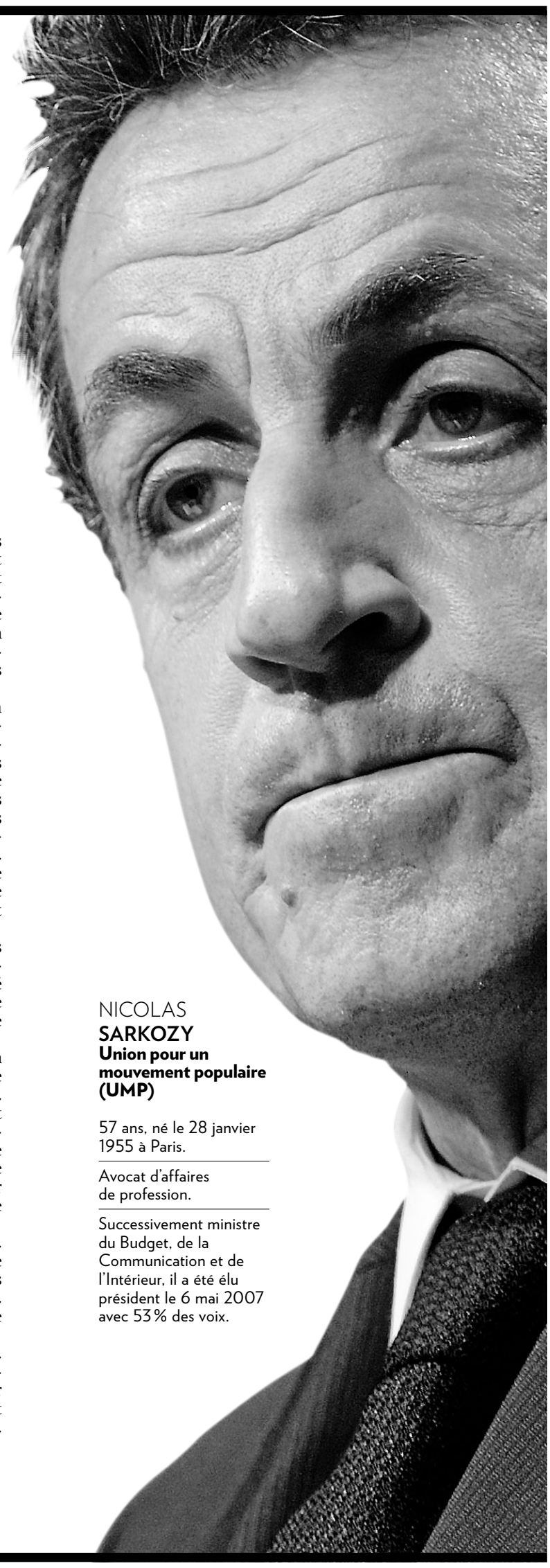
Nicolas Sarkozy attribue son blocage récent à la règle d'égalité de temps de parole régissant depuis deux semaines les médias audiovisuels. Il blâme aussi les journalistes, présentés comme les représentants biaisés d'une élite coupée du « peuple ». « Ils sont tous de gauche », a crié jeudi une vieille dame qui approuvait chaque phrase du président d'un tonitruant « Exactement ! ».

À la sortie de la salle, les avis étaient partagés sur l'intervention du chef d'État, qui a serré quelques mains aux cris de « Nicolas ! Nicolas ! » avant de repartir.

« Il a l'air très fatigué », a confié une vieille dame. Une autre de ses admiratrices, Paulette Laurier-Boniface, s'est dite impressionnée par l'énergie du politicien. « Personne ne peut lui enlever ça. Je me demande combien d'heures par nuit il dort », a déclaré la femme de 70 ans.

Selon *Le Canard enchaîné*, plusieurs ténors de la droite ne croient plus du tout aux chances de victoire de leur candidat, mais lui ne laisse pas percer le moindre doute.

« Notre énergie, notre volonté, notre rassemblement renverseront les montagnes de papier qu'ils veulent dresser devant vous, devant nous, devant moi », a-t-il déclaré à ses partisans.



NICOLAS
SARKOZY
Union pour un mouvement populaire (UMP)

57 ans, né le 28 janvier 1955 à Paris.

Avocat d'affaires de profession.

Successivement ministre du Budget, de la Communication et de l'Intérieur, il a été élu président le 6 mai 2007 avec 53 % des voix.

PHOTO ERIC FEFERBERG, AGENCE FRANCE PRESSE

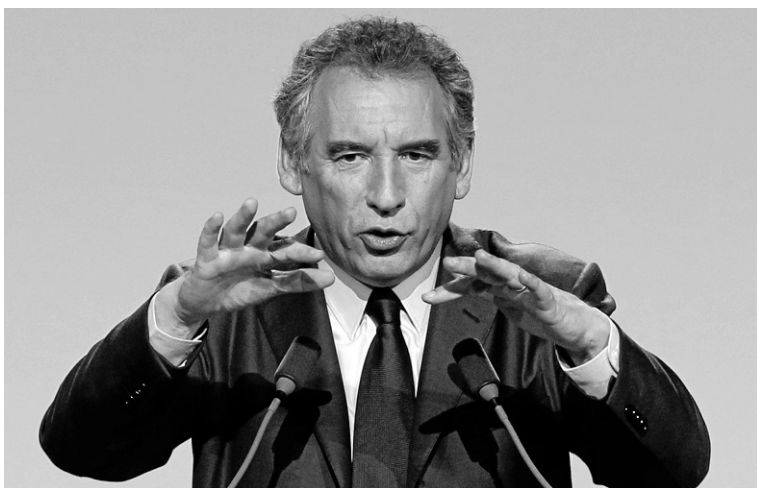


PHOTO STEPHANE MAHE, REUTERS

BAYROU EN FAISEUR DE ROI ?

Le candidat centriste François Bayrou avait créé l'événement au cours de la campagne présidentielle de 2007 en s'imposant comme le troisième homme, après avoir récolté 18 % des voix au premier tour. Il avait ensuite refusé les propositions de la candidate socialiste Ségolène Royal, qui avait besoin de son soutien pour avoir une chance de battre Nicolas Sarkozy. Cinq ans plus tard, il n'a pas réussi à retrouver le même niveau dans les sondages. Il plafonne autour de 11 %. Bien que le vote centriste soit réduit, il a une importance capitale pour le président sortant, qui doit compenser le fait que les intentions de vote à gauche sont sensiblement plus élevées que celles de la droite au premier tour. Des proches du président ont laissé entendre dans ce contexte que François Bayrou pourrait faire un bon premier ministre, mais le principal intéressé semble déterminé à conserver son indépendance, tant par rapport à la droite qu'à la gauche, dont il fustige le programme économique.

PHOTO MARTIN BUREAU, AGENCE FRANCE PRESSE

MARINE LE PEN EN FORCE ?

Le Front national, sous la direction de Marine Le Pen, fille du sulfureux Jean-Marie Le Pen, était au plus haut dans les sondages à la fin de l'année dernière. Au point de faire craindre une reprise du scénario-choc de 2002 dans lequel le représentant de la formation d'extrême droite s'était qualifié au second tour. Les plus récents sondages indiquent que le parti, souvent sous-évalué dans les intentions de vote, n'est pas en position de créer cette fois une telle surprise, car il a perdu du terrain pendant que la candidate insistait sur la crise économique et l'influence néfaste de l'Europe avant de se recentrer sur l'immigration et la laïcité. Un score à 16 % ou 17 % constituerait néanmoins une forte performance pour le Front national, qui s'était retrouvé au plus bas après la victoire électorale de Nicolas Sarkozy en 2007. Le candidat avait alors fait campagne avec succès sur plusieurs thèmes sensibles pour l'extrême droite, et avait aspiré une part importante de son électorat. Il a suivi une technique similaire cette année avec des résultats plus mitigés.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Céder à la casse ?

ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

On a compris hier, dans les rues de Montréal, pourquoi les leaders radicaux refusent de condamner la violence commise par certains au nom de la cause étudiante : le vandalisme fait partie de leur stratégie.

Devant le saccage commis au Palais des congrès et dans les rues avoisinantes, les porte-parole de la CLASSE avaient une occasion en or de dénoncer ces gestes. Ils s'en sont soigneusement abstenus, justifiant au contraire la violence par l'attitude du gouvernement à l'endroit des revendications étudiantes.

Pourtant – il est renversant d'avoir à le répéter – rien, au Québec, ne justifie qu'un groupe exprime son mécontentement par la violence. Il a été amplement démontré dans le passé que des manifestations pacifiques peuvent amener le gouvernement à modifier ses politiques. En outre, les prochaines élections donneront à ceux qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité (et au Plan Nord) de voter pour un parti partageant leur point de vue.

Pourquoi la CLASSE appuie-t-elle le vandalisme comme moyen de pression légitime ? On le comprend à la lecture d'un récent communiqué de la coalition : « Cessons d'avoir peur des lois qui encadrent notre mécontentement et désobéissons collectivement afin de sortir ensemble dans les rues du Québec. [...] En ce moment, le gouvernement a la frousse, il est prêt à céder. Profitons de ce moment pour mettre une clé dans l'engrenage de la révolution culturelle et défendre une société qui priorise la population sur le profit. »

Encore hier, certains ont dénoncé la « violence policière ». Selon eux, que doit faire la police si une bande de gens masqués, prêts à tout saccager, tentent de pénétrer de force dans un lieu où le premier ministre se trouve ? Leur faire une haie d'honneur, peut-être ?

D'autres se sont offusqués du fait que M. Charest, pour détendre l'atmosphère au Salon Plan Nord, blague au sujet des manifestations Ainsi, quand le chef du gouvernement condamne la violence, on trouve qu'il exagère, et quand il en minimise l'importance, on l'accuse de prendre les choses à la légère !

Le fait que certains accordent plus d'importance à cette plaisanterie qu'au saccage provoqué par les manifestants démontre combien la haine du Parti libéral en est venue à détraquer leur sens des proportions.

Les Québécois n'aiment pas la chicane et c'est ce sur quoi mise la CLASSE. La population presse de plus en plus le gouvernement de mettre un terme à la « crise », coûte que coûte. L'opposition fait de même.

Or, si le gouvernement cède, sur la question de la violence comme sur le fond du dossier, il offrira aux radicaux une victoire sans précédent. Ceux-ci sauront, désormais, comment faire reculer à leur guise le gouvernement du Québec. Les effets de cette capitulation devant l'intimidation se feront sentir longtemps après que Jean Charest aura quitté le pouvoir.

DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DÉBATS

Résultats à 17 h 30, hier : 8924 répondants

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Le syndrome MTV frappe encore

par Mario Roy

LA QUESTION DU JOUR

En chute dans les sondages, la CAQ est-elle en voie de devenir une autre ADQ ?

- OUI › 73 %
- NON › 18 %
- Je ne sais pas › 9 %

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

PÉNURIE DE MÉDECINS DE FAMILLE : DES DISPARITÉS RÉGIONALES IMPORTANTES

Pas de quoi fêter…

FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

Chaque année depuis plus de 30 ans, les écologistes profitent du 22 avril pour célébrer le Jour de la Terre et du coup, la naissance du mouvement environnemental. Mais cette année, les raisons de fêter sont bien peu nombreuses, ce qui explique peut-être que l'environnement ne sera qu'un enjeu parmi d'autres lors de la grande marche de demain…

En cette veille du Jour de la Terre, les écolos sont en proie à un douloureux constat : celui de l'échec.

Après avoir connu une période dorée pendant laquelle citoyens, élus, médias et entreprises se sont joints à leur combat, les écolos se retrouvent en effet, aujourd'hui, en proie à un douloureux constat : celui de l'échec.

Certes, le mouvement environnemental peut se vanter de plusieurs victoires en lien avec l'enjeu érigé en priorité : le climat. Il a provoqué une remise en question de nombreux petits gestes. Il a sensibilisé la société aux dangers des gaz à effet de serre. Il a même déclenché une mobilisation internationale contre les changements climatiques.

Mais il a néanmoins échoué, comme l'a reconnu David Suzuki il y a quelques jours, en évoquant « l'impasse » dans laquelle se trouve le mouvement. Car au-delà de ses victoires à la pièce, ce dernier a été incapable de changer durablement le système économique à l'origine des maux qu'il combat.

La preuve en est la facilité avec laquelle la société a réussi à passer à un autre appel depuis la crise économique de 2008. Les citoyens, aujourd'hui, sont moins intéressés par les questions écologiques. Les médias ont diminué au minimum leur couverture environnementale. Les entreprises ont réduit les ressources affectées à cet enjeu. Et la communauté internationale croit de moins en moins à une suite à Kyoto.

Plus encore, les gouvernements ont réussi à transformer l'environnement de priorité à bouc émissaire. Stephen Harper a abandonné Kyoto et a fait une cible des écolos. Nicolas Sarkozy s'est élevé contre cet enjeu qui nuit à la création d'emplois. Et Barack Obama s'est muté en féroce extracteur pétrolier.

L'échec des écolos aura donc été cette incapacité à donner racine à la « révolution verte » afin qu'elle traverse crises et années, une issue qu'une seule chose aurait pu rendre possible : un prix sur les émissions carboniques.

C'est l'élément le plus important, car sans taxe progressive sur le carbone, il n'y a pas de changement économique d'importance, pas de concurrence entre énergies renouvelables et fossiles, pas de modification des modes de production et de consommation, et donc pas de diminution des gaz à effet de serre.

Certes, le Québec compte une taxe sur le carbone et un Marché du carbone naissant, mais cette victoire est pour l'instant symbolique. D'abord parce que la taxe est marginale, ensuite parce que la province est marginalisée. La fenêtre d'opportunité s'étant refermée, rien n'indique que cette initiative fera boule de neige.

Toutes sortes de raisons expliquent que les émissions n'ont toujours pas de prix en Amérique du Nord. Reste que cette situation est à l'origine de « l'impasse » dans laquelle les écolos se trouvent aujourd'hui, à la veille du Jour de la Terre.

OPINION

Nous nous sommes trompés

Le trimestre est vraiment menacé et il y aura eu de réels sacrifices, des étudiants comme de toute la société

PHILIPPE LABARRE
L'auteur est professeur de littérature au collège Ahuntsic.

Quand le trimestre a commencé au début de l'hiver, mon enthousiasme était vif. J'allais donner pour la première fois de ma carrière un cours sur la littérature et les idéologies. J'allais aider mes étudiants à réfléchir, à travers des œuvres marquantes, aux notions de communication, d'argumentation et de propagande.

Le programme allait exiger beaucoup, intellectuellement, mais surtout moralement, de mes étudiants. Nous allions lire des œuvres comme *1984* de George Orwell, qui interrogent ce qu'on a connu, ce qu'on peut imaginer de pire : la violence psychologique et physique des régimes totalitaires. Je me savais capable d'enseigner ces œuvres sans désespérer mes étudiants, sans les priver de leur droit à l'optimisme. Au contraire, ils sortiraient de mon cours armés pour mieux affronter un monde qui allait vite leur demander de renoncer à cet optimisme.

Puis on a entendu parler de la grève. Les représentants de l'association étudiante sont venus en classe expliquer quels en étaient les enjeux : pourquoi la hausse était injuste, pourquoi il ne fallait pas craindre une annulation de la session, pourquoi il était improbable qu'une grève puisse durer assez longtemps pour représenter un véritable sacrifice.

J'étais en fait d'accord avec tout cela, mais j'invitais malgré tous mes étudiants à porter un regard critique sur le discours de ces représentants, sur l'efficacité de leur communication, sur la validité de leurs arguments, sur leur emploi de certains procédés plus ou moins manipulateurs. C'était un bon moyen de témoigner une certaine impartialité à mes étudiants. Tel n'était d'ailleurs pas mon rôle comme enseignant : enseigner ? Les étudiants de mon collège ont voté démocratiquement la grève.

Peu importe l'issue du conflit, le retour en classe sera pénible pour tous, étudiants comme enseignants, désormais divisés, radicalisés, humiliés ou effrayés.

Nous n'avions pas prévu l'ampleur de cette grève. Je crois encore que la hausse des droits de scolarité est injuste, mais je sais désormais que sur le reste nous nous sommes trompés. Le trimestre semble désormais menacé et on ne peut nier qu'il y aura eu de véritables sacrifices de la part des étudiants comme de toute la société : emplois perdus, ponts bloqués, bureaux saccagés, étudiants blessés, droits démocratiques bafoués, professeurs intimidés… Il y a eu des fautes de part et d'autre, mais il n'y a qu'un seul responsable, dont on attend toujours qu'il joue son rôle.

Je n'écris pas pour condamner le gouvernement, je ne suis pas un juge, mais pour lui faire comprendre certaines conséquences de son intransigeance. Peu importe l'issue du conflit, on sait maintenant à quel point le retour en classe sera pénible pour tous, étudiants comme enseignants, désormais divisés, radicalisés, humiliés ou effrayés.

Pour moi, qui ai la chance d'enseigner dans un collège où la grève étudiante a été respectée et demeure donc respectueuse, il sera surtout difficile de donner mon cours comme prévu. La matière des dernières semaines est peut-être riche en exemples des dérives de la communication, de l'argumentation et de la propagande, mais je ne pourrai plus aborder avec optimisme des œuvres comme *1984*. On y trouve une phrase que j'avais l'intention de discuter : « Si vous désirez une image de l'avenir, imaginez une botte piétinant un visage humain… éternellement ».

Dans la société imaginée par Orwell, tous les hommes sont soumis à un pouvoir cruel et ne profitant réellement à personne. Jean Charest n'est pas Big Brother, il est trop humain pour cela. Notre gouvernement n'est pas totalitaire, il est trop intéressé pour cela. Mais il y a eu piétinement de centaines de milliers de visages qui vont bientôt se relever et devront faire semblant d'oublier. Je ne sais pas comment enseigner cela à mes étudiants.

DÉBATS

À BIEN Y PENSER

Ce printemps, les revues de mode proposent les couleurs pastel, les talons plateformes ou les rangées de bracelets. Mais l'accessoire incontournable, c'est le petit carré rouge. Discret, il crie pourtant tout haut ce que je ne peux dire à tous ceux que je croise dans la rue. Je l'accroche sur mon foulard, mon sac, mon manteau. Avec un décolleté, je récolte souvent des regards sur mon passage, mais avec cet accessoire, je fais littéralement tourner les têtes. Il fait ressortir mon rouge à lèvres, mais surtout, mon soutien aux étudiants en grève.

— Catherine Blanchard, Montréal

Bizarreries du premier tour

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Les deux dernières semaines du premier tour de la campagne présidentielle française avaient quelque chose de surréaliste.

Alors que seuls cinq candidats (Sarkozy, Hollande, Mélenchon, Le Pen et Bayrou) dépassaient la barre des 10 % dans les sondages, les chaînes de radio et de télévision ont été forcées d'accorder l'égalité du temps de parole et de la visibilité aux 10 candidats qui avaient fait acte de candidature… et dont la moitié n'a jamais dépassé la barre des 3 % !

Ce qui veut dire que les médias devaient accorder autant d'importance à Jacques Cheminade, un hurluberlu que les derniers sondages créditent de … zéro appui, qu'à Nicolas Sarkozy ou à François Hollande !

Il serait étonnant que cette règle imposée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel survive à cette campagne, tant elle va contre la liberté de presse et le simple bon sens. (Heureusement, la presse écrite échappait à cette directive et pouvait exercer son jugement éditorial).

Les médias audio-visuels ont dû accorder autant d'importance à l'hurluberlu Cheminade qu'à Sarkozy ou à Hollande !

M. Sarkozy n'avait pas tort de se plaindre de ce que la règle de l'égalité du temps de parole lui fût particulièrement préjudiciable (« Ils sont neuf contre moi ! », disait-il cette semaine), puisque par définition, le président sortant, quel qu'il soit, est la principale cible des candidats de l'opposition.

L'autre incongruité de cette campagne découle du système d'accréditation des candidats, qui devaient recueillir la signature de 500 élus pour se qualifier. Par un mystère propre à la politique française, le dénommé Cheminade, qui se présente à chaque présidentielle depuis 1995 pour disparaître complètement du paysage entre les élections, n'a eu aucun mal à obtenir ses 500 signatures, alors que Marine Le Pen, qui s'est maintenue autour de 15 % dans les sondages, a peiné jusqu'à la dernière minute à en récolter autant.

La résistance à M^me^ Le Pen peut s'expliquer par le refus des maires, tant de gauche que de droite, de donner un coup de pouce à une candidature qui dérangeait leur camp. Mais comment expliquer qu'il s'en trouve toujours 500 pour avaliser, bon an mal an, la candidature dudit Cheminade, un disciple de la secte conspirationniste de l'Américain Lyndon LaRouche (lequel professe, entre autres sornettes, que la reine d'Angleterre est à la tête du cartel mondial de la drogue) … ?

La multiplication des « petits candidats » a quand même permis aux Français de découvrir toute une galerie assez pittoresque de personnages, en particulier Philippe Poutou, qui a succédé à Olivier Besancenot à la tête du Parti Anti-capitaliste. Dans ce groupe de candidats dont six se proclament « de gauche », Poutou est le seul ouvrier. Militant syndical chez Ford, il n'a pas le savoir-faire politique de Besancenot, mais il a charmé les téléspectateurs par sa spontanéité et son évidente sincérité.

Autre nouvelle venue, Nathalie Arthaud, la jeune, vive et jolie représentante des trotskystes de Lutte ouvrière, une enseignante de lycée qui incarne un changement fort bienvenu, après l'éternelle et lugubre Arlette Laguillier.

Il y a aussi Nicolas Dupont-Aignan, un gaulliste antieuropéen qui propose… le retour au franc. Et il y a, bien sûr, Eva Joly, la très gaffeuse candidate des Verts-Europe-Écologie. L'ancienne juge d'instruction qui s'était souvent distinguée, notamment dans l'affaire Elf, par son intransigeance proche du sectarisme, et que Chabrol a immortalisée sous les traits d'Isabelle Huppert dans *L'ivresse du pouvoir*, a atterri pour son plus grand malheur à la tête des Verts et a rapidement irrité tout le monde en faisant la leçon aux Français dans son rugueux accent norvégien. Cantonnée aux environs de 2 %, elle a terminé la campagne en déboulant un escalier au sortir d'un cinéma, ajoutant une note pitoyable à une prestation qui était déjà pathétique.

AUTISTE ? OUI, ET ALORS ?

Faut-il se désoler de la hausse du nombre de cas ? Moi, je m'en réjouis !

ANTOINE OUELLETTE
L'auteur est autiste. Il a écrit *Musique autiste* (Éditions Triptyque), ouvrage finaliste pour le prix Hubert-Reeves 2012.

Des articles récents parus dans *La Presse* et plusieurs médias soulignaient, en s'en désolant, l'augmentation de 78 % des cas d'autisme aux États-Unis entre 2002 et 2008. À titre de personne autiste moi-même, permettez-moi de présenter mon point de vue, moi qui suis « frappé » par cette « maladie » dont je « souffre ».

Si une certaine dimension handicapante fait consensus, il n'en va pas de même avec l'idée selon laquelle l'autisme serait une maladie. Les différentes visions de la nature réelle de l'autisme se déclinent depuis celle qui en fait une psychose jusqu'à celle qui la considère comme une autre forme d'intelligence.

Selon moi, être autiste est un peu comme être gaucher plutôt que droitier, ou homosexuel plutôt qu'hétéro : c'est quelque chose de minoritaire qui est là dès la naissance et qui appartient à la personne. Je n'ai pas été frappé par l'autisme : je suis autiste, c'est une dimension de ma personne (et qui, soit dit en passant, ne limite pas ma personne).

Comment croyez-vous que nous nous sentons d'être ainsi ? Pour ma part, assez bien. Certaines journées, je me sens très bien et très heureux. Je ne suis ni un malade ni une maladie. Je relis les critères de diagnostic du syndrome d'Asperger (ma forme d'autisme) : je m'y retrouve. Pourtant, je n'associe aucun sentiment ou aucun souvenir de souffrance à ces critères. Il m'arrive de moins bien « filer », mais rien d'anormal, et je suis certain que cela vous arrive à vous aussi.

À quoi ressemble la vie d'une personne autiste ? Voici des réponses que l'on m'a données.

– « C'est avoir une déficience intellectuelle. » Il n'y a pas plus de déficience intellectuelle chez nous que chez les gens non autistes (et ne vous en faites pas trop : mes petites cellules grises sont assez performantes).

– « C'est ne pas pouvoir parler. » La grande majorité des autistes parlent. Mais c'est vrai que peu d'entre nous sont verbomoteurs. Cela dit, j'enseigne, je donne des conférences (non, pas que sur l'autisme !), je passe en entrevue. Avec plaisir, toujours, sans grand trac ni stress démesuré.

– « C'est être violent, quasi schizo. » Nous ne sommes pas des anges (et vous donc ?), mais pas des démons non plus. Il m'arrive de me fâcher, bien que je ne me rappelle pas la dernière fois et que, personne discrète, il m'a souvent été dit que je devrais me fâcher davantage !

– « C'est voir partout des formules mathématiques, des chiffres ou des codes. » Oui, bon… Mais je ne peux pas dire adorer particulièrement les maths, ni être un crack en informatique – je connais même un « Asperger » qui déteste les ordinateurs. En tout cas, je ne suis pas gadgetophile : imaginez, je n'ai pas de cellulaire. Par contre, c'est vrai que j'aime les « harmonies cachées », dans la nature, dans la musique, etc.

Notre grand problème est de constituer une toute petite minorité. Plus nous serons, mieux les choses pourront aller pour nous.

Petite vérité : il y a autant de diversité entre les personnes chez les autistes que chez vous. Les stéréotypes et les préjugés ne peuvent vous aider à nous comprendre. Pas plus qu'hier encore, ils ne pouvaient aider à comprendre les femmes, ou les Noirs, etc.

Faut-il se désoler de l'augmentation des cas d'autisme ? Moi, je m'en réjouis et j'applaudis ! Notre grand problème est de constituer une toute petite minorité : les estimations les plus optimistes que j'ai lues parlent de 3 % de la population. Plus nous serons, mieux les choses pourront aller pour nous. Parce que, comme pour d'autres groupes minoritaires qui l'ont déjà fait, nous oserons prendre davantage la parole (plutôt que d'entendre des tas de gens parler à notre place), nous affirmer, oser faire des suggestions pour la marche du monde, voire même revendiquer.

Et ce ne sont pas les sujets de revendication qui nous manqueraient. Savez-vous que 80 % des « Asperger » vivent de l'intimidation dans les écoles (moi, j'en ai fait un grave syndrome de stress post-traumatique) ? Que 90 % des autistes n'arrivent pas à trouver et à garder un emploi pour lequel ils possèdent pourtant toutes les compétences ? Que dans certains pays encore aujourd'hui, des enfants autistes subissent des « traitements » relevant carrément de la maltraitance qui visent à les « guérir » ?

À nous guérir de quoi du reste ? D'une différence qui est encore mal connue et donc insuffisamment acceptée socialement.

NOTRE VIDÉO

PHOTO NINON PEDNAULT, LA PRESSE

LAPRESSE.CA/AUTISTE
« Comment croyez-vous que nous nous sentons d'être ainsi ? Pour ma part, assez bien. Certaines journées, je me sens très bien et très heureux. Je ne suis ni un malade ni une maladie », explique Antoine Ouellette. À voir sur lapresse.ca/autiste

Pourquoi je n'irai pas manifester

Lors du Jour de la Terre, il y aura plus de rouge que de vert

ELVIS GUINDON
L'auteur est un expert-comptable qui réside dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies, à Montréal.

Dimanche, c'est le Jour de la Terre. Cette journée sera soulignée à Montréal par une manifestation à laquelle beaucoup de gens nous invitent.

Bien que la cause soit noble, je n'irai pas prendre part à cette manifestation. Non pas parce que je n'ai pas l'environnement à cœur, car ceux qui me connaissent savent comment j'ai la nature à cœur. Comment je peux, par exemple, être attristé de voir, lors d'une promenade en forêt, un sac de croustilles vide traînant malheureusement par terre.

Je n'irai pas à cette manifestation, car je juge que celle-ci ne servira pas la cause de la Terre. Seulement à penser que des milliers et des milliers de personnes se déplaceront pour y assister, que ce soit en voiture ou même en transport en commun, cela ne peut qu'entraîner une dépense énergétique considérable qui pourrait être évitée. Et je n'ose imaginer les déchets qui seront laissés sur place.

Une autre raison pour laquelle je ne me rendrai pas à la manifestation est ma crainte de voir celle-ci être infiltrée par divers groupes qui voudront profiter de l'occasion pour passer un message autre que celui de la protection de la Terre. Autrement dit, pour cette journée où la couleur verte devrait être la norme, j'ai bien peur qu'il y ait à cette manifestation plus de rouge de que vert.

Je vais plutôt rester à la maison à Rivière-des-Prairies, à nettoyer mon terrain, à préparer mon potager, à entretenir mes plants de framboisiers.

Enfin, comment pourrais-je aller à une manifestation où l'un des messages que certains acteurs sociaux veulent passer est celui de tirer le maximum de nos ressources (le Plan Nord) ? Je trouve ce message paradoxal. Dans mon esprit, le message le plus approprié devrait être celui du questionnement de notre consommation débridée. Aussi, comment pourrais-je manifester aux côtés des nombreux utilisateurs de téléphones intelligents qui, pour être fabriqués, nécessitent des métaux extraits en Afrique dans des conditions plus que problématiques, tel que soulevé dans un article récent du magazine *L'actualité* ?

Ce Jour de la Terre, si les conditions sont propices, je vais la souligner différemment. Je n'irai pas plonger au cœur du béton et de l'asphalte du centre-ville. Je vais plutôt rester à la maison, à Rivière-des-Prairies, à nettoyer mon terrain, à préparer mon potager, à entretenir mes plants de framboisiers.

Bref, je vais souligner le Jour la Terre de la meilleure façon qu'il puisse être selon moi, en étant auprès d'elle pour l'écouter et la remercier de ses bienfaits.

« LE PLAN HARPER, UN DÉVELOPPEMENT NON DURABLE », à lire dans la section Votre opinion de lapresse.ca/debats

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION 514.285.7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 **www.lapresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** 514.285.6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** 514.285.7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

C'est ça j'aurais vie!

TOUTES NOS COLLECTIONS
DE MEUBLES DE JARDIN
VOUS SONT OFFERTES AVEC
DES RABAIS JUSQU'À

50%

ANTIGUA
Ensemble en aluminium et rotin synthétique, avec coussins
4 fauteuils et 1 table de 38 x 57 po

899.99

Prix Rég. 1199.99 / 20.71* par mois

BALANÇOIRE
Balançoire en acier avec coussins
3 places - Choix de 6 couleurs

249.99

Prix Rég. 399.99 / 5.75* par mois

SAN ANDRES
Ensemble en aluminium à bandoulière,
4 chaises et 1 table ronde 42 po

299.99

Prix Rég. 469.99 / 6.90* par mois

MELBOURNE
Ensemble en aluminium et rotin synthétique,
4 chaises et 1 table 38 x 66 po

499.99

Prix Rég. 679.99 / 11.50* par mois

CALIFORNIA
DESSUS DE TABLE EN VERRE
Ensemble en fonte d'aluminium et à bandoulière 4 chaises et
1 table ronde de 42 po

599.99

Prix Rég. 749.99 / 13.81* par mois

LIT PLEINE LUNE
Structure en acier et rotin synthétique
avec coussins et oreillers

999.99

Prix Rég. 1999.99 / 23.01* par mois

CHAMPAGNE
DESSUS DE TABLE
EN LATTES D'ALUMINIUM
Ensemble en aluminium
et à bandoulière, 4 chaises et
1 table de 38 x 60 po

1099.99

Prix Rég. 1299.99 / 25.31* par mois

ELISABETH
TABLE EN FONTE D'ALUMINIUM
Ensemble en fonte d'aluminium
avec coussins, 4 chaises et
1 table de 42 x 72 po

1199.99

Prix Rég. 1799.99 / 27.61* par mois

PRESTIGE
TABLE EN FONTE D'ALUMINIUM
Ensemble en fonte d'aluminium
à bandoulière, 4 chaises et
1 table 42 x 72 po

1299.99

Prix Rég. 1999.99 / 29.91* par mois

PRINCESSE
DESSUS DE TABLE EN PIERRE
SYNTHÉTIQUE DE
COULEUR ANTHRACITE
Ensemble en aluminium et
rotin synthétique avec coussins
4 fauteuils et 1 table 39 x 78 po

1699.99

Prix Rég. 2899.99 / 39.12* par mois

BERMUDE SECTIONNEL
4 FAUTEUILS, 1 CAUSEUSE ET
UN APPUI-PIEDS
Ensemble multifonctionnel en
aluminium et rotin synthétique
avec coussins et oreillers

1999.99

Prix Rég. 2999.99 / 46.02* par mois

SYDNEY GAZEBO 10x12pi
Structure en aluminium et acier
Poteaux triangulaires toit en
polycarbonate avec moustiquaires

799.99

Prix Rég. 1299.99 / 18.41* par mois

SAN MATEO GAZEBO 10x12pi
Structure en aluminium,
4 portes coulissantes,
toit en polycarbonate
avec moustiquaires,
abri 4 saisons

1499.99

Prix Rég. 1999.99 / 34.51* par mois

CLUB PISCINE SUPER fitness
www.clubpiscine.ca

Tableau d'exemples des frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours				
	Taux d'intérêt annuel	Solde moyen quotidien		
		100$	500$	1000$
Achat par versements égaux	13,50%	1,11$	5,55$	11,10$

*Les taxes sont payables à l'achat, sous réserve de l'approbation du crédit, le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Dans le cas où les conditions de crédit ne sont pas respectées, un intérêt annuel ne dépassant pas 19.9% pourra être appliqué depuis la date d'inscription sur le relevé mensuel, selon les conditions de crédit. Voir détails en magasins. Les mensualités indiquées aux présentes sont calculées sur un taux d'intérêt annuel variable de 13.5% et une échéance de 60 mois. Ces offres sont d'une durée limitée et sujettes à l'approbation du crédit. Les conditions d'emprunt et les taux d'intérêt peuvent être modifiés en tout temps par les institutions bancaires. Voir les détails en magasin. – Ces promotions ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion et sont valables jusqu'au 29 avril 2012 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation. – Photos à titre d'illustration seulement. – Malgré le soin apporté lors de l'impression de ce feuillet, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos magasins.